



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

21^{ème} Comité Intergouvernemental d'Experts

Croissance et transformation en Afrique de l'Est : *Accélérateurs et freins*

Lieu: Moroni, Union des Comores

Dates: 7-9 Novembre 2017.

Évolutions macroéconomiques et sociales dans la région de l'Afrique de l'Est pour la période 2016-17

Table des Matières

REMERCIEMENTS	IV
SOMMAIRE.....	V
1. PERFORMANCES MACROECONOMIQUES.....	1
1.1. RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE EN AFRIQUE DE L'EST.....	1
1.2. UN PROCESSUS ATYPIQUE DE TRANSFORMATION STRUCTURELLE	15
1.3. ACCELERER L'INDUSTRIALISATION PAR LE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES.....	18
1.4. AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE ET DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE	21
1.5. AGGRAVATION DES DEFICITS BUDGETAIRES SUR FOND D'AUGMENTATION DES DEPENSES EN INFRASTRUCTURE.....	23
1.6. POLITIQUE MONETAIRE ACCOMMODANTE SUR FOND D'ATTENUATION DE L'INFLATION ET DE TENSION SUR LE TAUX DE CHANGE.....	26
1.7. DEFICITS STRUCTURELS DU COMPTE COURANT ET STRUCTURE COMMERCIALE DESEQUILIBREE	30
1.8. MULTIPLIER LES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS	41
2. DEVELOPPEMENTS SOCIAUX	44
2.1. APERÇU DU DEVELOPPEMENT HUMAIN	44
2.2. SECHERESSE ET INSECURITE ALIMENTAIRE	45
2.3. INTENSIFICATION DE LA CRISE DES REFUGIES.....	48
2.4. ÉPIDEMIES DE MALADIES TRANSMISSIBLES : UN SIGNE INQUIETANT DU SYSTEME DE SOINS DE SANTE AMELIORE	51
3. CONCLUSIONS.....	53
REFERENCES.....	55

Liste des encadrés, figures et tableaux

Encadrés

ENCADRE 1: LA CROISSANCE ECONOMIQUE A-T-ELLE ATTEINT LES OBJECTIFS NATIONAUX ?	5
ENCADRE 2: ENSEIGNEMENTS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE D'INDUSTRIALISATION EN ETHIOPIE	8
ENCADRE 3: CONTRIBUTION DU TOURISME A L'ECONOMIE DE L'AFRIQUE DE L'EST	10
ENCADRE 4: OPPORTUNITE OFFERTE PAR L'INITIATIVE CHINOISE ROUTE ET CEINTURE	13
ENCADRE 5: APERÇU DES REGIMES DE CHANGE EN AFRIQUE DE L'EST.....	27
ENCADRE 6: IMPACTS POTENTIELS DE L'ACCORD DE PARTENARIAT ECONOMIQUE CAE-UE	33
ENCADRE 7: UNE OCCASION MANQUEE ? – L'AFRICAN GROWTH AND OPPORTUNITY ACT (LOI SUR LA CROISSANCE ET LES PERSPECTIVES ECONOMIQUES DE L'AFRIQUE).	36

Figures

FIGURE 1: CROISSANCE REELLE DU PIB EN AFRIQUE DE L'EST, EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE	2
FIGURE 2: PART DU PIB NOMINAL EN 2016	3
FIGURE 3: PIB PAR HABITANT EN 2016.....	3
FIGURE 4: PARTS SECTORIELLES EN 2015	6
FIGURE 5: CONTRIBUTION DU TOURISME AU PIB EN 2016.....	10
FIGURE 6: PARTS DE LA DEMANDE EN 2015.....	13
FIGURE 7: PRINCIPAUX PROJETS PORTUAIRES ET FERROVIAIRES ACTUELS ET PREVUS AVEC DES ACTEURS CHINOIS EN AFRIQUE.....	14
FIGURE 8: INDICE DE PERFORMANCE DE LA LOGISTIQUE	19
FIGURE 9: COÛTS D'IMPORTATION ET D'EXPORTATION EN 2014	20
FIGURE 10: EDITION 2016 DE L'INDICE IBRAHIM DE LA GOUVERNANCE AFRICAINE.....	21
FIGURE 11: EDITION 2017 DE L'INDICE DE LA FACILITE DE FAIRE DES AFFAIRES	22
FIGURE 12: EQUILIBRE BUDGETAIRE	24
FIGURE 13: TAUX DE CHANGE NOMINAL DE LA MONNAIE LOCALE PAR RAPPORT AU DOLLAR US	27
FIGURE 14: DIFFERENTS REGIMES DE CHANGE	27
FIGURE 15: SOLDE DU COMPTE COURANT.....	30
FIGURE 16: RESERVES OFFICIELLES DE CHANGE.....	31
FIGURE 17: BALANCE COMMERCIALE ENTRE LA CAE, LA CHINE ET L'INDE	32
FIGURE 18: PRIX DES MATIERES PREMIERES	38
FIGURE 19: COMPOSITION DU COMMERCE DE L'AFRIQUE DE L'EST PAR PRODUITS PRINCIPAUX	39
FIGURE 20: PART DES EXPORTATIONS DES PRODUITS MANUFACTURES A MOYENNE ET HAUTE TECHNOLOGIE DANS LES EXPORTATIONS TOTALES DE PRODUITS MANUFACTURES, 2015	40
FIGURE 21: INVESTISSEMENT DIRECT ETRANGER, MOYENNE DE 2012-2016	41
FIGURE 22: ENTREES AU TITRE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS EN AFRIQUE DE L'EST.....	42
FIGURE 23: BORD DES ODD POUR L'AFRIQUE DE L'EST.....	45
FIGURE 24: CARTOGRAPHIE DE L'INSECURITE ALIMENTAIRE.....	46
FIGURE 25: DEPLACEMENT EN AFRIQUE DE L'EST.....	48
FIGURE 26: ÉPIDEMIES DE MALADIES TRANSMISSIBLES	52

Tableaux

TABLEAU 1: CROISSANCE DU PIB REEL (% DE LA VARIATION ANNUELLE).....	4
TABLEAU 2: INDICE DE COMPETITIVITE DES SECTEURS DU VOYAGE ET DU TOURISME	11
TABLEAU 3: REPARTITION DE LA VALEUR AJOUTEE BRUTE PAR HABITANT ET PAR PAYS DE 2002 A 2013 .15	
TABLEAU 4: REPARTITION DE LA VALEUR AJOUTEE BRUTE PAR HABITANT EN AFRIQUE DE 2002 A 2013..16	
TABLEAU 5: REPARTITION DE LA CROISSANCE DE LA VALEUR AJOUTEE BRUTE PAR HABITANT ET PAR SECTEUR DE 2002 A 2013.....	17
TABLEAU 6: EVALUATION DE LA VIABILITE DE LA DETTE.....	25
TABLEAU 7: INFLATION (% DE VARIATION ANNUELLE)	26
TABLEAU 8: CLASSIFICATION DES REGIMES DE CHANGE EN AFRIQUE DE L'EST	28
TABLEAU 9: IMPACT DE L'APE EN 2042 (VARIATION PAR RAPPORT AUX DONNEES DE BASE, EN POURCENTAGE).....	33
TABLEAU 10: IMPACT DE L'APE EN 2042 (VARIATION PAR RAPPORT AUX DONNEES DE BASE, EN MILLIONS DE DOLLARS)	33
TABLEAU 11: INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN ET SES COMPOSANTES.....	44

Remerciements

Le projet de rapport a été élaboré pour les discussions de la 21e réunion du Comité Intergouvernemental d'Experts (CIE) pour l'Afrique de l'Est qui se déroulera à Moroni, aux Comores du 7 au 9 novembre 2017.

Le présent rapport est le fruit d'un effort collectif des collègues du Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Est de la CEA. Le rapport a été préparé sous la direction d'Andrew Mold, le directeur par intérim du Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Est. L'auteur principal est Wai Kit Si Tou, avec la contribution d'Andrew Mold, Priscilla Lecomte, Rodgers Mukwaya, Pedro Martins, Emelang Leteane, Yohannes Hailu, et Geoffrey Manyara, du Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Est.

Sommaire

L'Afrique de l'Est a enregistré des résultats économiques remarquables ces dernières années, avec un taux de croissance annuel moyen de 6,8% entre 2012 et 2015, bien supérieur à la moyenne africaine et dépassant même celui de l'Asie de l'Est. En outre, les populations de la région vivent désormais en moyenne plus longtemps, ont une meilleure santé, reçoivent une meilleure éducation et jouissent d'une meilleure qualité de vie par rapport à la génération précédente. Ces résultats positifs sont en grande partie attribuables à la reconstruction de l'État, les gouvernements de la région ayant reconstruit leurs institutions après les « décennies perdues » des années 1980 et 1990. Les améliorations les plus importantes ont été enregistrées dans les secteurs où l'action de l'Etat a été efficace.

Malgré ces évolutions positives, un certain nombre de défis se profilent à l'horizon. Avec des perspectives encore incertaines de l'économie mondiale et les graves sécheresses qui ont touché certaines parties de la région, l'Afrique de l'Est a enregistré un net ralentissement de sa croissance économique en 2016, qui a chuté à 5,6%. Selon les calculs de la CEA, la croissance économique régionale devrait peu évoluer à 5,6% en 2017, avec une reprise modeste à 6,1% prévue pour 2018. Cependant, comme le souligne ce rapport, ce résultat reste bien en deçà des ambitieux objectifs de développement que de nombreux États membres se sont fixé, et la région n'est pas sur la bonne voie pour atteindre son objectif d'être une région à revenu intermédiaire. Parallèlement, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté n'ont pas suivi le rythme de la croissance rapide de la population et de la main-d'œuvre. Les décideurs doivent faire face à un secteur informel important et pour certains à des rythmes d'urbanisation les plus rapides au monde.

L'une des questions clés que pose ce rapport est de savoir si la région est sur le point d'entrer dans une nouvelle dynamique, avec des taux de croissance plus faibles et des défis de développement croissants. Pour éviter un tel scénario, certains principaux obstacles à la croissance doivent être levés.

- Premièrement, la faiblesse du secteur manufacturier a rendu l'économie régionale moins résiliente. Par rapport à l'expansion rapide du secteur des services, le développement du secteur manufacturier est à la traîne, comme en témoigne la stagnation, voire la baisse, de la part de la valeur ajoutée manufacturière au cours de la dernière décennie. Malgré le fait que certains sous-secteurs de services (par exemple le tourisme) dans la région ont montré un dynamisme considérable et un potentiel de création d'emplois, une dépendance excessive vis-à-vis du secteur des services peut ne peut créer des opportunités d'emploi suffisantes pour soutenir une croissance inclusive. En dehors du cas de l'Éthiopie, qui a mis en œuvre un programme ambitieux de parcs industriels axés sur l'exportation, les politiques industrielles n'ont pas encore réussi à favoriser une croissance solide dans le secteur manufacturier. Cela explique aussi en partie pourquoi les résultats économiques n'ont pas atteint les objectifs de croissance nationaux.
- Deuxièmement, ce rapport souligne la nécessité de poursuivre l'amélioration de l'environnement économique. Dans l'ensemble de la région, le développement du secteur privé a été relativement médiocre. Dans certains pays, la majeure partie des investissements productifs sont le fait du secteur public, et le secteur privé est généralement à la traîne. La croissance serait plus forte et plus résiliente si des mesures étaient prises pour soutenir l'activité du secteur privé. L'une des principales contraintes à cet égard, comme en témoignent les nombreuses enquêtes menées auprès des entreprises de la région, est le manque d'accès au crédit. Bien que les banques centrales pratiquent en général une politique monétaire

accommodante en 2017, la croissance du crédit reste faible, et le coût d'emprunt souvent prohibitif. Le plafonnement des taux d'intérêt mis en place par la Banque centrale du Kenya en 2016 était une initiative intéressante visant à résoudre ces problèmes, et a réussi à faire baisser les taux d'intérêt débiteurs et la marge sur les crédits-dépôts. Pourtant, l'impact du plafonnement des taux d'intérêt en termes d'amélioration de l'accès à long terme au crédit n'est pas net.

- Troisièmement, les perspectives de diversification économique et de croissance industrielle sont grandement améliorées par les investissements nécessaires dans les infrastructures. Au cours des dernières années, la région a tant bien que mal réussi à donner un coup de fouet indispensable aux investissements dans les infrastructures. Une évolution prometteuse est survenue en 2013, avec l'annonce de l'initiative chinoise dite *Belt and Road (Initiative route et ceinture)*, qui a directement impliqué un certain nombre d'économies de la région (notamment Djibouti, l'Éthiopie et le Kenya). En 2016-2017, deux projets de grande envergure ont été réalisés avec le soutien financier de la Chine, à savoir le chemin de fer Nairobi-Mombasa au Kenya et celui d'Addis-Abeba-Djibouti. L'activité économique a sans aucun doute été stimulée par ce boom des investissements dans les infrastructures. Cependant, l'augmentation des dépenses publiques a également commencé à entraîner une augmentation des budgets, et un certain nombre de pays ont connu des niveaux d'endettement en hausse ces dernières années. Par exemple, la dette publique du Kenya devrait atteindre environ 55% du PIB en 2017, contre 44% en 2013. Djibouti a été classé par le FMI comme un pays à haut risque de surendettement, lequel risque a considérablement augmenté ces dernières années, ce qui pourrait limiter sa croissance future et accroître sa vulnérabilité. Ces tendances ont clairement besoin d'être surveillées.
- Quatrièmement, dans le contexte de déficits structurels du compte courant, les économies de la région doivent mieux gérer la fluctuation des taux de change. La plupart des pays de la région ont désormais adopté soit un taux de change flottant, soit un taux « contrôlé ». Beaucoup ont enregistré des dépréciations notables par rapport au dollar américain entre 2014 et 2016. La répercussion des dépréciations monétaires ainsi que la flambée des prix des produits alimentaires due à de graves situations de sécheresse, ont exercé une pression inflationniste au cours de cette période. Après la baisse subséquente de la valeur du dollar américain et l'atténuation d'une saison sèche prolongée, les tensions inflationnistes et sur le taux de change se sont atténuées à la mi-2017.
- Cinquièmement, la région reste sous-performante en termes d'exportations, comme en témoignent les importants déficits commerciaux de la plupart des pays. La structure du commerce reste également peu modifiée par rapport à la situation d'il y a dix ans. Plus précisément, les exportations sont encore excessivement axées sur les matières premières, reléguant la région aux échelons inférieurs des chaînes de valeur mondiales et la rendant très vulnérable aux chocs liés aux cours des matières premières. Le rapport souligne le rôle non seulement des exportations de biens, mais aussi des services, notamment du tourisme, une source importante de devises dans certains pays de la région (Comores, Éthiopie, Rwanda et Seychelles) et un soutien important dans plusieurs autres (notamment le Kenya, Madagascar, l'Ouganda et la Tanzanie).

Cela nous amène à un examen plus général des résultats de la région en matière commerciale et de leurs déterminants. Les relations commerciales ont été compliquées par un certain nombre de nouveaux développements au cours des dernières années, avec des implications positives et négatives. Premièrement, les pays de la région ont rapidement diversifié leurs échanges des marchés traditionnels (par exemple l'Europe) vers de nouveaux partenaires commerciaux (par exemple la Chine et l'Inde). L'ascension de la Chine et de l'Inde en tant que sources d'importations a été particulièrement notable, représentant plus d'un tiers des importations de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) en 2016. Cette situation peut être une bonne nouvelle tant pour les consommateurs que pour les acheteurs de biens d'équipement, car elle a permis de réduire le prix relatif de certaines importations de biens de consommation et de machines, mais elle implique également une plus grande concurrence sur les marchés intérieurs, en particulier pour les fabricants locaux. Une caractéristique regrettable de ces nouvelles relations commerciales avec la Chine et l'Inde est que les exportations de la région reposent encore essentiellement sur les matières premières.

Dans le même temps, les relations avec les principaux partenaires commerciaux traditionnels ont été compliquées par une série de différends. Les accords de partenariat économique (APE) proposés entre l'Union européenne (UE) et la CAE offrent potentiellement une base plus permanente et plus stable pour l'accès au marché européen, mais ont suscité des inquiétudes quant à la manière dont ils pourraient réduire la marge de manœuvre dans la conception et la mise en œuvre de la politique industrielle. Cette question a entraîné d'importants désaccords entre les États membres de la CAE en 2017. Des controverses ont également entouré l'AGOA (Loi américaine sur la croissance et les perspectives économiques en Afrique) avec les États-Unis. Comme le montre clairement ce rapport, les avantages de l'AGOA ont été modestes et mal répartis entre les États membres, deux pays seulement (le Kenya et Madagascar) ayant réussi à exporter des quantités importantes de marchandises conformément aux dispositions de cet accord. Afin de redynamiser l'industrie régionale du textile et de l'habillement, la CAE a proposé d'interdire l'importation de vêtements d'occasion en 2016. En conséquence, l'admissibilité du Rwanda, de la Tanzanie et de l'Ouganda à bénéficier des avantages de l'AGOA a été revue - une mesure difficilement susceptible d'améliorer l'efficacité de l'AGOA, car elle souligne le caractère précaire de l'accès au marché proposé dans le cadre de l'accord.

Enfin, la région a dû faire face à de nombreuses crises humanitaires en 2016 et 2017. Environ 31 millions de personnes souffraient d'une insécurité alimentaire sévère à compter de mai 2017. La région est également l'une des plus grands foyers d'accueil de réfugiés au monde, avec environ 3,5 millions de réfugiés à la fin de 2016, l'Ouganda et l'Éthiopie accueillant environ la moitié d'entre eux. En outre, il y a eu 5,8 millions de déplacés internes (PDI), principalement en RD Congo, au Soudan du Sud et en Somalie en raison de l'instabilité politique et / ou de conflits civils. Les récentes flambées de maladies transmissibles, combinées au nombre croissant de populations vulnérables, pourraient avoir des répercussions importantes en matière de santé publique.

En résumé, la région a été nettement performante au cours de la dernière décennie, mais commence à faire face à une nouvelle série de défis. Pour soutenir ce développement impressionnant, le présent rapport recommande aux États membres de (i) mieux exploiter les entrées d'investissement direct étranger (IDE) dans le secteur manufacturier pour favoriser une modernisation plus rapide des capacités technologiques, (ii) mettre activement en œuvre des réformes visant à créer un environnement économique prospère, en particulier grâce à une meilleure efficacité et accessibilité du secteur financier, (iii) continuer à investir massivement dans les infrastructures, mais de manière financièrement viable, (iv) réviser les accords commerciaux et développer les chaînes de valeur locales et régionales en améliorant la capacité de production locale, et (v) tirer parti de richesses naturelles jusque-là non exploitées ou sous-exploitées, notamment l'économie bleue qui englobe tout un ensemble de ressources liées à l'eau et d'activités productives.

1. Performances macroéconomiques

1.1. Ralentissement de la croissance en Afrique de l'Est

L'économie mondiale a stagné en 2016, avec une croissance de seulement 2,3%. Soutenue par le modeste renforcement de l'activité économique mondiale depuis la fin de 2016 (par exemple le commerce et la production industrielle), elle devrait croître de 2,9% en 2017 et 2018 (DAESNU, 2017a).

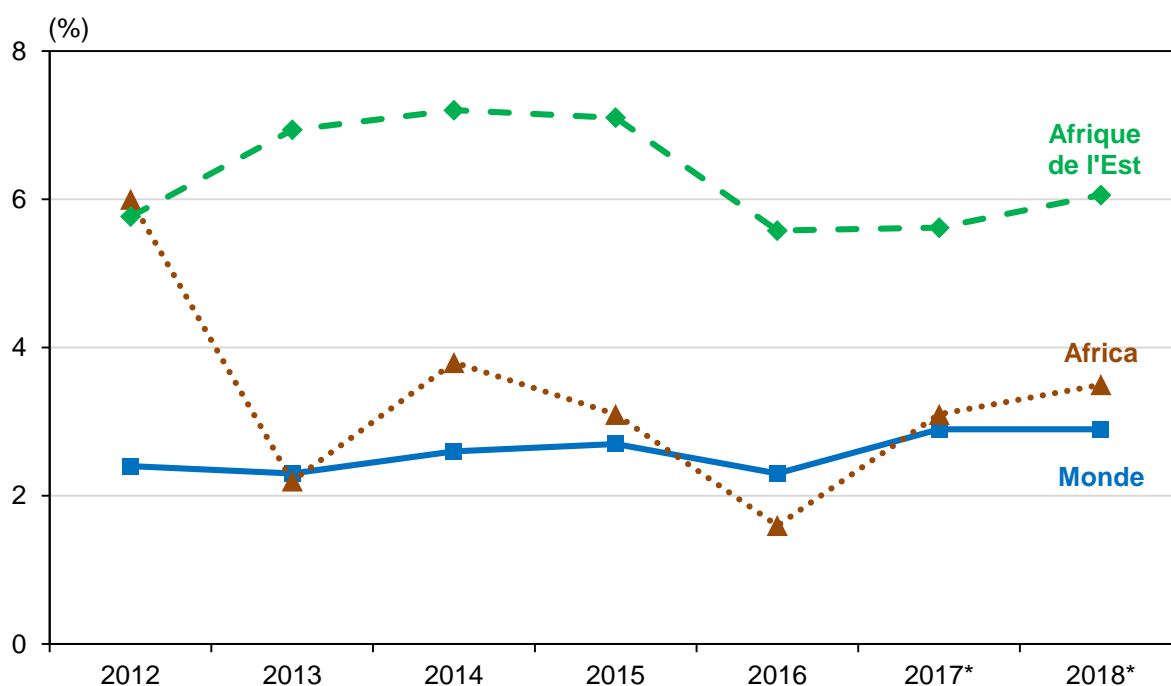
Le ralentissement de la croissance économique a été plus net en Afrique, passant de 3,1% en 2015 à 1,6% en 2016. Ce faible taux de croissance était dû à des conditions météorologiques défavorables, à une reprise économique mondiale modérée, à la faiblesse des prix des matières premières et à l'instabilité politique. En particulier, le taux de croissance de pays exportateurs de pétrole comme le Nigéria a chuté à -1,6% en 2016. Entre-temps, l'Afrique du Sud a enregistré une croissance négligeable de 0,3% en 2016 sur fond de paralysie du secteur des mines et carrières. Après l'assouplissement de la saison sèche et l'amélioration de la demande extérieure, la croissance devrait rebondir à 3,1% et 3,5% en 2017 et 2018 respectivement (DAESNU, 2017a). Cela dit, le continent reste vulnérable aux turbulences mondiales, aux chocs climatiques et aux conflits politiques.

En ce qui concerne l'Afrique de l'Est¹, malgré un contexte mondial encore très difficile, ses résultats en matière de croissance ont été impressionnants. Le taux de croissance moyen entre 2012 et 2015 était de 6,8%, bien supérieur à la moyenne africaine (3,8%) et à la moyenne mondiale (2,5%) et supérieur à celui de l'Asie de l'Est (6,1%) sur la même période. Néanmoins, la croissance dans la région a ralenti pour s'établir à 5,6% en 2016. Une raison particulièrement importante de ce ralentissement est le fait que plusieurs pays de la région (Kenya, Ouganda et Rwanda) ont connu une forte baisse de leurs résultats agricoles en raison de graves sécheresses. La croissance économique régionale devrait peu évoluer à 5,6% en 2017, avec une modeste reprise à 6,1% prévue pour 2018 (Figure 1).

L'Afrique de l'Est a enregistré des résultats économiques remarquables, avec un taux de croissance moyen entre 2012 et 2015 dépassant celui de l'Asie de l'Est, mais la croissance du PIB s'est notamment ralentie en 2016.

¹ Pour la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), l'Afrique de l'Est est une région géographique composée de quatorze pays, à savoir le Burundi, les Comores, la RD Congo, Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, l'Ouganda, le Rwanda, les Seychelles, la Somalie, le Soudan du Sud et la Tanzanie.

Figure 1: Croissance réelle du PIB en Afrique de l'Est, en Afrique et dans le monde



Notes : (*) Prévisions.

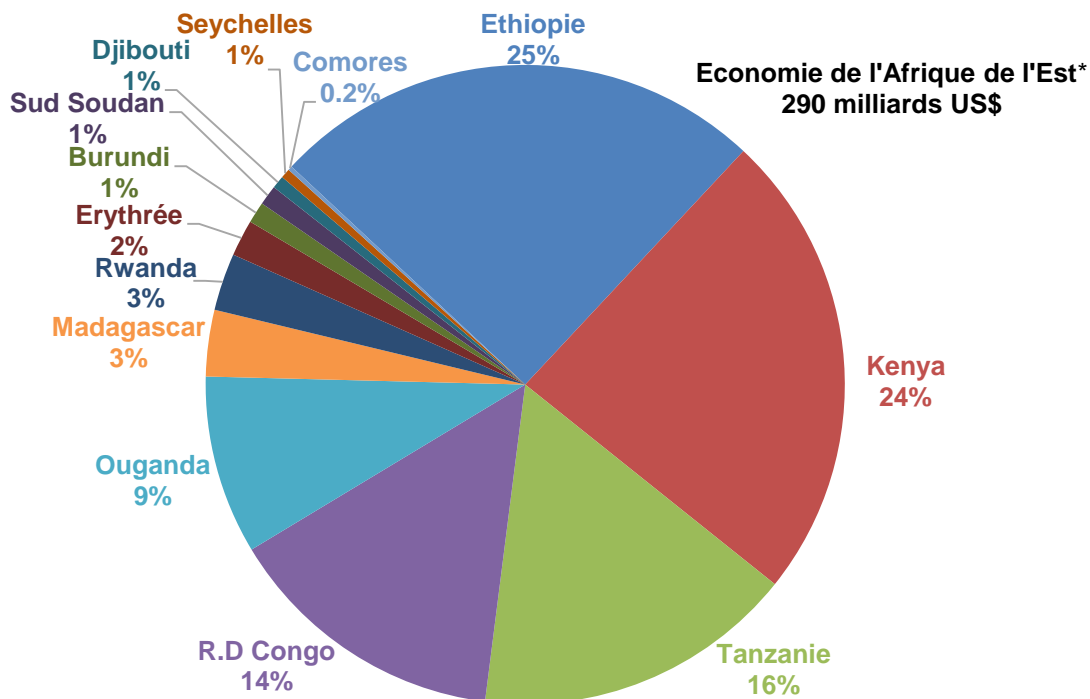
Les données concernant l'Afrique de l'Est sont la moyenne pondérée (sur la base des chiffres du produit intérieur brut (PIB) aux prix courants) des douze pays (à l'exclusion de la Somalie et du Soudan du Sud).

Sources: Sources nationales, DAESNU (2017a), FMI (2017a) et calculs CEA.

En 2016, l'économie de l'Afrique de l'Est s'élevait à environ 290 milliards \$ US, soit environ 13% du PIB de l'Afrique.² L'Éthiopie a dépassé le Kenya en tant que principale économie après des années de forte croissance économique, malgré son revenu par habitant relativement bas. Les cinq plus grandes économies, à savoir l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie, la RD Congo et l'Ouganda, représentent 88% de l'économie régionale. Si la part du PIB de la plupart des pays reste globalement stable, la part du Soudan du Sud est passée de près de 9% en 2011 à seulement 1% en 2016, en raison d'une grave récession causée par des troubles politiques et une forte baisse de la production pétrolière (Figure 2).

² Étant donné que l'Afrique de l'Est abrite environ un tiers de la population africaine, la région est sous-représentée en termes de PIB.

Figure 2: Part du PIB nominal en 2016

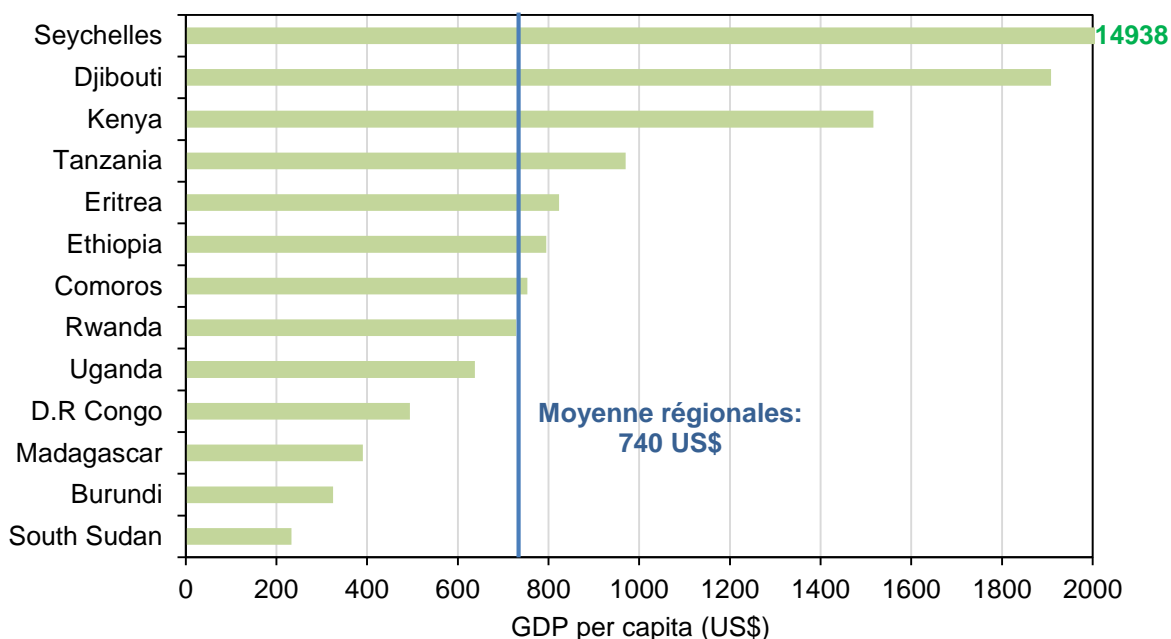


Remarque: (*) La Somalie n'est pas incluse.

Source: FMI (2017a).

La situation est différente en termes de PIB par habitant. Les Seychelles continuent d'être le pays à revenu le plus élevé de la région, avec un revenu par habitant d'environ 15 000 \$US en 2016. Djibouti et le Kenya ont respectivement les deuxième et troisième plus hauts revenus par habitant, alors que tous les autres pays de la région sont classés par la Banque mondiale comme pays à faible revenu (Figure 3).

Figure 3: PIB par habitant en 2016



Source: FMI (2017a).

En ce qui concerne les résultats économiques des différents pays de la région, l'Éthiopie, le Rwanda et le Congo-Kinshasa ont connu les progrès les plus rapides au cours des cinq dernières années. Néanmoins, la croissance s'est ralentie en 2016 en raison de la baisse de la production agricole due à la sécheresse induite par El Niño et de la baisse des prix des matières premières.

En ce qui concerne les autres grandes économies de la région, la Tanzanie et le Kenya ont maintenu une croissance solide en 2016, tandis que l'économie ougandaise a perdu de son dynamisme en raison des mauvais résultats agricoles et manufacturiers (Tableau 1). En termes de perspectives économiques pour 2017, les statistiques les plus récentes ne présentent pas une situation prometteuse. Par exemple, l'économie rwandaise a progressé de 4,0% au deuxième trimestre de 2017, contre 7,5% au deuxième trimestre de 2016.³ Au cours de la même période, le taux de croissance du Kenya a également diminué, passant de 6,3% à 5,0%.

En termes de perspectives économiques pour 2017, les statistiques les plus récentes ne présentent pas une situation prometteuse.

Tableau 1: Croissance du PIB réel (% de la variation annuelle)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017*	2018*	Taux de croissance moyen (2012-2016)
Ethiopie	8,7	9,9	10,4	10,4	8,0	7,1	7,3	9,5
Rwanda	8,8	4,7	7,6	8,9	5,9	6,2	6,8	7,2
R.D. Congo	7,1	8,5	9,5	6,9	2,4	2,8	4,5	6,9
Tanzanie	5,1	7,3	7,0	7,0	7,0	7,0	6,8	6,7
Djibouti	4,8	5,0	6,0	6,5	6,7	6,8	6,8	5,8
Kenya	4,5	5,9	5,4	5,7	5,8	5,4	5,9	5,5
Seychelles	3,7	5,0	6,2	4,3	5,9	4,1	3,4	5,0
Érythrée	7,0	3,1	5,0	4,8	3,7	3,2	3,5	4,7
Ouganda	3,2	4,7	4,6	5,7	2,3	5,2	5,7	4,1
Madagascar	3,0	2,3	3,3	3,1	4,2	4,3	4,5	3,2
Comores	3,0	3,5	2,1	1,0	2,2	3,0	3,4	2,4
Burundi	4,4	4,9	4,5	-3,9	-0,5	0,1	0,1	1,9

Notes : (*) Prévisions.

Les données relatives à l'Éthiopie correspondent aux exercices budgétaires (Juillet/Juin) et les données de 2012 représentent l'exercice 2011/2012.

Sources: Sources nationales, DAESNU (2017a), FMI (2017b) et calculs CEA.

³ Ce ralentissement s'explique principalement par la réalisation de grands projets de construction. La performance économique devrait rebondir à la fin de 2017 compte tenu d'une reprise de l'agriculture et d'une augmentation des recettes d'exportation.

Encadré 1: La croissance économique a-t-elle atteint les objectifs nationaux ?

Les pays de la région se sont fixé des objectifs ambitieux en matière de développement économique et social. Certains exemples sont cités ci-dessous, avec une comparaison entre les résultats économiques réels et les objectifs de croissance :

Ethiopie: Depuis le début des années 2000, l'Éthiopie met en place des plans de développement visant à parvenir à une croissance économique généralisée, accélérée et soutenue afin d'éradiquer la pauvreté. Il s'agit notamment du Programme de Développement Durable et de Réduction de la Pauvreté (SDPRDP, période 2002/2003-2004/2005), du Plan de Développement Accéléré et Soutenu pour Éradiquer la Pauvreté (PASDEP, période 2005/2006-2009/2010), du Plan de Croissance et de Transformation (GTP I, période 2010/2011-2014/2015) et du deuxième cycle actuel du Plan de Croissance et de Transformation (GTP II, période 2015/2016-2019/2020) (MOFEC). Même si l'économie éthiopienne s'est hissée sur une trajectoire de croissance plus élevée depuis 2003/2004, son taux de croissance moyen était d'environ 11% entre 2005/2006 et 2009/2010, dépassant l'objectif de croissance de 7% (scénario de référence) et de 10% (scénario élevé). Cependant, la croissance économique ayant ralenti au cours des dernières années, le taux de croissance moyen était légèrement inférieur à l'objectif de 11% au cours de la période 2010/2011-2014/2015 et devrait être de 3 points inférieur à l'objectif visé sur la période 2015/2016-2019/2020.

Kenya: la Vision 2030 a été officiellement lancée par le gouvernement de la Grande Coalition en juillet 2008 et vise à transformer le Kenya en un pays à revenu intermédiaire nouvellement industrialisé offrant une bonne qualité de vie à l'ensemble de ses citoyens dans un environnement propre et sûr à l'horizon 2030. La Vision comprend trois piliers clés, à savoir les piliers économique, social et politique (Kenya Vision 2030). Par rapport à l'objectif de croissance annuelle de 10%, la croissance moyenne du PIB réel était d'environ 6% entre 2010 et 2016.

Tanzanie: la Vision 2025 a été adoptée en 1999, dans le but de parvenir à un niveau de vie de qualité pour la population, une bonne gouvernance grâce à l'état de droit ainsi qu'une économie forte et compétitive. Il a été envisagé que la Tanzanie devienne un pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2025 et atteigne un taux de croissance de 8% par an (MOF, 1999). Le taux de croissance moyen était d'environ 6,4% entre 2000 et 2016, soit 1,6 point de pourcentage inférieur à l'objectif visé. Sur la base du dernier Plan national quinquennal de développement (2016/2017-2020/2021), la Tanzanie vise à faire passer la croissance annuelle du PIB réel à 10% d'ici à 2021, contre 7% en 2015 (MOF, 2016).

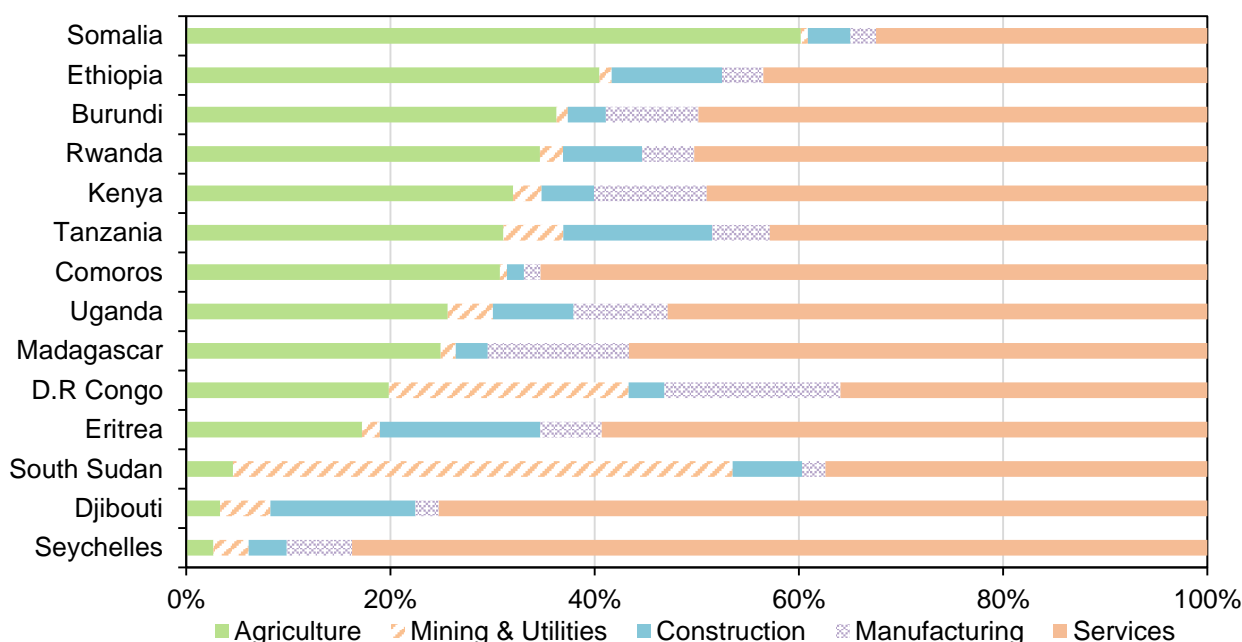
Rwanda: Après le processus consultatif national de 1998-1999, Vision 2020 a été adoptée par le gouvernement. L'un des principaux objectifs était de transformer le Rwanda en un pays à revenu intermédiaire à l'horizon 2020 (MINECOFIN, 2012). Malgré les bons résultats économiques de ces seize dernières années (environ 8% par an), le taux de croissance moyen reste inférieur de 3,5 points de pourcentage à l'objectif ambitieux de 11,5%.

L'analyse sectorielle donne une idée claire de la structure économique ainsi que des principaux moteurs de la croissance.⁴ La Figure 4 montre que l'agriculture conserve un rôle prépondérant dans de nombreux pays, représentant en moyenne environ 30% de la valeur ajoutée totale de la région, avec un taux de croissance annuel modeste de l'ordre de 4% ces dernières années. Vu que la

majorité de la population active travaille encore dans le secteur agricole, les résultats de celui-ci demeurent cruciaux pour sa subsistance.⁵ Étant donné que le secteur est très vulnérable aux chocs climatiques, ils constituent non seulement l'une des principales contraintes en termes de maintien d'une bonne performance économique, mais aussi l'une des principales causes de la crise humanitaire dans la région. Les épisodes successifs de sécheresse en 2016 et 2017 se distinguent par leur ampleur et leur gravité, entraînant des baisses significatives de la production agricole et contribuant à l'insécurité alimentaire dans certains pays (voir la section 2.2 pour une analyse plus détaillée). En outre, la propagation de la chenille légionnaire d'automne en Afrique de l'Est début 2017 a affecté environ 200 000 hectares de cultures au Kenya et plus de la moitié du pays en Ouganda (FAO, 2017).

La majorité de la population active travaille encore dans le secteur agricole, les résultats de celui-ci demeurent cruciaux pour sa subsistance.

Figure 4: Parts sectorielles en 2015



Source: Données de l'ONU.

S'agissant du secteur industriel, l'exploitation minière et les services publics représentent une part importante de l'économie des pays riches en ressources tels que la RD Congo et le Soudan du Sud. Grâce au développement rapide des infrastructures dans la région, le secteur de la construction a enregistré une croissance à deux chiffres au cours de la dernière décennie et a représenté une part croissante du PIB dans des pays tels que Djibouti, l'Éthiopie et la Tanzanie. Le boom de la construction

⁴ La CEA a préconisé le développement de l'économie bleue, un nouveau cadre fondé sur les principes du développement durable. Elle concerne les espaces aquatiques et marins, notamment les océans, les mers, les côtes, les lacs, les fleuves et les eaux souterraines. Elle comprend un ensemble de secteurs productifs tels que la pêche, l'aquaculture, le tourisme, les transports, la construction navale, l'énergie, la bioprospection et l'exploitation minière sous-marine (CEA, 2016a).

⁵ Par exemple, plus de 80 pourcent de la population active est employée dans le secteur agricole au Burundi, ce secteur souffre d'une faible productivité liée à l'érosion des sols, une faible utilisation d'intrants agricoles etc..

est associé à la mégatendance de l'urbanisation rapide, l'Afrique de l'Est étant la région qui connaît la croissance la plus rapide de la population urbaine au monde, avec environ 5% par an au cours de la dernière décennie (ONU-Habitat, 2016). Comme l'indique *l'édition 2017 du Rapport économique sur l'Afrique*, le développement urbain et le développement industriel en Afrique sont déconnectés. Le défi auquel l'Afrique est confrontée consiste donc à accélérer la transformation structurelle⁶ en tirant parti de la transition urbaine rapide pour améliorer la croissance et la productivité, réduire la pauvreté et promouvoir le développement social.

Le secteur manufacturier est crucial pour améliorer la productivité et la création d'emplois. Il contribue non seulement à la balance commerciale, mais un niveau minimum de secteur manufacturier est requis pour qu'un pays atteigne un taux de croissance économique durable.

En ce qui concerne le secteur manufacturier, sa part de la valeur ajoutée est inférieure à 10% dans la plupart des pays et a connu une tendance baissière au cours de la dernière décennie. Le secteur manufacturier est crucial pour améliorer la productivité et la création d'emplois. Il contribue non seulement à la balance commerciale, mais un niveau minimum de secteur manufacturier est requis pour qu'un pays atteigne un taux de croissance économique durable (Fosu, 1990 et 1996). Malgré les différentes politiques industrielles et les objectifs ambitieux fixés par les gouvernements, les niveaux

de mise en œuvre ont été généralement faibles. En effet, à part l'Éthiopie qui a connu une croissance remarquable de sa production manufacturière à partir d'une base faible, le secteur a joué un rôle très limité dans la stimulation de la croissance économique dans la région.

En revanche, le secteur des services, qui représente plus de 40% de la valeur ajoutée totale de la plupart des pays de la région, a enregistré une forte croissance au cours de la dernière décennie, contribuant ainsi le plus à la croissance économique. La principale inquiétude est la mesure dans laquelle le secteur est caractérisé par des services à faible valeur ajoutée plutôt que des services à forte valeur ajoutée, ainsi que par le côté informel largement répandu. Le tourisme est un élément essentiel parmi les différents sous-secteurs de services, et de nombreux pays exploitent activement leur potentiel touristique. Par exemple, le Rwanda a instauré en 2014 la Stratégie Réunions, Incitations, Conférences et Événements (MICE) qui cible les touristes d'affaires tout en servant de complément au tourisme axé sur les gorilles et à l'écotourisme existants (RDB, 2014). Ces actions portent leurs fruits, le pays étant passé du 13^{ème} rang en 2014 au 3^{ème} en 2016 (ICCA, 2017) en matière de capacité à accueillir des réunions internationales en Afrique, avec une forte croissance des recettes du tourisme (CNUCED, 2017a).

⁶ Par transformation structurelle, la CEA entend les changements fondamentaux des structures économiques et sociales qui favorisent un développement inclusif et durable.

Encadré 2: Enseignements de la mise en œuvre de la politique d'industrialisation en Ethiopie

La vision de développement industriel de l'Éthiopie a été définie dans la stratégie ADLI (Agricultural Development-Led Industrialisation ou Industrialisation axée sur le développement agricole) au milieu des années 1990, qui mettait l'accent sur le rôle central de l'agriculture dans le processus d'industrialisation. Fondée sur la stratégie ADLI, la Stratégie de développement industriel (IDS) de 2003 peut être considérée comme une politique industrielle impulsée par l'État, qui vise à créer des liens solides entre son secteur agricole dominant et l'industrie, en mettant l'accent sur les secteurs axés sur l'exportation et à forte intensité de main-d'œuvre. Bien que l'État éthiopien ait été actif dans le développement du secteur industriel et que la participation directe du public ait été intensifiée dans le cadre du GTP I, le gouvernement n'a cessé de souligner le rôle du secteur privé en tant que moteur du processus d'industrialisation.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa vision du développement industriel, l'Éthiopie s'est engagée à attirer les IDE, étant donné que les entreprises étrangères jouent un rôle majeur en termes de création d'emplois et surtout dans la modernisation des capacités technologiques et managériales surtout en ce qui concerne les industries d'exportation. Une telle initiative a été utilisée dans d'autres pays " tardivement industrialisés " – notamment la Chine et le Vietnam, qui ont eu recours aux investissements étrangers non pas pour la contribution financière des investissements, mais pour faciliter une assimilation plus rapide des technologies étrangères et des pratiques managériales modernes. Cependant, les avantages des IDE sont loin d'être automatiques et sont tributaires des caractéristiques de l'économie nationale (ONU, 2015). En outre, il reste à voir la mesure dans laquelle l'économie dans son ensemble bénéficiera de la stratégie, face à la faiblesse des capacités de production nationales.⁷ Il faut insister sur le fait que les IDE doit également être payé en termes de rapatriement des bénéfices et en tenant pleinement compte des concessions fiscales et du coût de la fourniture d'infrastructures. La preuve à long terme quant aux coûts et avantages s'avère donc complexe.

Un certain nombre d'acquis tangibles et impressionnants sont à signaler, fruits de la mise en œuvre de politiques d'industrialisation. Au cours de la dernière décennie, l'Éthiopie a développé des industries florissantes du cuir, de la floriculture et du ciment, et des projets sont en cours dans le but d'augmenter le nombre de pôles industriels. Dans les pays caractérisés par une mauvaise infrastructure et des environnements économiques complexes, des zones économiques spéciales ou des parcs industriels peuvent servir à surmonter les obstacles à l'arrivée des entreprises, à attirer les IDE et à encourager les pôles industriels. Le développement de parcs industriels vise à transformer l'Éthiopie en une importante plaque tournante manufacturière en Afrique et a trois objectifs étroitement liés, à savoir la création d'emplois, la production de devises étrangères et le transfert de technologie et de compétences. En 2016 seulement, le pays a ouvert pas moins de trois parcs industriels. Le parc industriel phare de Hawassa, par exemple, est un parc de 300 hectares axé sur la production de textiles et de vêtements. Officiellement inauguré en juillet 2016, dix-huit entreprises y ont déjà démarré leurs activités et six d'entre elles exportent actuellement leurs produits sur le marché mondial. Lorsqu'il sera pleinement opérationnel, le parc devrait créer environ 60 000 emplois et générer 1 milliard \$ US par an.

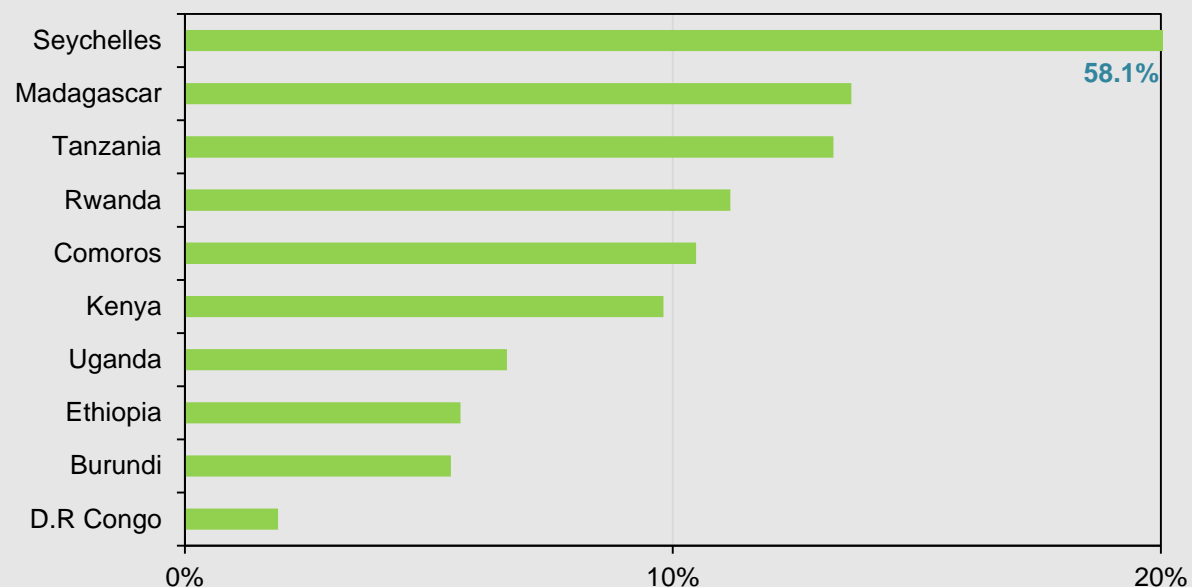
⁷ Une analyse récente d'Abebe et. Al. (2017) semble indiquer que la productivité totale des facteurs dans les usines sous contrôle national en Éthiopie est supérieure de 16% dans les districts ayant attiré une grande usine entièrement nouvelle.

L'expérience éthiopienne offre des leçons sur l'exploitation des liens pour stimuler la croissance industrielle. Une partie du défi et de la clé du succès consiste à identifier les liens qui sont les plus importants pour une industrie spécifique. Le secteur de la floriculture en Éthiopie a énormément bénéficié des liens en amont soutenus par l'État qui ont permis de renforcer les structures d'entreposage frigorifique et la logistique des services aériens en utilisant la compagnie aérienne éthiopienne, une entreprise publique. Le défunt président, Meles Zenawi, a reconnu que cette nouvelle activité contribue largement à la croissance axée sur les exportations et s'est engagé personnellement à lever tous les obstacles au développement du secteur, par exemple en réservant des terres pour de nouveaux projets agricoles, en offrant des incitations fiscales et en s'assurant qu'Ethiopian Airlines propose des tarifs de fret plus bas. Ces conditions étant en place, l'industrie a évolué favorablement. En 2014, environ 120 exploitations agricoles représentaient les 245 millions \$ US d'exportations du pays. La plupart des entreprises sont étrangères, mais environ un tiers sont des entreprises éthiopiennes qui ont réussi à imiter ce modèle d'entreprise premier en son genre dans le pays (Alternburg et Lutkenhorst, 2015).

Source: CEA (2017a).

Encadré 3: Contribution du tourisme à l'économie de l'Afrique de l'Est

Malgré une année de turbulences, l'industrie du tourisme continue de jouer un rôle important dans l'économie de la région⁸. Elle représentait plus de 22 milliards \$ US dans le PIB de la région en 2016, soit environ 13,6% et bien plus que la moyenne du continent qui est de 7,8%. La contribution du tourisme a été soutenue, avec 58,1% pour les Seychelles, l'exception habituelle, contre 1,9% pour la RD Congo au bas de l'échelle (Figure 5). Néanmoins, l'année 2016 a vu une baisse de la croissance du tourisme dans un certain nombre de pays, l'Éthiopie enregistrant une baisse de 8,1%, la plus forte, par rapport à l'année précédente.

Figure 5: Contribution du tourisme au PIB en 2016

Source: WTTC (2017).

L'industrie du tourisme est l'une des principales sources de devises⁹, représentant environ 10,3 milliards \$ US (soit environ 19%) du total des exportations de la région en 2016, malgré une légère baisse de 1,6%. Cette décélération était principalement due à la forte baisse de 25,4% en Éthiopie, qui pourrait être attribuée à la perception de l'instabilité dans l'ensemble du pays en 2016. Une autre tendance naissante est l'augmentation progressive du tourisme émetteur. Les dépenses du tourisme émetteur dans la région se sont élevées à plus de 2 milliards \$ US, en hausse de 9,6% en 2016. Plus précisément, les Seychelles ont enregistré le taux de croissance le plus élevé avec 47,1%, suivi de la RD Congo avec 18,5%. De leurs côtés, les Comores ont enregistré la part la plus élevée du tourisme émetteur dans le PIB avec 6,7%. De même, jusqu'ici largement ignoré, le tourisme intérieur a évolué, se présentant comme un segment important avec un taux de croissance moyen de 3,5% dans la région en 2016. Plus précisément, le Rwanda et le Kenya ont enregistré les taux de croissance les plus élevés avec respectivement 7,8% et 6,8%, grâce à des campagnes nationales soutenues et à des incitations à la promotion du tourisme intérieur.

La région constitue également une destination attrayante pour les investissements en capital, qui se sont établis à environ 6,6 milliards de dollars en 2016. En effet, le Kenya a été classé comme la première destination des investissements en Afrique, où 24 projets d'hôtels cinq étoiles de plusieurs milliards sont en cours (Business Daily, 2017). En outre, l'industrie demeure une source importante d'emplois, avec plus de six millions en 2016, et représente environ 13,4% du total des

emplois dans la région. Cependant, des baisses notables de l'emploi ont été enregistrées en Éthiopie (-10,5%) et au Kenya (-6,2%).

Malgré les perspectives positives de secteur, la région continue d'être confrontée à des défis qui entravent son potentiel de croissance. Selon l'Indice de compétitivité des secteurs du voyage et du tourisme, la région n'est pas classée favorablement, à l'exception des Seychelles (Tableau 2). Les principaux sujets de préoccupation sont le manque d'infrastructures touristiques et physiques (notamment aériennes et terrestres), les problèmes liés aux ressources humaines ainsi qu'à la sûreté et à la sécurité. Par exemple, en termes de qualité des infrastructures touristiques existantes, le Burundi, la RD Congo et l'Éthiopie ont occupé respectivement les 136ème, 134ème et 129ème rangs en 2017, tandis que la Tanzanie et l'Ouganda ont été 131ème et 115ème en termes de qualité des ressources humaines. Classé au 129ème rang, les problèmes de sûreté et de sécurité continuent d'entraver la croissance et le développement du tourisme au Kenya. Note positive, certains pays ont progressé dans un certain nombre de domaines, notamment l'ouverture des visas (où l'Ouganda se classe au 7ème rang mondial), la compétitivité des prix (où la Tanzanie et Madagascar occupent les 34ème et 55ème places) et la disponibilité d'employés qualifiés (où le Kenya occupe le 26ème rang). La région a également enregistré de très bons résultats en termes de qualité des ressources naturelles existantes, où des pays comme la Tanzanie, le Kenya et l'Ouganda sont classés 8ème, 15ème et 44ème.

Tableau 2: Indice de compétitivité des secteurs du voyage et du tourisme

	2007 (sur 124)	2009 (sur 133)	2011 (sur 139)	2013 (sur 140)	2015 (sur 141)	2017 (sur 136)
Burundi	123	131	137	138	135	134
R.D. Congo	-	-	-	-	-	133
Ethiopie	117	123	122	120	118	116
Kenya	98	97	103	96	78	80
Madagascar	112	116	127	131	121	121
Rwanda	-	-	102	105	98	97
Seychelles	-	-	-	38	54	-
Tanzanie	80	98	110	109	93	91
Ouganda	101	111	115	116	114	106

Source: Forum économique mondial.

⁸ En raison du caractère limité des données, Afrique de l'Est renvoie au Burundi, aux Comores, à la RD Congo, l'Éthiopie, au Kenya, à Madagascar, à l'Ouganda, au Rwanda, aux Seychelles et à la Tanzanie dans cet encadré.

⁹ C'est la principale source de devises étrangères de plusieurs pays de la région (par ex. Les Comores, l'Éthiopie, la Rwanda et les Seychelles) et l'une des principaux dans plusieurs autres pays (par ex. le Kenya, Madagascar, la Tanzanie et l'Ouganda).

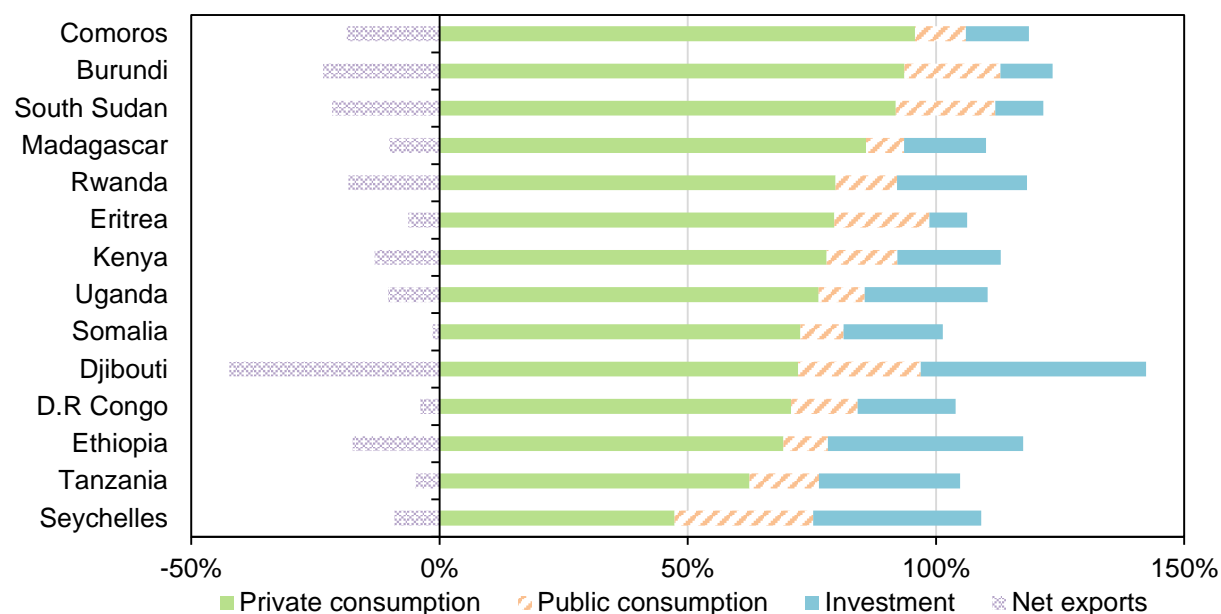
S'agissant des dépenses, la consommation privée a été le principal moteur de la croissance économique dans la région, compte tenu de son poids important dans la demande globale (moyenne régionale d'environ 70%) et d'un taux de croissance annuel d'environ 6% ces dix dernières années. L'augmentation des niveaux d'investissement a également été une impulsion importante pour la croissance économique.¹⁰ Les activités économiques ont été particulièrement stimulées par l'essor des investissements à Djibouti et en Éthiopie au cours des dernières années, impulsé par les grands projets d'infrastructure tels que le Grand Ethiopian Renaissance Dam (grand barrage de la renaissance éthiopienne) et le chemin de fer Addis-Abeba–Djibouti (Figure 6).

Selon le Global Infrastructure Hub, les prévisions du total d'investissements en infrastructures pour l'Afrique jusqu'en 2040 sont estimées à 174 milliards \$ US par an selon les tendances actuelles, et 66 milliards \$ US supplémentaires par an sont nécessaires pour égaler les résultats des pairs les plus performants. Plus précisément, les investissements dans les transports nécessitent des intrants beaucoup plus importants car ils ne représentaient que 27% des dépenses totales d'infrastructure entre 2007 et 2015 en Afrique, contre une moyenne mondiale de 45%. Si le boom des investissements dans les infrastructures, notamment grâce au soutien de l'Initiative chinoise *route et ceinture*, devrait stimuler la croissance économique, il a suscité des inquiétudes quant à la viabilité de la dette, les projets étant principalement financés par des emprunts extérieurs (voir section 1.5 pour un examen plus détaillé). Entre-temps, il faudra déterminer si les projets ont un bon rapport qualité-prix (par exemple, des gains économiques supérieurs aux coûts).

Si le boom des investissements dans les infrastructures, notamment grâce au soutien de l'Initiative chinoise route et ceinture, devrait stimuler la croissance économique, il a suscité des inquiétudes quant à la viabilité de la dette.

¹⁰ La Commission sur la croissance et le développement a estimé que l'une des conditions essentielles d'une croissance forte et durable est un taux d'investissement global d'au moins 25% du PIB, alors que la part moyenne des investissements dans le PIB de la région était d'environ 25% en 2015.

Figure 6: Parts de la demande en 2015



Source: Données de l'ONU.

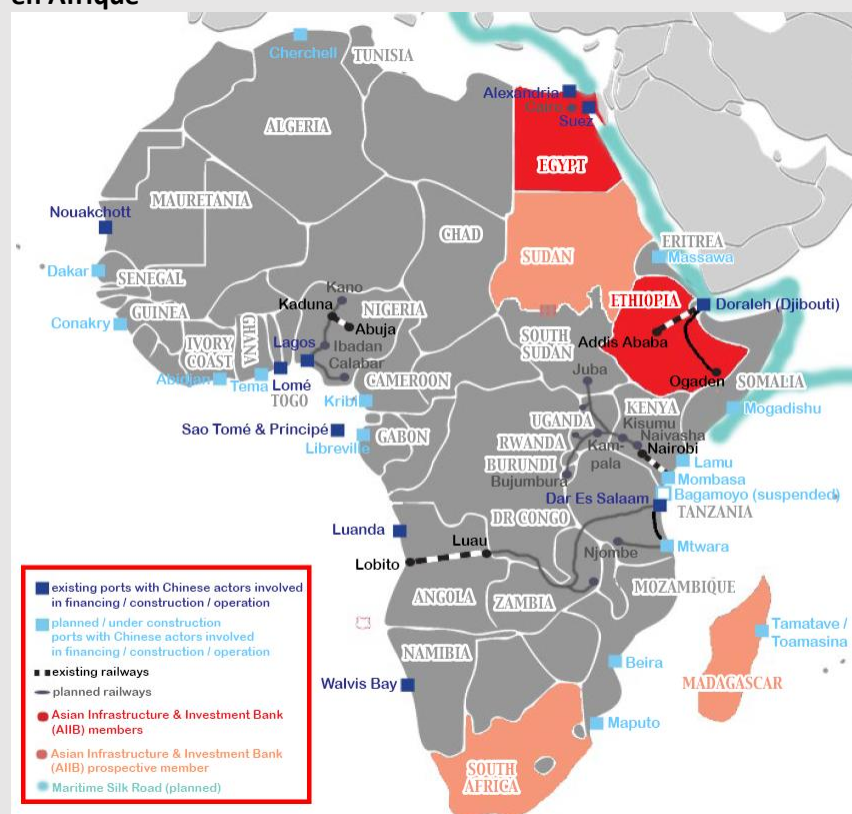
Encadré 4: Opportunité offerte par l'Initiative chinoise route et ceinture

En 2013, le président chinois, Xi Jinping, a annoncé une Silk Road Economic Belt (Ceinture économique de la Route de la soie) et une 21st Century Maritime Silk Road (Route de la soie maritime du XXI^e siècle). Cette association porte officiellement le nom de *Belt and Road Initiative (Initiative route et ceinture)*. Elle couvre, sans s'y limiter, la zone de l'ancienne Route de la Soie et met l'accent sur cinq domaines de coopération, à savoir: (i) la coordination des politiques, (ii) la connectivité des installations, (iii) le commerce et l'investissement, (iv) l'intégration financière et (v) les échanges culturels (NDRC, 2015). Ces routes traversent l'Asie, l'Europe et l'Afrique, couvrant plus de 60 pays qui représentent environ un tiers du PIB mondial et plus de 60% de la population mondiale. Le fonds dit Silk Road Fund de 40 milliards \$ US et l'Asian Infrastructure Investment Bank (Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures) ont été créés pour financer l'*initiative route et ceinture*. Lors du premier forum sur cette initiative tenu en mai 2017, le président Xi a annoncé 100 milliards de RMB supplémentaires (soit environ 14,5 milliards \$ US) pour le fonds Route de la soie (agence de presse Xinhua).

S'appuyant sur deux décennies d'intensification des relations économiques entre la Chine et l'Afrique, l'*initiative route et ceinture* devrait renforcer la coopération entre la Chine et l'Afrique et tirer parti de la complémentarité économique. L'Afrique, en particulier l'Afrique de l'Est, pourrait bénéficier des nouvelles opportunités de commerce et d'investissement dans les programmes d'infrastructure et d'industrialisation.

Les points clés de l'engagement de la Chine en Afrique dans le cadre de l'*Initiative route et ceinture* sont les pays situés le long de la route maritime de la soie, notamment le Kenya, l'Éthiopie et Djibouti. La figure ci-dessous met en relief les projets portuaires et ferroviaires actuels et prévus avec les acteurs chinois. Par exemple, la ligne ferroviaire Standard Gauge Railway, qui relie le port de Mombasa à Nairobi, la capitale du Kenya, a été inaugurée fin mai 2017. Ce projet a été largement financé par la Banque Export-Import de Chine et devrait être largement relié à un certain nombre de pays sans littoral.

Figure 7: Principaux projets portuaires et ferroviaires actuels et prévus avec des acteurs chinois en Afrique



Source: Stiftung Asienhaus (2017).

L'investissement dans les infrastructures stimulerait la connectivité en Afrique, facilitant ainsi les échanges intracontinentaux. En outre, l'Afrique pourrait commercer avec le monde plus facilement et à des coûts de transport plus bas, surtout avec la Chine via les ports situés le long de la Route de la soie maritime.

En dehors des investissements dans les infrastructures, la coopération industrielle est la priorité des relations sino-africaines actuelles. Lors du Forum sur la coopération sino-africaine tenu en décembre 2015, il a été convenu que plusieurs pays africains seront retenus pour mettre en place des programmes pilotes et des parcs industriels visant à renforcer les partenariats industriels et la coopération en matière de capacités industrielles entre la Chine et l'Afrique. En avril 2016, l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie et la République démocratique du Congo ont été répertoriés comme pays de démonstration et pionniers pour cette coopération. Prenons l'exemple de l'Éthiopie. La Chine financera la construction d'un corridor économique et la mise en place de plusieurs parcs industriels le long de la ligne de chemin de fer Addis-Abeba–Djibouti.

1.2. Un processus atypique de transformation structurelle

La croissance impressionnante enregistrée en Afrique de l'Est s'est accompagnée d'une diminution de la part de la valeur ajoutée manufacturière au cours de la dernière décennie. Cette situation est inquiétante dans le contexte d'une croissance démographique et d'une urbanisation rapides, car le modèle de croissance axé sur le secteur des services risque de ne pas créer suffisamment d'emplois pour absorber l'offre de main-d'œuvre supplémentaire, qui pourrait finir par exercer des activités informelles.

En décomposant la croissance brute de la valeur ajoutée (VAB) par habitant comme suit : croissance de la productivité de la main-d'œuvre, variation des taux d'emploi et changements démographiques¹¹, on peut mieux apprécier le rythme et l'ampleur de la transformation structurelle dans la région. En particulier, la croissance de la productivité de la main-d'œuvre peut être scindée en deux composantes, à savoir (i) la composante intra-sectorielle, qui concerne les améliorations de la productivité de la main-d'œuvre obtenues grâce à l'amélioration des compétences, la délocalisation des ressources et / ou l'adoption de progrès technologiques dans un secteur spécifique et ii) la composante intersectorielle, qui se rapporte aux gains de productivité de la main-d'œuvre acquis par le passage de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers les secteurs à forte productivité et qui sert généralement d'indicateur de la transformation structurelle.

Le Tableau 3 présente la répartition de la croissance de la VAB par habitant. Dans le cas de l'Éthiopie, de la Tanzanie et de l'Ouganda, il y a eu des gains notables entre secteurs, et les trois pays ont été classés parmi les cinq principaux acteurs de la transformation structurelle en Afrique. Pour ce qui est de la République démocratique du Congo, du Kenya, du Rwanda et du Burundi, les gains intra-sectoriels ont fortement stimulé la croissance de la VAB par habitant, tandis que la contribution de la réaffectation de la main-d'œuvre a été moins remarquable.

Tableau 3: Répartition de la valeur ajoutée brute par habitant et par pays de 2002 à 2013

Pays	Croissance de la VAB par habitant (%)	Contribution de (en points de pourcentage) :			
		VAB par travailleur		Fluctuations de l'emploi	Evolution de la démographie
		Intra-secteurs	Inter-secteurs		
Ethiopie	6,9	3,5	2,5	0,3	0,7
Tanzanie	3,6	1,2	2,4	0,1	-0,1
Ouganda	2,4	1,4	1,4	-0,6	0,2
R.D. Congo	3,3	2,3	0,8	-0,1	0,3
Kenya	1,9	1,2	0,4	0,1	0,2
Rwanda	4,4	3,4	0,4	-0,1	0,7
Burundi	3,7	3,2	0,1	-0,1	0,6
Érythrée	-1,6	-2,1	-0,1	0,3	0,3
Comores	0	-0,2	-0,2	0,4	-0,1
Madagascar	0,5	1,2	-1,5	0,2	0,6

Sources: Martins (2015) et calculs CEA.

¹¹ La VAB par habitant peut être exprimée comme étant $Y/N = (Y/E) \times (E/A) \times (A/N)$ où Y est la valeur ajoutée totale, N la population totale, E le total des emplois et A la population en âge de travailler. La VAB par travailleur (à savoir Y/E) peut ensuite être décomposée par secteurs en effets intrasectoriels et intersectoriels.

En Afrique de l'Est¹², la forte croissance de 2002 à 2013 était principalement due à l'amélioration de la productivité de la main-d'œuvre, au sein et entre secteurs. Par rapport à d'autres régions d'Afrique, sa contribution au changement structurel était plus importante (Tableau 4). Cependant, il convient de noter que l'Afrique de l'Est a la productivité de la main-d'œuvre la plus faible parmi les grands secteurs et la plus forte proportion d'emplois dans le secteur le moins productif (agriculture), offrant ainsi un potentiel important d'amélioration sectorielle et de réaffectation de la main-d'œuvre.

Tableau 4: Répartition de la valeur ajoutée brute par habitant en Afrique de 2002 à 2013

Région	Croissance de la VAB par habitant (%)	Contribution de (en points de pourcentage) :			
		VAB par travailleur		Fluctuations de l'emploi	Evolution de la démographie
		Intra-secteurs	Inter-secteurs		
Afrique de l'Est	3,28	1,65	1,25	0,10	0,29
Afrique centrale	3,27	2,25	0,78	0,00	0,24
Afrique du Nord	1,93	0,72	0,25	0,54	0,42
Afrique australe	2,11	2,04	0,01	-0,13	0,19
Afrique de l'Ouest	4,24	2,64	1,38	0,22	0,01

Source: Martins (2015).

La répartition sectorielle, cependant, ne semble pas prometteuse du point de vue de l'industrialisation. La part de l'emploi dans le secteur manufacturier a peu varié de 2002 à 2013. En revanche, les autres services ont contribué le plus à la croissance de la VAB par habitant, principalement grâce à des changements structurels et à une augmentation de l'emploi. La construction, le commerce et le transport ont également contribué de manière importante à la croissance de la VAB de 2002 à 2013 (

La transformation structurelle a apporté une contribution non négligeable à la croissance économique en Afrique de l'Est au cours de la dernière décennie, mais principalement grâce au secteur des services plutôt qu'au secteur manufacturier.

¹² Dans les deux tableaux suivants, l'Afrique de l'Est comprend le Burundi, les Comores, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, l'Ouganda, le Rwanda, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe, selon la définition de Martins (2015). La couverture est un peu différente de celle de la CEA.

Tableau 5). En bref, la transformation structurelle a apporté une contribution non négligeable à la croissance économique en Afrique de l'Est au cours de la dernière décennie, mais principalement grâce au secteur des services plutôt qu'au secteur manufacturier.

Tableau 5: Répartition de la croissance de la valeur ajoutée brute par habitant et par secteur de 2002 à 2013

	Contribution de (%) :				Contribution totale (%)
	VAB par travailleur		Fluctuations de l'emploi	Evolution de la démographie	
	Intra-secteurs	Inter-secteurs			
Afrique de l'Est	50,1	38,0	3,0	8,9	100,0
Agriculture	11,0	-4,5	-10,7		-4,2
Mines et services publics	0,3	5,4	0,7		6,4
Manufacturier	6,3	-0,5	-0,1		5,7
Construction	5,8	7,1	2,1		14,9
Commerce	14,6	-0,4	0,0		14,2
Transport	8,3	6,5	1,2		15,9
Autres services	3,9	24,6	9,8		38,3

Source: Martins (2015).

1.3. Accélérer l'industrialisation par le développement des infrastructures

Les publications récentes de la CEA ont fortement plaidé pour une renaissance de l'industrialisation comme stratégie de développement en Afrique. Le Rapport économique 2013 sur l'Afrique a souligné que la croissance économique en Afrique n'engendre pas suffisamment de diversification économique, de croissance de l'emploi et a préconisé la conception et la mise en œuvre de stratégies industrielles comme moyen d'exploiter les ressources naturelles africaines en vue de l'industrialisation. La stratégie comprend le renforcement des infrastructures en tant qu'accélérateur (CEA, 2013a). Le rapport de 2014 sur une politique industrielle dynamique en Afrique a insisté sur la poursuite de la politique industrielle en s'attaquant aux « intrants manquants », notamment les infrastructures (CEA, 2014). Le rapport de 2015 a envisagé l'industrialisation par le commerce, en recommandant d'investir dans les infrastructures en vue d'une meilleure intégration de l'Afrique dans les chaînes de valeur mondiales (CEA, 2015). Celui de 2016 a préconisé d'écologiser l'industrialisation de l'Afrique et de construire une « infrastructure à l'échelle du système pour garantir des approvisionnements sûrs en eau, en nourriture et en énergie » (CEA, 2016b). Explorant davantage les liens entre l'urbanisation et l'industrialisation, le dernier rapport de la CEA a recommandé l'investissement dans les infrastructures pour tirer parti des liens entre développement urbain et industrialisation et appelé à une meilleure coordination des investissements, notamment avec le secteur énergétique (CEA, 2017b).

Les infrastructures ont des effets directs et indirects sur l'industrialisation. Premièrement, une infrastructure développée permet d'accroître la rentabilité de l'ensemble de l'économie et d'améliorer l'intégration des marchés nationaux et régionaux. Deuxièmement, les infrastructures permettent d'améliorer l'attrait des pays en matière d'IDE. Troisièmement, le développement des infrastructures améliore la situation sociale, notamment la santé et l'éducation, qui améliorent à leur tour la productivité industrielle (CEA, 2017d). Ces observations sont soutenues par nombre d'études, notamment celles réalisées par Hulten et al. (2006) et Fedderke et Bogetic (2009). Ces études stipulent que les effets des infrastructures sur la production industrielle devraient se faire sentir grâce aux services infrastructurels ainsi qu'aux gains de productivité et d'efficacité générés par les économies d'échelle et un meilleur accès à la technologie. Une étude sur la relation entre la capacité énergétique et l'industrialisation a en outre révélé une association positive, indiquant l'utilité de l'énergie pour la croissance industrielle (ONUDI, 2010).

Cependant, le manque flagrant d'infrastructures pose un obstacle à l'industrialisation. Par exemple, dans le cadre du Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), un besoin d'investissement en infrastructure de 360 milliards de dollars entre 2011 et 2040 a été établi, avec un investissement de 68 milliards \$ US au titre du Plan d'action prioritaire du PIDA à réaliser d'ici à 2020. Les niveaux actuels d'investissement dans les infrastructures ne sont pas suffisants pour atteindre ces objectifs, et la plus grande demande d'investissement du programme PAP du PIDA est l'énergie. Les niveaux actuels d'intrants infrastructurels sont minimes, notamment la consommation d'énergie globale et industrielle. En effet, l'Afrique de l'Est figure parmi les régions les moins consommatrices d'énergie industrielle en Afrique.

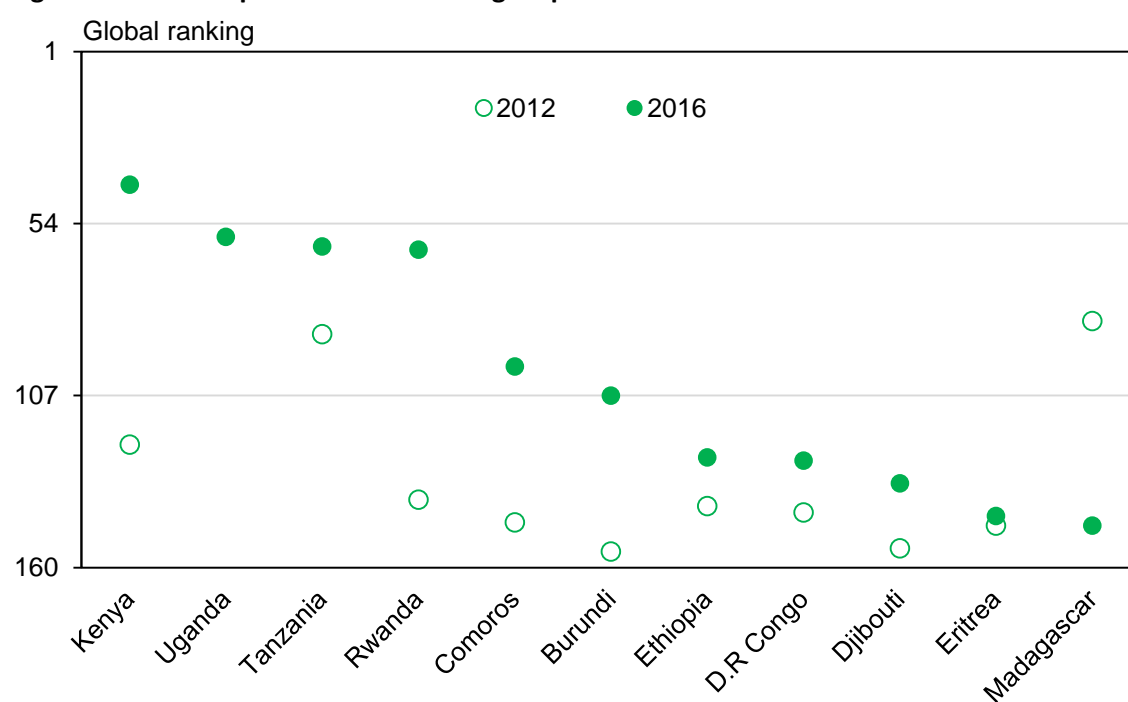
Le développement et le financement des infrastructures en Afrique de l'Est continueront d'être essentiels pour le renforcement des capacités industrielles.

Le rapport du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) intitulé "Les principaux obstacles auxquelles l'Afrique fait face" préconise un niveau d'investissement dans les infrastructures de 10% du PIB d'ici à 2020. Le développement et le financement des infrastructures en Afrique de l'Est continueront donc d'être essentiels pour le renforcement des capacités industrielles. La CEA estime que la demande d'énergie

en Afrique passera de 125 GW en 2010 à 700 GW en 2040, avec des augmentations significatives en Afrique de l'Est à un taux supérieur à 10% par an (CEA, 2017b). La satisfaction de ces besoins croissants en infrastructures dans un milieu politique prêt à poursuivre une industrialisation rapide reste un défi majeur qui nécessite une prise en considération et une mise en œuvre des politiques.

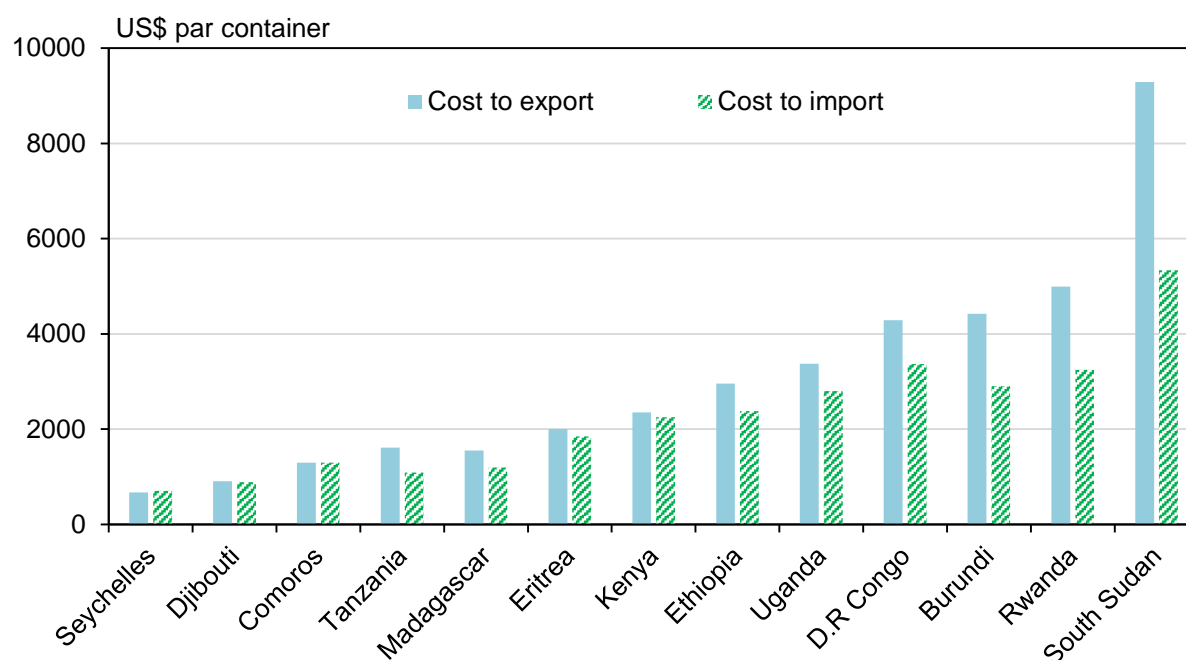
En fait, la compétitivité industrielle est influencée par l'état général de développement des infrastructures. L'analyse des données de performance logistique de l'Afrique de l'Est indique que même si des améliorations majeures ont été enregistrées depuis 2012, notamment au Kenya et au Rwanda, le classement global de la plupart des Etats membres au-delà de 100 prouve la nécessité d'accélérer le développement des infrastructures (Figure 8). Le volet Infrastructure du classement indique également que même si des progrès importants ont été enregistrés dans la région en matière de classement, il existe actuellement une lacune logistique en matière d'infrastructure, qui entrave le programme de croissance industrielle de la région.

Figure 8: Indice de performance de la logistique



Source: Banque mondiale (2017a).

Le développement industriel est également directement influencé par les coûts d'importation et d'exportation induits par l'efficacité et le développement logistique (notamment infrastructurel). Les pays côtiers de la région devraient avoir des coûts d'importation et d'exportation plus faibles, comme c'est effectivement le cas. Cependant, le coût des échanges augmente rapidement dans les pays sans littoral tels que le Burundi et le Rwanda (Figure 9). Le développement des infrastructures régionales est donc intrinsèquement lié à la performance et au développement du secteur industriel.

Figure 9: Coûts d'importation et d'exportation en 2014

Source: Banque mondiale (2017b).

Afin de combler le manque d'infrastructure pour l'industrialisation, il est important d'investir dans les infrastructures de manière financièrement viable par une planification intégrée. La région consacre déjà des investissements publics importants aux infrastructures, dont environ 40% à l'énergie (Deloitte, 2015). La poursuite de ces investissements est essentielle pour réaliser des gains importants dans la réduction du déficit et créer un environnement propice à l'industrialisation.

Pourtant, le financement du secteur de l'énergie constituera un défi majeur pour la région. Selon le scénario de développement énergétique de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) pour l'Afrique de l'Est¹³ (2014-2040), l'investissement annuel moyen dans le secteur énergétique devrait passer de 4,2 milliards \$ US sur la période 2014-2020 à 12,2 milliards \$ US sur la période 2036-2040. Au cours de la même période, les investissements dans les infrastructures de réseau devraient également passer de 2,4 à 6,3 milliards \$ US par an (AIE, 2014). Même si l'analyse financière ne porte que sur quelques pays d'Afrique de l'Est, les besoins financiers en investissement dans le secteur de l'énergie pour l'ensemble de la région seront beaucoup plus importants.

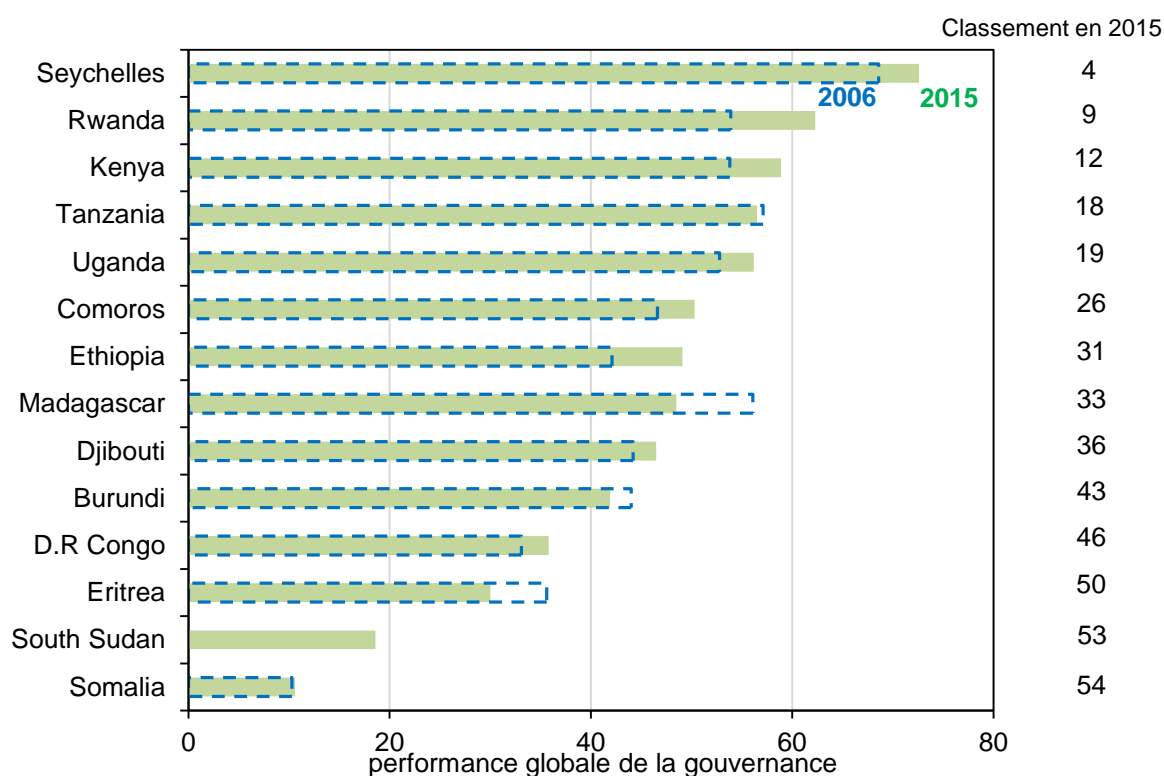
En outre, le développement industriel et le développement infrastructurel devraient se poursuivre en parallèle. Les planificateurs du développement économique devront tenir compte des infrastructures dans le modèle industriel, tandis que ceux de l'énergie et des infrastructures devront anticiper et répondre aux aspirations naissantes en matière de développement industriel. La capacité de planification intégrée et le soutien y afférent sont essentiels pour relever le défi fragmenté de la planification.

¹³ Selon la classification régionale de l'AIE pour cette analyse, l'Afrique de l'Est est constituée de l'Érythrée, de Djibouti, de la Somalie, du Kenya, de l'Ouganda, du Rwanda, du Burundi, du Soudan du Sud et du Soudan.

1.4. Amélioration de la gouvernance et de l'environnement économique

Une bonne gouvernance et un environnement économique favorable jouent un rôle prépondérant dans la croissance économique. Selon l'édition 2016 de *l'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine* qui porte sur 54 pays, la performance globale de la gouvernance au niveau continental s'est légèrement améliorée, passant de 49 en 2006 à 50 en 2015. En Afrique de l'Est, les résultats des différents pays varient énormément, allant des pays les mieux classés (par exemple, les Seychelles et le Rwanda) aux pays les moins bien classés (par exemple, le Soudan du Sud et la Somalie). Au titre des changements les plus notables, le Rwanda et l'Éthiopie ont enregistré des progrès impressionnants entre 2006 et 2015, principalement grâce à l'amélioration du développement humain, notamment l'éducation, la santé et le bien-être. En revanche, Madagascar a enregistré une forte détérioration en raison d'une crise politique prolongée de 2009 à 2014 (Figure 10). Par ailleurs, les élections présidentielles sont un facteur important qui peut entraîner une incertitude politique et affecter la confiance des entreprises. Par exemple, la situation économique du Kenya s'est fortement détériorée en août 2017 lors des élections générales, certaines activités commerciales ayant été transférées vers les ports voisins de Mombasa, et les magasins ont fermé dans les grandes villes en raison de l'incertitude et de la crainte de violences électorales. Alors que la Cour suprême a invalidé les résultats de l'élection présidentielle d'août, une nouvelle élection est prévue en octobre 2017.

Figure 10: Edition 2016 de l'Indice Ibrahim de la gouvernance africaine



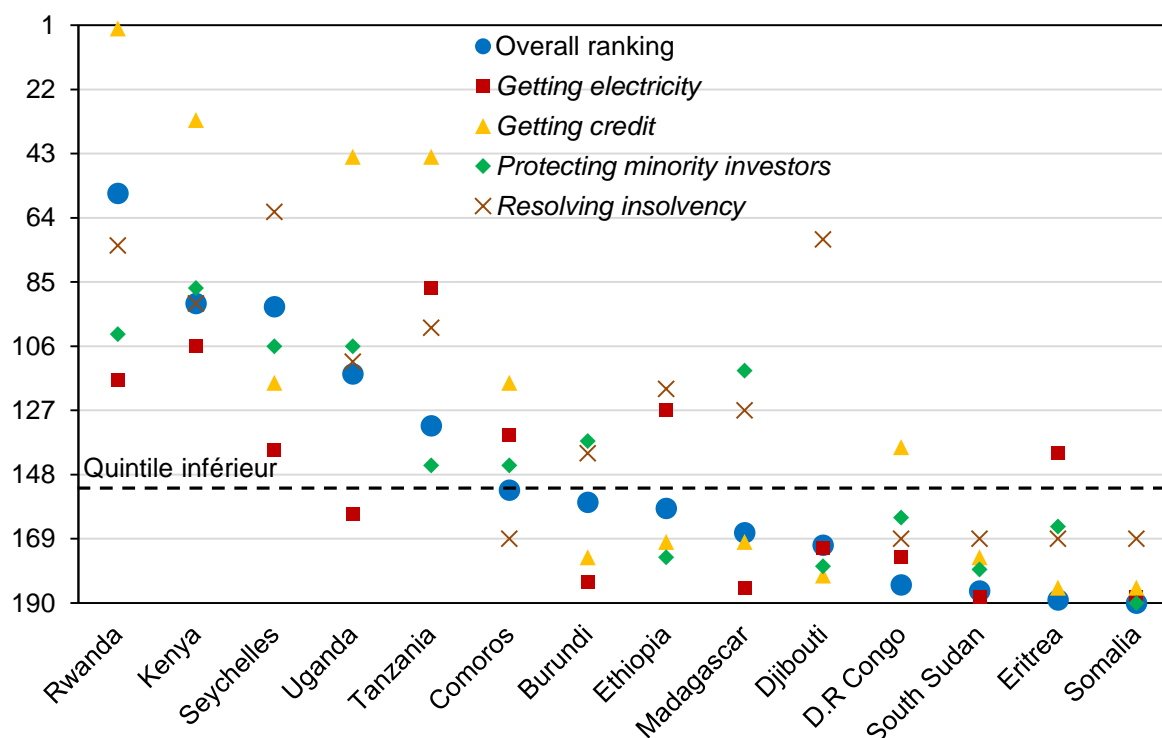
Source: Fondation Mo Ibrahim (2017).

Tous les pays de la région ont enregistré une amélioration dans l'Édition 2017 de *Doing Business*, néanmoins plusieurs domaines sont encore nettement en deçà des normes internationales.

Les pays d'Afrique de l'Est ont activement mis en œuvre des réformes visant à créer un environnement économique prospère. Dans l'édition 2017 du rapport *Doing Business* (*facilité à faire des affaires*), tous les quatorze pays de la région ont enregistré une amélioration, et le pays le mieux classé est le Rwanda, à la 56ème place sur 190 pays. La Tanzanie a enregistré la plus forte

augmentation de score grâce à l'amélioration significative de l'extension de la couverture des emprunteurs. Dans le même temps, le Kenya a été retenu parmi les dix premiers réformateurs au monde, les différentes réformes étant notamment la suppression des droits de timbre pour certains articles, la rationalisation du processus d'obtention de l'électricité en instaurant un système d'information géographique et la facilitation de la résolution de l'insolvabilité. Cela dit, la plupart des pays de la région ont encore des scores relativement faibles, plus de la moitié d'entre eux se trouvant dans le quintile inférieur. En particulier, les résultats en matière d'obtention de l'électricité, de crédit, de protection des investisseurs minoritaires et de résolution de l'insolvabilité sont nettement en deçà des normes internationales, ce qui entrave le développement du secteur privé (Figure 11).

Figure 11: Édition 2017 de l'Indice de la facilité de faire des affaires



Source: Banque mondiale (2017c).

1.5. Aggravation des déficits budgétaires sur fond d'augmentation des dépenses en infrastructure

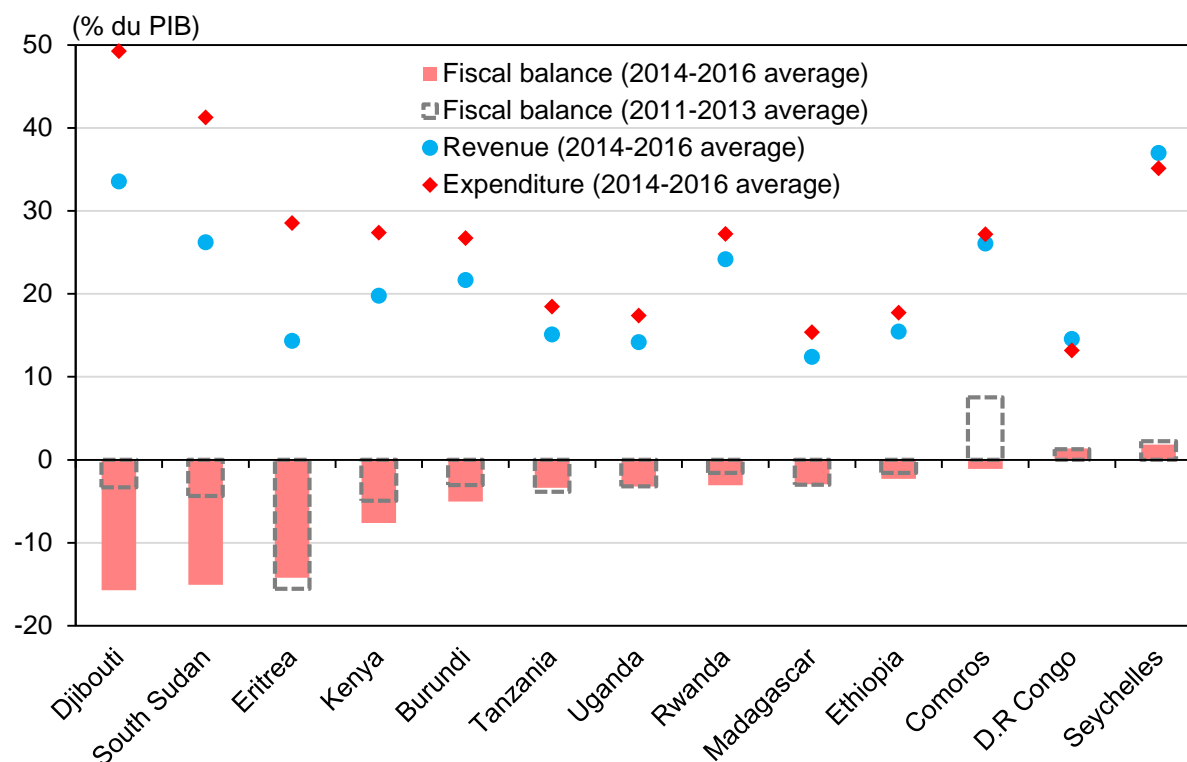
Les déficits budgétaires se sont creusés ces dernières années dans un certain nombre de pays sur fond d'augmentation des dépenses de développement des infrastructures (Figure 12).¹⁴ Cette augmentation a été particulièrement notable à Djibouti (construction de plusieurs nouveaux ports, d'un chemin de fer et d'un oléoduc le reliant à l'Éthiopie) et au Kenya (un nouveau chemin de fer et des transferts accrus aux comtés).¹⁵ Si les pays ont essayé de parvenir à la viabilité budgétaire en limitant les dépenses récurrentes et en augmentant les recettes, la faiblesse générale de l'assiette fiscale et la forte proportion d'activités informelles ont limité la possibilité de recouvrer les recettes.¹⁶ En outre, le soutien financier des donateurs internationaux a diminué, notamment au Burundi à la suite de la crise sociopolitique. Dans ce contexte, les pays ont renforcé la mobilisation des ressources intérieures en améliorant l'administration et la perception des impôts, en instaurant de nouvelles taxes et en annulant les exonérations fiscales. Par exemple, la Tanzanie a mis sur pied le système public de passerelle de paiement électronique ainsi qu'un nouveau système électronique visant à faciliter la perception des recettes, et a commencé à percevoir des impôts fonciers au cours de l'exercice 2016/2017 (MOF, 2017).

Les pays ont renforcé la mobilisation des ressources intérieures en améliorant l'administration et la perception des impôts, en instaurant de nouvelles taxes et en annulant les exonérations fiscales.

¹⁴ L'excédent budgétaire des Comores au cours de la période 2011-2013 était dû à un allègement massif et irrévocable de la dette en 2013 suite à l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) ainsi qu'à l'augmentation des recettes intérieures du Programme de citoyenneté économique en 2012.

¹⁵ Le processus d'établissement du budget a également suscité des inquiétudes, en particulier lorsque les déficits budgétaires sont sous-estimés (The East African, 2017).

¹⁶ Certains nouveaux accords commerciaux impliquant des droits de douane moins élevés affaiblissent également la capacité de mobilisation de recettes.

Figure 12: Equilibre budgétaire

Source: FMI (2017a).

L'aggravation des déficits budgétaires, conjuguée à la faiblesse du taux de change, a entraîné une hausse de la dette extérieure de la région. Sur la base de la dernière évaluation du FMI sur la viabilité de la dette, le risque de surendettement au Kenya¹⁷, au Rwanda, en Tanzanie et en Ouganda reste faible, tandis que les Comores, la RD Congo, l'Éthiopie et Madagascar présentent un risque modéré. Le Burundi et Djibouti ont été jugés à haut risque, en raison du niveau élevé du ratio dette extérieure / exportations du premier¹⁸ et de l'accumulation rapide de la dette du dernier de 2014 à 2016. Malgré des niveaux modérés de dette extérieure publique, le Soudan du Sud est entré en situation de surendettement sur fond de crise économique et d'instabilité politique persistante (Tableau 6).

¹⁷ Pourtant, la dette publique du Kenya devrait atteindre environ 55% du PIB en 2017, contre 44% en 2013 (FMI, 2017c).

¹⁸ Le Burundi s'est davantage fortement appuyé sur les emprunts intérieurs après le retrait du soutien financier des donateurs internationaux.

Tableau 6: Evaluation de la viabilité de la dette

Pays	Risque de surendettement	Dernière publication
Burundi	Elevé	Mars 2015
Comores	Modéré	Novembre 2016
R.D. Congo	Modéré	Août 2015
Djibouti	Elevé	Février 2017
Ethiopie	Modéré	Août 2016
Kenya	Faible	Décembre 2016
Madagascar	Modéré	Juillet 2016
Rwanda	Faible	Juin 2017
Sud Soudan	En état de surendettement	Mars 2017
Tanzanie	Faible	Juin 2016
Ouganda	Faible	Décembre 2016

Source: FMI (2017c).

En termes de source de financement, la dette est passée des sources concessionnelles aux sources non concessionnelles (notamment les crédits bilatéraux et commerciaux, ainsi que le marché obligataire international) et des pays développés vers la Chine dans certains cas (par exemple,

Les risques connexes et la grande volatilité du financement provenant des marchés de capitaux internationaux justifient une gestion prudente de la dette.

Djibouti, le Kenya, la Tanzanie et le Rwanda).¹⁹ Le marché international des capitaux, qui n'applique pas de conditionnalités aux prêts bilatéraux et multilatéraux, semble être une source de financement attrayante dans un contexte de taux d'intérêt mondiaux extrêmement bas. Pourtant, les risques connexes (notamment l'assymétrie des devises) et la grande volatilité du marché justifient une gestion prudente de la dette.

¹⁹ Par exemple, les récents grands projets d'investissement dans les infrastructures à Djibouti, notamment le Port multifonctionnel de Doraleh, le chemin de fer Addis-Abeba–Djibouti et l'oléoduc reliant le pays à l'Éthiopie, ont été largement financés par la Banque d'import-export de Chine. À la fin de 2016, la dette garantie par l'État représentait 68% de la dette extérieure, dont 77% appartenaient à la Banque d'import-export de Chine (FMI, 2017d). Quant au Kenya, les crédits bilatéraux provenant de la Chine représentaient 17,4% de la dette extérieure en 2016 contre 4,8% en 2012, en partie en raison de la construction du Standard Gauge Railway. Au cours de la même période, la part des obligations souveraines internationales est passée de 0% à 15,5% (KNBS, 2017a et FMI, 2017c).

1.6. Politique monétaire accommodante sur fond d'atténuation de l'inflation et de tension sur le taux de change

Les taux d'inflation ont montré des signes de reprise en Afrique de l'Est en 2016. En dépit du faible prix du carburant, la flambée des prix des denrées alimentaires consécutive à la longue période de sécheresse et à la répercussion des dépréciations monétaires a exercé des pressions à la hausse sur l'inflation. Les dernières statistiques indiquent que l'augmentation de l'inflation s'est poursuivie au début de 2017, mais qu'elle a progressivement ralenti à la mi-2017 alors que l'effet d'une saison sèche prolongée sur les prix des produits alimentaires s'est atténué. Par exemple, le taux d'inflation global de la Tanzanie a diminué en passant de 6,4% en mars 2017 à 5,2% en juillet 2017. Pour la plupart des pays de la région, le taux d'inflation annuel en 2017 devrait être similaire ou légèrement supérieur à celui de 2016 (Tableau 7).

Tableau 7: Inflation (% de variation annuelle)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017*	Moyenne (2012-2016)
Ethiopie	24,1	8,1	7,4	10,1	7,3	6,3	11,4
Burundi	18,2	7,9	4,4	5,6	5,5	12,4	8,3
Tanzanie	16,0	7,9	6,1	5,6	5,2	5,1	8,2
Érythrée	6,0	6,5	10,0	9,0	9,0	9,0	8,1
Kenya	9,4	5,7	6,9	6,6	6,3	6,5	7,0
Madagascar	5,7	5,8	6,1	7,4	6,7	6,9	6,4
Ouganda	12,7	4,9	3,1	5,4	5,5	6,3	6,3
R.D. Congo	0,9	0,9	1,2	1,0	22,4	15,0	5,3
Rwanda	6,3	4,2	1,8	2,5	5,7	7,1	4,1
Seychelles	7,1	4,3	1,4	4,0	-1,0	2,2	3,2
Djibouti	3,7	2,4	2,9	2,1	3,0	3,0	2,8
Comores	5,9	1,6	1,3	2,0	2,0	2,0	2,6

Remarque: (*) Prévisions.

Source: FMI (2017a).

En revanche, de nombreuses monnaies locales se sont dépréciées notamment par rapport au dollar américain ces dernières années, en particulier de 2014 à 2016, compte tenu du renforcement significatif du dollar américain. Plus précisément, les monnaies locales tanzanienne et ougandaise se sont dépréciées de 30% environ par rapport au dollar américain entre 2012 et 2016. En 2017, les tensions sur les taux de change se sont atténuées en raison de la chute du dollar américain, en partie grâce à la redynamisation de la croissance économique en Europe (Figure 13).²⁰

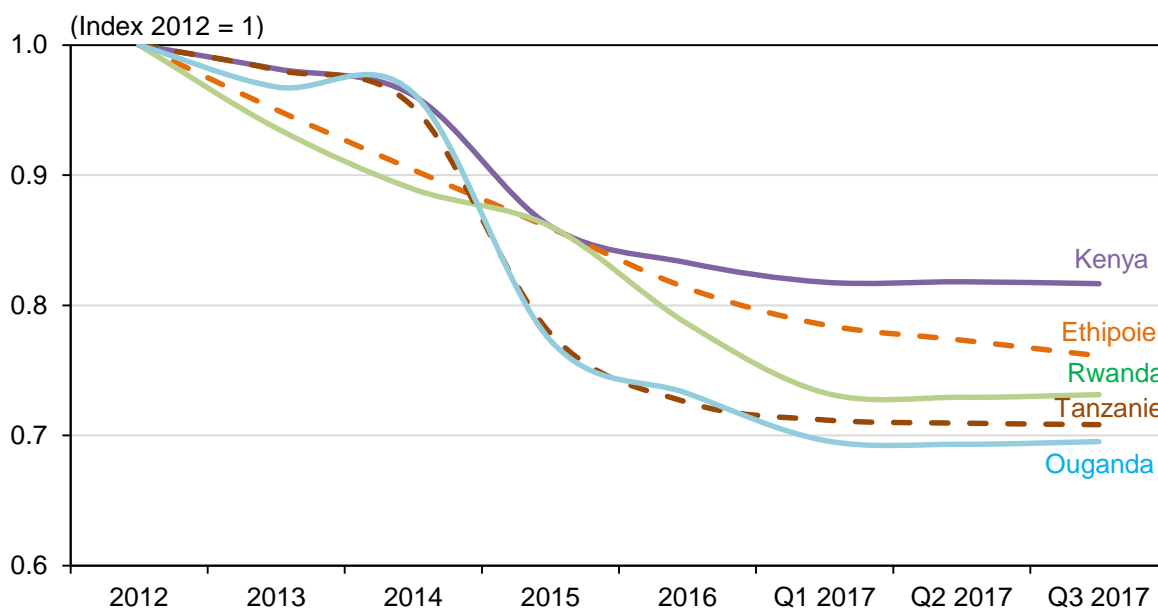
L'augmentation de l'inflation s'est poursuivie au début de 2017, mais qu'elle a progressivement ralenti à la mi-2017. Les tensions sur les taux de change se sont atténuées en raison de la chute du dollar américain en 2017.

La pire performance inflationniste et de taux de change a été enregistrée par le Soudan du Sud, qui est confronté à des défis économiques importants en raison de conflits internes. L'inflation s'est établie en moyenne à 160% au cours de l'exercice 2015/2016 et devrait atteindre 336% en 2016/2017. Pendant ce temps, le taux de change fixe officiel est devenu de plus en plus difficile à maintenir, car les recettes pétrolières et de devises ont fortement diminué au fil des ans, et l'écart entre les taux

²⁰ En octobre 2017, la Banque nationale d'Éthiopie a annoncé une dévaluation de la monnaie nationale de 15% pour stimuler les recettes d'exportation.

officiels et les taux du marché parallèle s'est nettement creusé. À la suite du passage à un taux de change flottant de jure en décembre 2015, la livre sud-soudanaise s'est dépréciée de plus de 90% par rapport au dollar américain en 2016 (FMI, 2017e).

Figure 13: Taux de change nominal de la monnaie locale par rapport au dollar US



Source: FMI (2017f).

Encadré 5: Aperçu des régimes de change en Afrique de l'Est

Les régimes de taux de change varient des régimes irréversiblement fixes à des régimes à flottement libre (Figure 14). Pour le régime de change fixe, un pays utilise une devise étrangère comme monnaie légale (dollarisation²¹) ou plusieurs pays émettent la même monnaie (union monétaire), tandis que le régime de caisse d'émission garantit une conversion de devises illimitée à un taux fixe soutenu par les réserves de change. En revanche, la valeur de la monnaie dans le cadre d'un taux de change à flottement libre est purement déterminée par les forces du marché. Les régimes intermédiaires sont des hybrides des deux extrêmes. La parité classique n'entraîne pas la parité complète, mais admet une marge étroite autour du taux central, tandis que la parité à crémaillère tolère de petits ajustements pour tenir compte des différentiels d'inflation. Dans un régime de flottement contrôlé, les autorités lissent la trajectoire du taux de change déterminé par le marché afin d'éviter des fluctuations excessives.

Figure 14: Différents régimes de change



²¹ Même si cela s'appelle «dollarisation», le moyen de paiement adopté peut être n'importe quelle monnaie étrangère.

Bien qu'il n'existe pas de politique de taux de change unique, des données théoriques et empiriques suggèrent que le choix du régime de change peut considérablement affecter les performances macroéconomiques, notamment l'inflation et la croissance économique. Dans les années 1990, un nombre croissant de pays d'Afrique de l'Est, confrontés à une détérioration des termes de l'échange, ont adopté des régimes flottants pour permettre des dépréciations réelles. Cependant, il y a des signes de « crainte de flottement » dans la région, alors que les régimes « de jure » et « de facto » ne concordent pas souvent (Slavov, 2013).

Tableau 8: Classification des régimes de change en Afrique de l'Est

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Burundi	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float
Comoros	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg
D.R Congo	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float
Djibouti	Currency Board	Currency Board	Currency Board	Currency Board	Currency Board	Currency Board	Currency Board	Currency Board	Currency Board	Currency Board	Currency Board	Currency Board	Currency Board	Currency Board	Currency Board	Currency Board
Eritrea	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg
Ethiopia	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float
Kenya	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float
Madagascar	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float
Rwanda	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float
Seychelles	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg	Conventional peg
Somalia	Freely floating	Freely floating	Freely floating	Freely floating	Freely floating	Freely floating	Freely floating	Freely floating	Freely floating	Freely floating	Freely floating	Freely floating	Freely floating	Freely floating	Freely floating	Freely floating
South Sudan	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float
Tanzania	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float
Uganda	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float	Managed float

Source: FMI (2017i).

Le tableau ci-dessus décrit les régimes de « facto » selon le Rapport annuel du FMI sur les régimes et restrictions de change. Les Comores et Djibouti sont les deux économies d'Afrique de l'Est qui possèdent des régimes de change fixes durables. Depuis l'accord de coopération monétaire de 1979, le franc comorien est rattaché au franc français (et à l'euro depuis 1999). Ce régime est garanti par la Banque de France et est resté stable.²² Quant à Djibouti, son expérience limitée en matière de banque centrale a motivé la parité du franc djiboutien avec le dollar américain en 1949, et le pays présente aujourd'hui l'un des plus anciens régimes de caisse d'émission au monde.

Fidèle à la théorie, l'inflation dans les deux pays a été significativement inférieure à celle du reste de l'Afrique de l'Est, après prise en compte d'autres facteurs.²³ Bien que l'Érythrée conserve également une parité classique avec le dollar américain depuis 2000, les dévaluations répétées n'ont pas produit la crédibilité nécessaire à la stabilisation des prix. Au lieu de cela, la rareté des réserves de change et l'important déficit du compte courant alimentent l'inflation, tandis que la surévaluation effective du Nakfa limite l'activité du secteur privé en Érythrée.

La parité avec l'euro a récemment été critiquée (Nubukpo et al., 2016), La critique principale est que le renforcement de l'euro au cours des dernières années a entraîné une appréciation régulière des monnaies rattachées en termes réels, sapant ainsi la compétitivité des exportations des pays concernés. En outre, pour des pays comme les Comores, dont les importations représentent une part importante du PIB, une dévaluation pourrait entraîner des répercussions importantes sur l'inflation.

En revanche, les régimes de change flottant de jure tels que ceux du Burundi, de la RD Congo, de l'Éthiopie et du Rwanda, connaissent un niveau supérieur de contrôle des taux de change depuis le milieu des années 2000. Cette tendance pourrait s'appuyer sur l'appréciation des devises nominales, les entrées de capitaux étrangers ayant augmenté en raison de liquidités excessives en quête de rendement suite à l'instauration par les économies avancées de politiques monétaires non conventionnelles après la crise financière mondiale.

Selon des études du FMI (2016) et de la BAD (2016), le birr éthiopien est surévalué de 20 à 40%, et une amélioration des désalignements pourrait améliorer la compétitivité extérieure de l'Éthiopie et soutenir la diversification des exportations. En octobre 2017, la Banque nationale d'Éthiopie a annoncé une dévaluation de la monnaie nationale de 15% pour stimuler les recettes d'exportation. Cependant, il convient de noter qu'une forte dévaluation pourrait compromettre la stratégie de croissance axée sur les infrastructures, et que l'incidence du taux de change sur l'inflation pourrait être importante. En revanche, le taux de change de la Tanzanie est resté considérablement sous-évalué au milieu des années 2000 et a contribué à sa croissance positive.

En ce qui concerne la politique monétaire, les banques centrales de la région ont généralement pratiqué une politique monétaire accommodante dans le but de soutenir le financement de l'économie. Cependant, le coût du crédit reste élevé, et l'accès au crédit est souvent difficile. Par exemple, la Banque nationale du Rwanda a à deux reprises réduit son taux directeur de 0,25 point de pourcentage en décembre 2016 et en juin 2017 pour l'établir à 6,0%. Pourtant, les nouveaux prêts autorisés par le secteur bancaire se sont légèrement contractés au premier semestre de 2017 ; plus inquiétant encore, des défaillances accrues des prêts ont été observées dans les principaux secteurs économiques (BNR, 2017). La Banque centrale du Kenya a également abaissé son taux (CBR) de 11,5%

Les banques centrales de la région ont généralement pratiqué une politique monétaire accommodante dans le but de soutenir le financement de l'économie, mais la croissance du crédit reste faible en 2017.

à 10,5% en juin 2016, puis à 10% en décembre 2016. Il convient de noter que la loi bancaire a été modifiée en août 2016 pour plafonner le taux débiteur à 4 points de pourcentage au-dessus du CBR et fixer le plancher du taux de dépôt à 70% du CBR. Par conséquent, le taux débiteur et l'écart entre les prêts et les dépôts ont fortement diminué. Si les dernières statistiques indiquent que

la croissance du crédit reste faible, l'impact du plafonnement des taux d'intérêt en termes d'amélioration de l'accès à long terme au crédit devra être surveillé.²⁴

²² L'accord de parité entre le franc comorien et l'euro impose à la Banque centrale comorienne de faire déposer 65% de ses réserves à la Banque de France. Des critères de convergence sont également mis en place pour maintenir l'inflation à moins de 3% et limiter les déficits budgétaires ainsi que les stocks de dette.

²³ Le FMI (2016) estime qu'en Afrique subsaharienne, les taux d'inflation dans un régime de parité sont en moyenne de 4 à 7 points de pourcentage inférieurs à ceux des autres régimes.

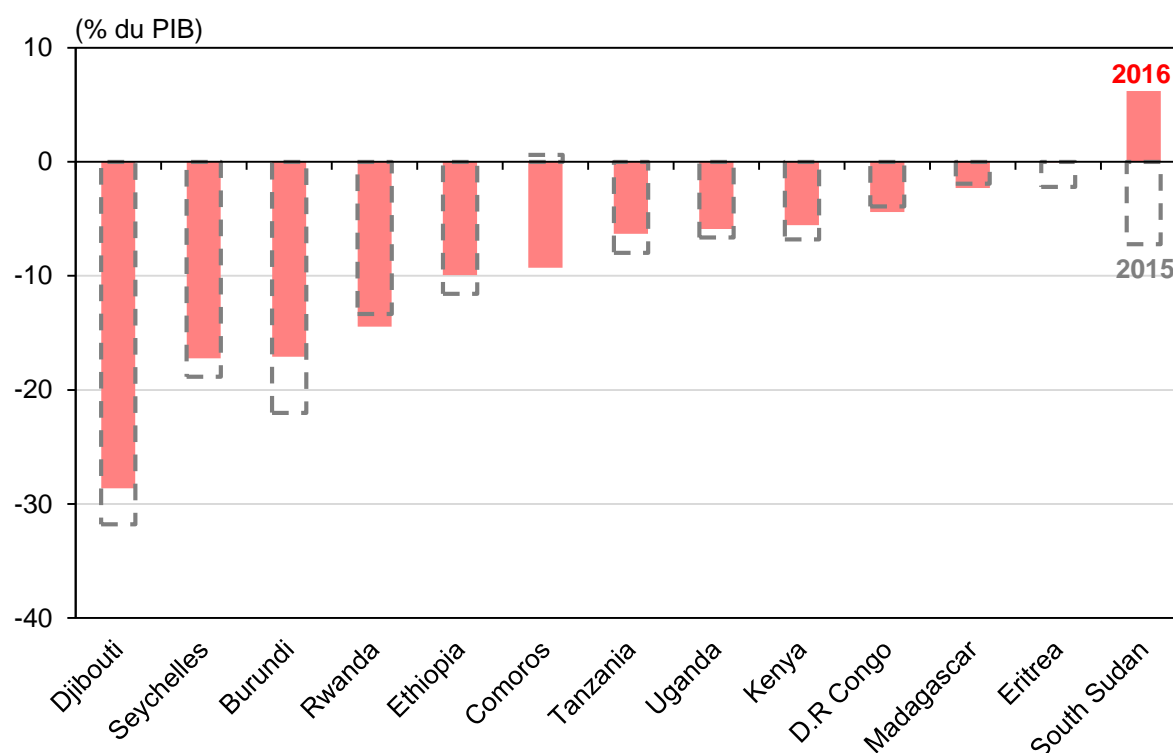
²⁴ Les petites et moyennes entreprises (PME) et les emprunteurs ayant une faible qualité de crédit peuvent être exclus de l'accès aux prêts, car les banques ne peuvent pas augmenter le taux débiteur pour refléter les risques encourus. Même si les banques ont accru leurs prêts à l'Etat et aux autres secteurs publics, la contraction du crédit dans l'agriculture, le secteur manufacturier et les services aux entreprises a suscité des inquiétudes car ces secteurs comprennent un grand nombre de PME et sont des moteurs de création d'emplois (CBK, 2017).

1.7. Déficits structurels du compte courant et structure commerciale déséquilibrée

Le solde du compte courant de la plupart des pays de la région s'est légèrement amélioré en 2016, en partie en raison d'une baisse des importations. Dans le cas du Burundi, le rétrécissement du déficit du compte courant en 2016 était dû à une diminution des importations au milieu de la crise prolongée. D'autre part, le changement plus brutal du solde du compte courant aux Comores est dû en grande partie à un appui ponctuel de la part de l'Arabie Saoudite afin de résoudre la crise du paiement des arriérés de salaires en 2015, alors que le Soudan du Sud devrait regagner l'excédent du compte courant et l'excédent commercial en 2016 compte tenu de la reprise des prix du pétrole et de la production. En dépit des évolutions récentes, de nombreux pays enregistrent encore d'importants déficits structurels du compte courant, principalement en raison d'importants déficits commerciaux (Figure 15). Cela, associé à des déficits budgétaires (c'est-à-dire, un double déficit), pourrait limiter la croissance et accroître la vulnérabilité à long terme.

De nombreux pays enregistrent encore d'importants déficits structurels du compte courant, principalement en raison d'importants déficits commerciaux.

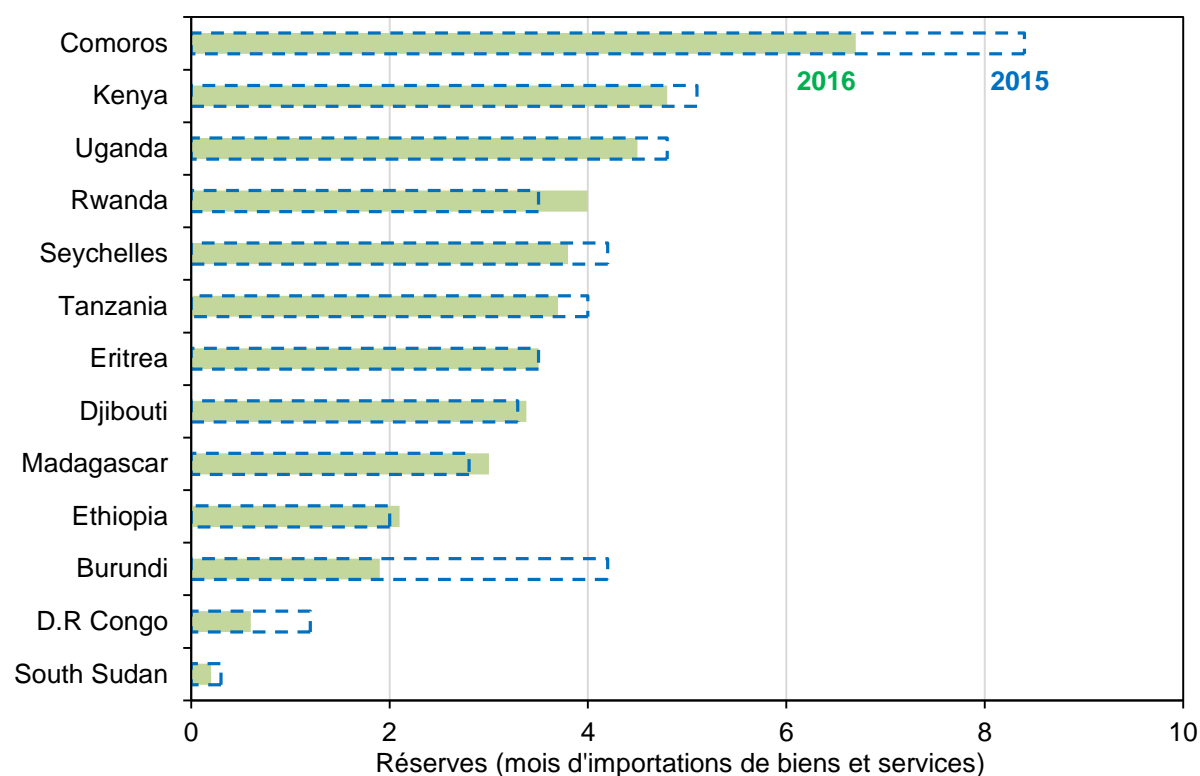
Figure 15: Solde du compte courant



Source: FMI (2017a).

Les pays doivent compter sur des emprunts et des investissements extérieurs et épuiser les réserves internationales en dépit des déficits des comptes courants. En particulier, les Comores et le Burundi ont enregistré des baisses notables des réserves en 2016, équivalant à environ deux mois d'importations de biens et services. Pourtant, la situation aux Comores reste stable, les réserves représentant toujours plus de six mois d'importations, contrairement au niveau record des réserves au Burundi. Dans le même temps, les pays disposant de réserves de change officielles relativement faibles (par exemple, l'Éthiopie, la RD Congo et le Soudan du Sud) pourraient être plus vulnérables aux chocs des comptes courants (Figure 16).

Figure 16: Réerves officielles de change



Source: FMI (2017b.)

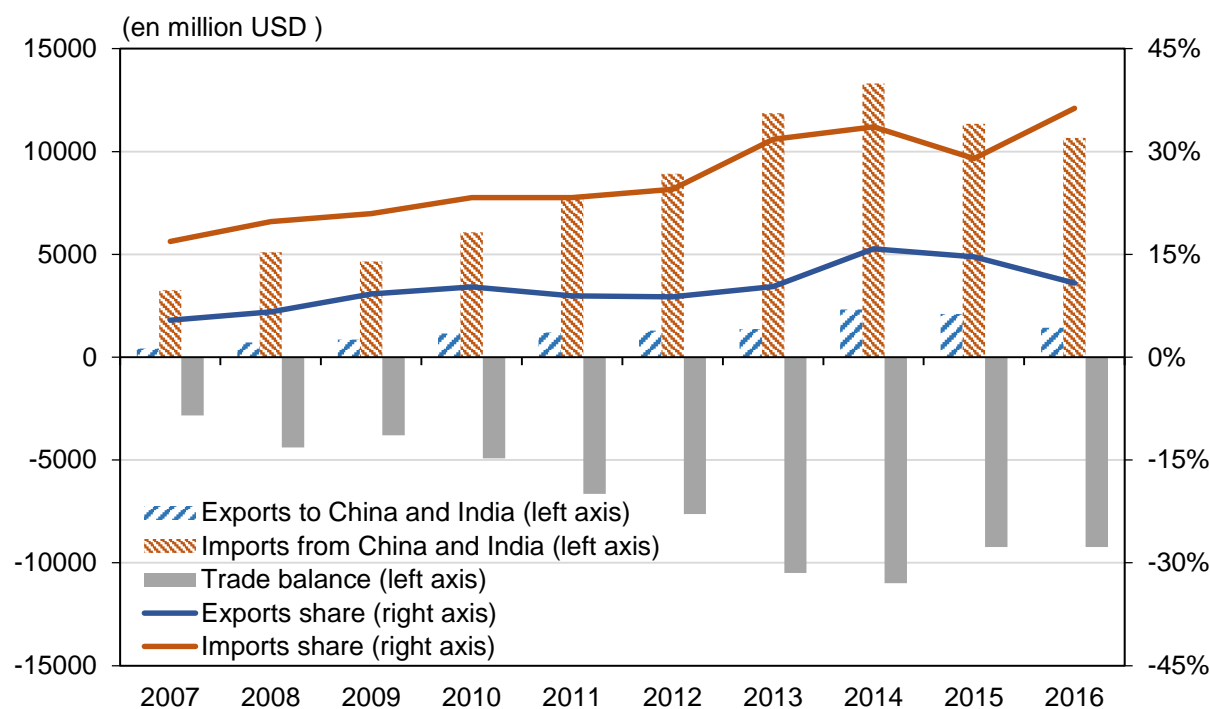
En ce qui concerne le commerce des marchandises, il y a eu une expansion substantielle des échanges et une diversification des partenaires. La valeur des exportations et des importations de l'Afrique de l'Est a doublé au cours de la dernière décennie pour atteindre respectivement 27 et 61 milliards de dollars en 2016, mais plus lentement que la croissance de l'économie de l'Afrique de l'Est qui a presque triplé au cours de la même période, entraînant le repli du déficit commercial en pourcentage du PIB. D'autre part, les pays de la région ont diversifié leurs exportations des marchés traditionnels (économies avancées, par exemple l'Europe) vers de nouveaux partenaires commerciaux (en particulier les pays en développement d'Asie tels que la Chine, l'Inde et le Vietnam), augmentant par conséquent leur résilience aux chocs économiques. Alors que la part des exportations vers les deux plus grands marchés de consommation en Asie (Chine et Inde) est encore faible, l'augmentation significative de l'importance des importations est frappante. La Figure 17 montre que les exportations

L'essor de la Chine et de l'Inde en tant que source d'importations peut être une bonne nouvelle pour les consommateurs, mais cela implique également une plus grande concurrence sur les marchés intérieurs, en particulier chez les producteurs locaux.

vers la Chine et l'Inde représentaient environ 11% des exportations totales de la CAE en 2016, tandis que la part des importations s'élevait à environ 36%. La croissance déséquilibrée au cours de la dernière décennie a entraîné d'énormes déficits commerciaux entre la CAE et la Chine et l'Inde. En 2016, le déséquilibre commercial était de l'ordre de 9,2 milliards de dollars, soit environ 57% des déficits commerciaux globaux de la CAE. L'essor de la Chine et de l'Inde en tant que source d'importations peut être une bonne nouvelle pour les consommateurs, mais

cela implique également une plus grande concurrence sur les marchés intérieurs, en particulier chez les fabricants locaux.

Figure 17: Balance commerciale entre la CAE, la Chine et l'Inde



Remarque: Les chiffres n'incluent pas le Soudan du Sud.

Source: FMI (2017g.)

Malgré l'évolution de la géographie du commerce, l'UE et les États-Unis demeurent les principaux partenaires commerciaux des pays d'Afrique de l'Est. L'APE proposé entre l'UE et les pays africains pourrait avoir un impact important sur le commerce et le développement industriel (Encadré 6). Un autre différend récent provient de l'étude de l'admissibilité du Rwanda, de la Tanzanie et de l'Ouganda à recevoir des avantages dans le cadre de l'AGOA, qui prévoit des préférences commerciales pour l'importation en franchise de droits et de contingents aux États-Unis depuis 2000 (Encadré 7).

Encadré 6: Impacts potentiels de l'accord de partenariat économique CAE-UE

L'UE poursuit des APE avec des pays africains pour remplacer ses accords préférentiels existants depuis plus d'une décennie. L'UE affirme que les accords d'accès préférentiel existants ne seront plus tolérés au sein de l'Organisation mondiale du commerce et pourraient être contestés en droit. Les APE étaient fondés sur le principe qu'ils seraient négociés uniquement au niveau régional et aideraient à consolider les processus d'intégration régionale en Afrique. Alors que les accords proposés offrent potentiellement une base plus permanente et plus stable pour l'accès au marché européen, les discussions ont été controversées et les points de vue varient largement en fonction des pays.

Pour évaluer les implications de l'APE de la CAE-UE pour la CAE, la CEA a simulé l'impact potentiel en utilisant la base de données et le modèle de la base de données GTAP (modèle d'analyse mondiale des politiques commerciales) 9.0. Le modèle décrit les structures commerciales bilatérales et mondiales, la production, la consommation et l'utilisation intermédiaire des produits et services. La simulation aide à modéliser l'effet statique de l'APE de l'UE sur quatre des États membres de la CAE (le Kenya, le Rwanda, l'Ouganda et la Tanzanie).

Les simulations suggèrent que les importations de la CAE en provenance de l'UE augmenteraient de manière significative de 12,7%. En revanche, les exportations de la CAE vers l'UE n'augmenteraient que de manière limitée.²⁵ Il existe également une légère détérioration des termes d'échange pour tous les pays de la CAE. En ce qui concerne le PIB, la simulation suggère que l'APE réduit le PIB de 0,2 à 0,5% dans les quatre pays de la CAE pris en compte dans l'exercice (Tableau 9). Il convient de noter que les importations de toutes les autres régions diminueraient (c'est-à-dire l'effet de détournement des échanges). Plus important peut-être, les importations intra-CAE diminueraient de 42 millions de dollars (principalement dans le secteur manufacturier), tandis que les recettes tarifaires provenant des importations diminueraient de 169 millions de dollars EU dans la CAE (Tableau 10).

Tableau 9: Impact de l'APE en 2042 (variation par rapport aux données de base, en pourcentage)

	PIB	Importations (Total)	Exportations (Total)	Termes de l'échange	Importations (UE)	Exportations (UE)
Kenya	-0,5	-0,3	0,8	-0,3	12,5	1,1
Rwanda	-0,3	-0,1	0,4	-0,1	10,4	0,5
Tanzanie	-0,3	-0,2	0,4	-0,1	14,3	0,4
Ouganda	-0,2	-0,3	0,2	-0,1	10,9	0,4
CAE	-	-0,3	0,5	-	12,7	0,7
EU	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source: CEA (2017c).

Tableau 10: Impact de l'APE en 2042 (variation par rapport aux données de base, en millions de dollars)

	Bien-être	Importations (Total)	Exportations (Total)	Importations (UE)	Exportations (UE)	Recettes douanières
CAE	-49	-99	97	815	42	-169
EU	212	441	303	-100	-96	-

Source: CEA (2017c).

Les résultats de cette simulation sont en contraste avec les résultats présentés par la Commission européenne qui suggèrent des gains nets pour les membres de la CAE (CE, 2017), en dépit du fait que les deux études utilisent la même base de données sous-jacente (GTAP 9.0).²⁶ Il est à noter, cependant, qu'en termes macroéconomiques, les deux études montrent des effets relativement faibles. Par exemple, les estimations de la CEA suggèrent que les impacts sur le PIB seraient négligeables. C'est généralement le cas avec ce type de modélisation, en particulier lorsqu'une partie (la CAE) ne bénéficie pas d'un accès amélioré significatif par rapport aux dispositions existantes. L'exercice de modélisation nous avertit toutefois que tout gain potentiel en matière de relations commerciales avec l'Europe pourrait se faire au détriment des relations commerciales avec d'autres partenaires de la CAE et le reste du monde.

Au-delà des impacts directs, des questions ont également été soulevées sur la manière dont l'APE pourrait potentiellement limiter le développement de la politique industrielle de la CAE. Les accords contiennent divers articles relatifs aux objectifs de la politique industrielle de la CAE. Certains sont liés au commerce ; d'autres ont un rapport avec la manière dont les mesures de soutien interne peuvent être prises. En ce qui concerne les premiers, ces mécanismes permettent des restrictions d'urgence temporaires sur les importations de produits spécifiques en cas de hausse des importations ou de forte baisse des prix à l'importation. Cependant, les clauses de sauvegarde commerciale ont une portée limitée et leur mise en œuvre est sans doute entachée d'une certaine lourdeur. Les articles 3 (Clause de rendez-vous), 12 (Clause suspensive), 14 (Droits et taxes à l'exportation), 49 (Sauvegardes bilatérales) et 50 (Sauvegardes multilatérales) sont particulièrement pertinents. Par exemple, l'article 3 « Clause de rendez-vous » donne aux parties négociantes un délai de cinq ans après l'entrée en vigueur de l'APE pour conclure les négociations sur les services, la politique concurrentielle, les investissements, l'environnement, les marchés publics et les droits de propriété intellectuelle. Un accord sur la passation des marchés ou les investissements pourrait pourtant empêcher les pays de la CAE de mettre en œuvre efficacement leur stratégie « Buy East Africa, Build East Africa » et des stratégies nationales similaires (« Fabriqué au Rwanda » ou « Buy Uganda, Build Uganda ») (SEATINI, 2017). De même, l'article 12 « Clause suspensive » peut empêcher la CAE d'appliquer ultérieurement un taux tarifaire plus élevé sur les biens d'équipement ou d'autres produits manufacturés tels que les produits pharmaceutiques. Alors que beaucoup de ces produits sont actuellement importés d'Europe, dans le futur, les pays de la CAE pourraient être en mesure de les produire, à mesure que l'industrialisation de la région progressera et que les États membres exigeront un niveau de protection plus élevé pour leur industrie naissante. D'autres analystes ont également souligné la complexité des procédures de mise en œuvre des sauvegardes bilatérales (article 49), affirmant que les mesures se limitent « à l'atténuation des dommages causés par une hausse soudaine des importations [dans le secteur existant], et non à la création de nouveaux secteurs » (CUTS International, 2011).

²⁵ Ceci est dû au fait que les APE n'amélioreront pas sensiblement l'accès au marché de l'UE, car les pays de la CAE bénéficient déjà de l'accord « Tout sauf les armes » (EBA), qui prévoit un accès non réciproque au marché pour tous les produits, à l'exception des armements et de quelques produits agricoles sélectionnés (par exemple le sucre et le riz).

²⁶ Les raisons de ces inégalités sont probablement liées à un certain nombre de facteurs, notamment le fait que l'étude de la CE utilise un scénario de référence qui présuppose un retour aux tarifs standard du Système généralisé de préférences pour le Kenya et utilise une approche de modélisation dynamique plutôt que statique. Les raisons précises des inégalités n'ont pas pu être établies, car l'étude de la CE ne contient pas de détails tels que la fermeture du modèle, les élasticités utilisées, etc.

Les préoccupations ne sont pas unilatérales. Certains États membres de l'UE ont également émis des réserves sur certains aspects de l'APE proposé. La chancelière allemande, Angela Merkel, a fait écho aux préoccupations de la Tanzanie et critiqué l'état actuel des négociations avec l'Afrique. Elle a appelé à des négociations sur une possible renégociation qui débutera lors du Ve sommet UE-Afrique qui se tiendra en novembre 2017. Le Représentant personnel pour l'Afrique de la Chancelière fédérale, Günter Nooke, a même dénoncé publiquement l'APE, affirmant que les accords vont à l'encontre des efforts de la politique européenne d'aide au développement de l'Afrique. Les commentaires de Merkel, ainsi que les discussions de plus en plus nombreuses autour de l'APE de l'UE-CAE, présentent peut-être une opportunité pour un accord amélioré qui soit plus en harmonie avec la politique industrielle nationale et régionale.

Source: CEA (2017a).

Encadré 7: Une occasion manquée ? – L'African Growth and Opportunity Act (loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique).

Pour certains pays de la CAE de la région, des difficultés ont surgi récemment en ce qui concerne les relations commerciales avec un autre grand partenaire commercial, les États-Unis. Les plans de la CAE visant à interdire les importations de vêtements d'occasion ont été particulièrement controversés. Afin d'encourager la production locale de textiles, la CAE a décidé à l'unanimité d'introduire une interdiction progressive de l'importation de vêtements usagés en février 2016, y compris une augmentation graduelle des droits d'importation, qui sera suivie d'une interdiction totale d'ici 2019. Après son annonce, l'Association des matières secondaires et des textiles recyclés (« Secondary Materials and Recycled Textiles Association »), une association industrielle américaine représentant des entreprises de vêtements usagés, a déposé une plainte contre la CAE, affirmant que l'interdiction était en violation directe de l'AGOA. La région risque à présent de perdre son éligibilité à l'AGOA.

Le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda ont maintenu leur ferme soutien à la position de la CAE, qui consiste à restreindre l'importation de vêtements d'occasion pour promouvoir son industrie du textile et de l'habillement. En dépit de la révision de l'éligibilité en cours, les trois pays de la CAE ont campé sur leur position et augmenté la taxe environnementale imposée sur les vêtements usagés. En 2016, la CAE a importé 239 millions de dollars de vêtements usagés, soit 15% des importations de vêtements dans la CAE (Comtrade de l'ONU). La CAE espère que l'interdiction sur l'importation des vêtements usagés donnera aux fabricants locaux de vêtements l'occasion d'accroître leur part de marché et de continuer à développer leurs capacités de production.

Malgré les grands espoirs initialement placés dans l'AGOA, le fait est que la plupart des pays d'Afrique de l'Est, en termes pratiques, ont très peu bénéficié des dispositions de l'AGOA.²⁷ En 2016, le total des exportations de l'Afrique de l'est (sept pays admissibles) vers les États-Unis dans le cadre de l'AGOA, excluant les exportations au titre du Système généralisé de préférences (SGP), s'élevait à 584 millions de dollars, soit environ 6,2% du total des exportations africaines dans le cadre de l'AGOA. Le principal bénéficiaire en Afrique de l'Est a été le Kenya, qui a exporté 391 millions de dollars EU, soit environ 7% de ses exportations de marchandises.²⁸ Le faible niveau des exportations de l'Afrique de l'est dans le cadre de l'AGOA pourrait refléter un problème plus général lié non seulement aux capacités limitées de l'offre des pays bénéficiaires, mais aussi peut-être aux problèmes plus fondamentaux dans l'accord - y compris les normes phytosanitaires, la durée limitée des concessions et les règles d'origine (CEA, 2014).

Si ces pays de la CAE s'en tiennent à leur interdiction d'importation des vêtements de seconde main, ils pourraient potentiellement récupérer la part de marché de tous les importateurs de vêtements usagés. Malgré la possibilité de perdre l'éligibilité²⁹ à l'AGOA, l'interdiction d'importation des vêtements de seconde main pourrait dans l'ensemble bénéficier à l'industrie du textile et de l'habillement local. Cependant, il convient de noter que cette analyse coûts-avantages ne tient pas compte ni de la perte des tarifs due à l'interdiction ni des pertes potentielles en termes de bien-être pour les personnes qui dépendent fortement des vêtements usagés pour avoir une qualité de vie décente. En fin de compte, le résultat de l'interdiction des vêtements usagés dépend de la capacité des fabricants de textiles et de vêtements de la CAE à répondre efficacement à la demande. Leur succès, à son tour, dépend au moins en partie du soutien des gouvernements à fournir les conditions optimales aux fabricants pour combler le déficit d'approvisionnement.

Source: CEA (2017a).

En ce qui concerne les échanges intra-régionaux, la part des exportations intra-CAE est restée globalement stable autour de 20% au cours de la dernière décennie, tandis que la part des

importations intra-CAE a oscillé autour de 6%. Bien que le niveau du commerce intra-régional soit très inférieur à celui de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de la Coopération économique Asie-Pacifique et de l'UE (avec une part des exportations intra-régionales supérieure à 60%), la CAE a la plus grande part du commerce intra-régional parmi les onze principales communautés économiques régionales en Afrique³⁰ et est proche du niveau observé parmi les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) (UNCTADstat). L'intégration commerciale régionale est une pierre angulaire de la politique de la CAE et les États partenaires devraient bénéficier de l'accroissement des flux commerciaux et de l'amélioration de l'efficacité de la production dans la communauté. À cet égard, le différend commercial prolongé entre les deux principaux négociants (à savoir, le Kenya et la Tanzanie) ainsi que l'augmentation du nombre d'obstacles non tarifaires ont suscité des préoccupations quant à l'intégration commerciale régionale.³¹

Malgré la croissance rapide du commerce et la diversification des partenaires commerciaux au cours de la dernière décennie, les exportations de l'Afrique de l'Est vers le reste du monde restent dominées par les produits primaires, ce qui rend la région très vulnérable aux chocs des prix des produits de base. En fait, les recettes d'exportation de pays tels que le Burundi, l'Éthiopie, le Kenya, le Rwanda et l'Ouganda ont été sérieusement affectées par la baisse des prix du café et du thé ces dernières années, tandis que l'Érythrée, la RD Congo et la Tanzanie l'ont été par les prix de l'or et des métaux (Figure 18).

Les exportations de matières premières principalement plutôt que de marchandises acheminées placent les pays au bas de l'échelle des chaînes de valeur mondiales et ne favorisent pas une transformation structurelle accrue.

Entre-temps, les exportations de matières premières principalement plutôt que de marchandises acheminées placent les pays au bas de l'échelle des chaînes de valeur mondiales et ne favorisent pas une transformation structurelle accrue. Ceci combiné à la dépendance vis-à-vis du capital et des

²⁷ La situation était assez différente à Madagascar. L'accord a été concomitant avec un boom de l'industrie textile soutenu par des politiques d'encouragement à l'intention des zones industrielles axées sur l'exportation. Les exportations dans le cadre de l'AGOA représentaient environ un cinquième des exportations de marchandises avant la suspension de l'accord en 2010 à la suite de la crise politique. L'admissibilité de Madagascar a été rétablie en 2014 après le retour de la stabilité politique.

²⁸ Les exportations vers les États-Unis dans le cadre de l'AGOA représentaient une petite fraction des exportations du pays. En 2016, la proportion était de 4,3% à Madagascar, de 1,3% en Éthiopie, de 0,8% en Tanzanie, de 0,1% au Rwanda et de 0,01% en Ouganda (Département du commerce des États-Unis).

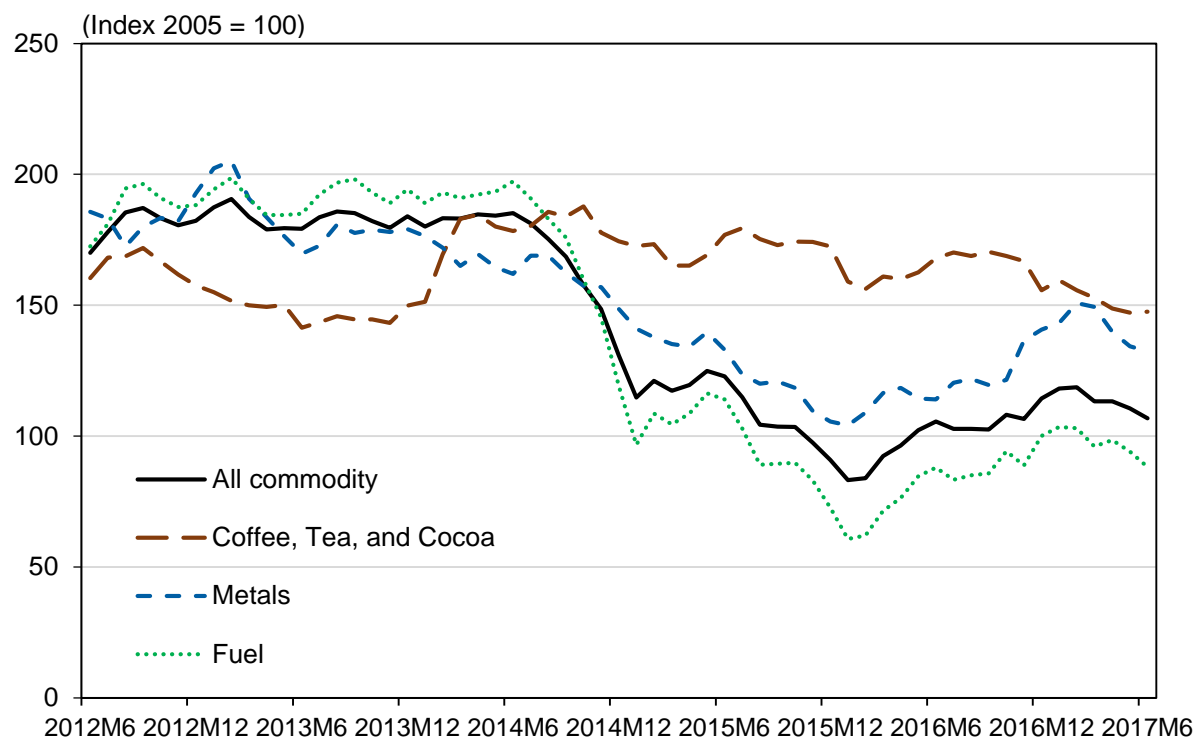
²⁹ En 2013, en prévision d'une éventuelle révision de l'AGOA, la CEA a élaboré un rapport pour mesurer l'impact potentiel sur les pays admissibles à l'AGOA si l'AGOA venait à être interrompu (CEA, 2013b). Il donne un aperçu de ce que le Rwanda, la Tanzanie et l'Ouganda pourraient perdre si leur admissibilité était révoquée. Fait intéressant, les simulations du rapport ont montré que les trois pays pouvaient s'attendre à des pertes mineures sur les exportations et les salaires réels : moins de 0,2% des exportations totales, en supposant un retour aux dispositions commerciales SPG et une diminution négligeable des salaires réels.

³⁰ Les onze principales communautés économiques régionales d'Afrique comprennent l'Union du Maghreb arabe (UMA), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), la Communauté des États sahélo-sahariens (CENSAD), la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), la États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA).

³¹ Par exemple, la Tanzanie a imposé des droits de douane sur les produits laitiers du Kenya et le Kenya a récemment interdit l'importation de gaz de pétrole liquéfié en provenance de la Tanzanie. Par ailleurs, selon le *East African Community Common Market Scorecard 2016 (Tableau de bord du marché commun de la Communauté d'Afrique de l'Est)*, le Kenya a doublé l'utilisation des barrières non tarifaires, allant de 10 en 2014 à 23 en 2016 et la Tanzanie a plus que triplé, allant de 7 à 24.

importations de biens de consommation révèle la faiblesse du secteur manufacturier dans la région. Par exemple, la Tanzanie a échangé du coton brut contre des tissus de coton et la RD Congo a exporté du pétrole brut et importé du pétrole raffiné.

Figure 18: Prix des matières premières



Remarque: La baisse récente de l'indice des prix du café, du thé et du cacao est principalement due à la production abondante de cacao en Afrique de l'Ouest. En effet, le prix du café et du thé a augmenté au premier semestre 2017.

Source: FMI (2017h.)

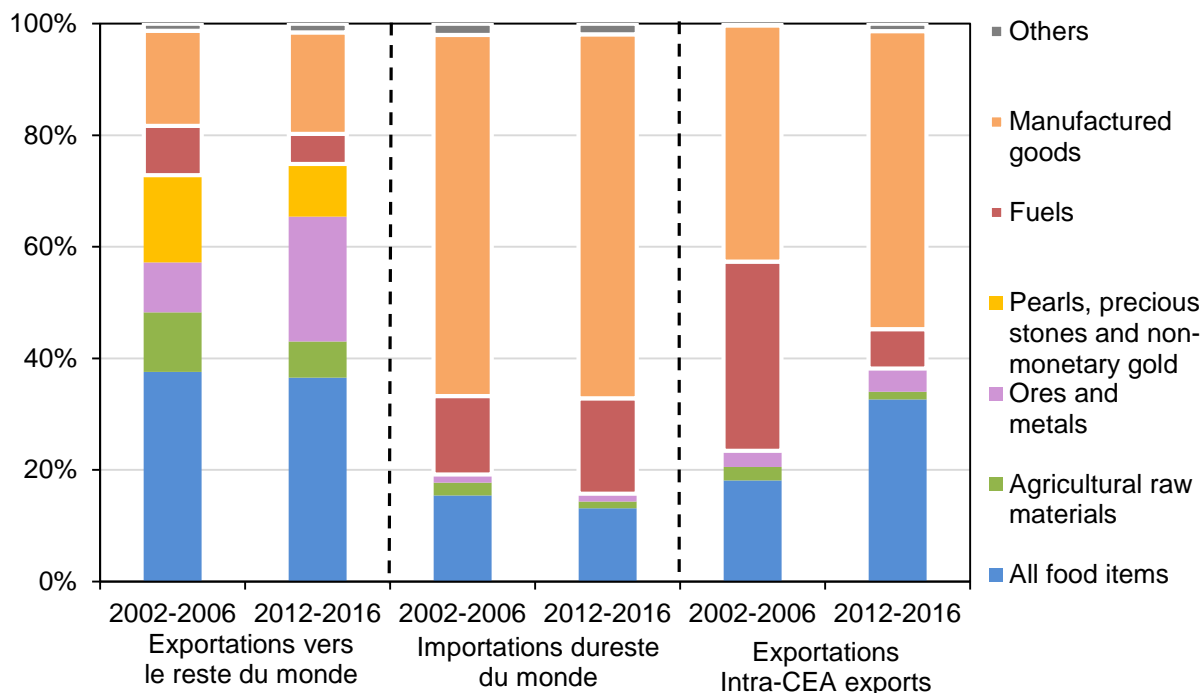
Une évolution détaillée des produits commerciaux montre que la moitié des exportations était des produits alimentaires et des matières premières agricoles entre 2002 et 2006, alors que les minerais et métaux, ainsi que les perles, les pierres précieuses et l'or non monétaire comptaient pour un quart et les carburants représentaient un autre dixième. En revanche, moins d'un cinquième des exportations étaient des produits manufacturés. La composition globale des exportations a peu changé au cours de la dernière décennie, à l'exception de la hausse notable des exportations de minerais et de métaux et du déclin de l'exportation de perles, de pierres précieuses et de l'or non monétaire. Par rapport à la concentration des exportations de produits primaires³², les pays dépendent fortement des importations de biens manufacturés (Figure 19). Entre-temps, il convient de noter que le niveau de sophistication technologique des exportations manufacturières pour la plupart des pays de la région est beaucoup plus bas que celui des principales sources d'importation (Chine, Inde et Vietnam), à l'exception de

Le commerce intrarégional des intermédiaires du secteur manufacturier offre une plus large marge de manœuvre aux chaînes de valeur régionales et les pays dont les secteurs manufacturiers sont plus avancés devraient énormément tirer parti des échanges connexes.

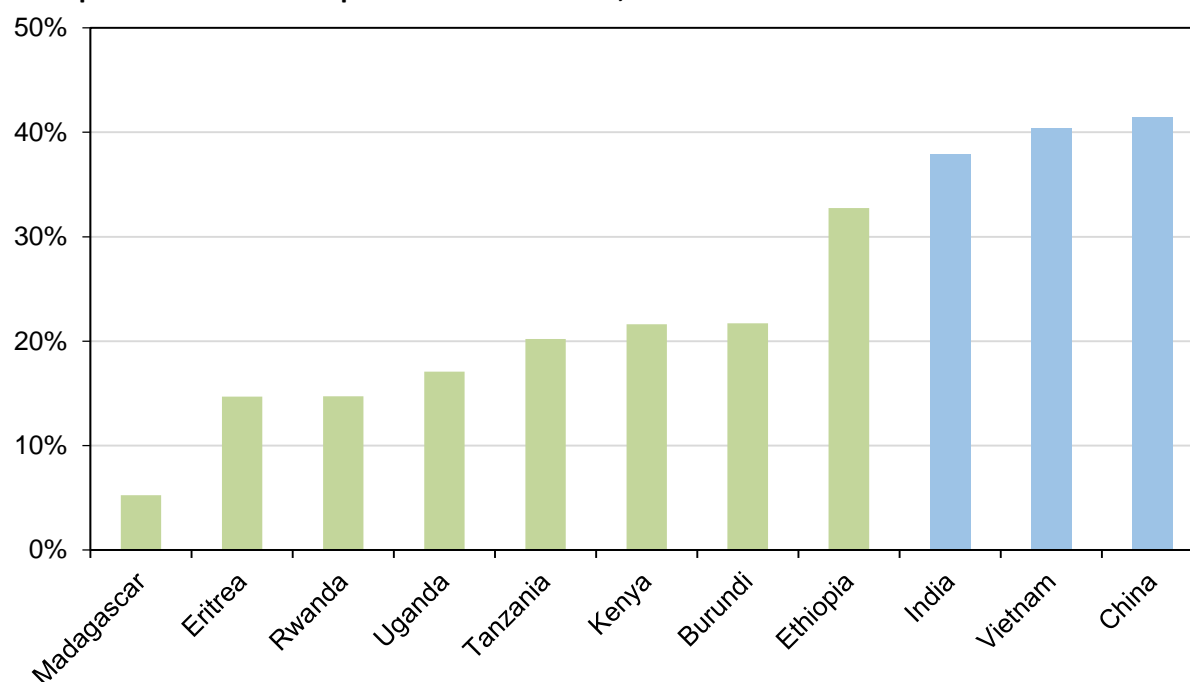
³² Pour plus de la moitié des pays de la région, les dix premiers produits représentaient 75% ou plus de leurs exportations totales (UN Comtrade).

l'Éthiopie, qui a connu un développement industriel rapide au cours des dernières années (Figure 20). Dans ce contexte, les produits manufacturés représentent une part importante des exportations intra-CAE, ce qui laisse suggérer qu'il existe une grande complémentarité entre les secteurs manufacturés de la région. Le commerce intrarégional des intermédiaires du secteur manufacturier offre une plus large marge de manœuvre aux chaînes de valeur régionales et les pays dont les secteurs manufacturiers sont plus avancés devraient énormément tirer parti des échanges connexes.

Figure 19: Composition du commerce de l'Afrique de l'Est par produits principaux



Remarque: Les chiffres n'incluent pas la Somalie.
Source: UNCTADstat.

Figure 20: Part des exportations des produits manufacturés à moyenne et haute technologie dans les exportations totales de produits manufacturés, 2015

Source: UNIDO (2017).

Une analyse plus approfondie de la composition des exportations fournit des informations sur la structure économique et le potentiel de croissance du pays. Selon Hausmann et Hidalgo et al. (2011), la quantité de connaissances intégrées dont dispose un pays se reflète dans la diversité et l'omniprésence des produits qu'il fabrique et peut être quantifiée par *l'Indice de complexité économique (ICE)*. Les pays ayant un ICE plus élevée ont des exportations plus diversifiées et plus sophistiquées, et sont plus susceptibles de bénéficier d'une croissance économique plus rapide compte tenu du même niveau de revenu. Sur une note positive, les cinq pays d'Afrique de l'Est évoqués dans leur analyse (l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, la Tanzanie et l'Ouganda) ont tous enregistré une amélioration de l'ICE au cours des dix dernières années, par rapport à des niveaux et des classements bas (le classement moyen tournait autour de 100 pays sur 124 dans le monde en 2015). Compte tenu du niveau de revenu actuel, l'ICE indique que l'Ouganda a un niveau de complexité relativement élevé et qu'il devrait être le premier pays en développement jusqu'en 2025 (CID, 2017).

Les pays ont activement pris des mesures pour accroître l'orientation des exportations des investissements étrangers et réduire la dépendance vis-à-vis des produits importés.

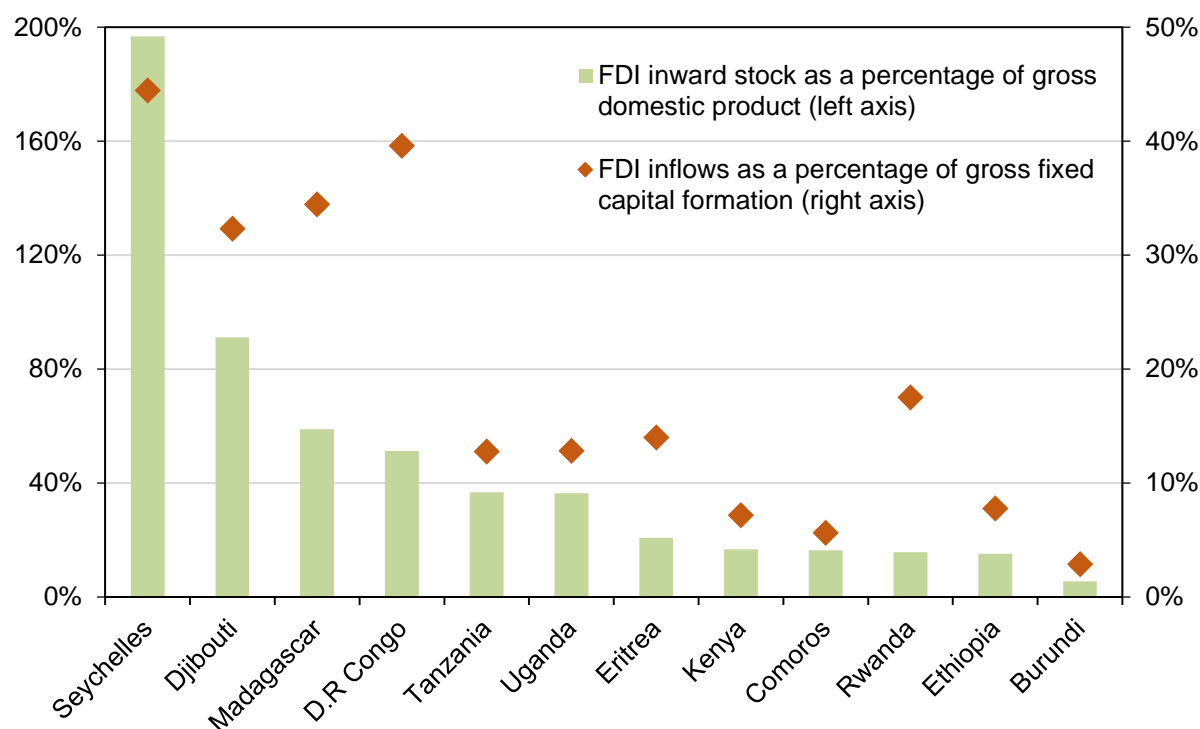
Compte tenu de la structure commerciale déséquilibrée, les pays ont activement pris des mesures pour accroître l'orientation des exportations des investissements étrangers et réduire la dépendance vis-à-vis des produits importés. Par exemple, le développement de la capacité de production locale au Rwanda porte ses fruits, comme en témoigne la baisse notable des importations de matériaux de construction depuis 2016 grâce à l'augmentation de la

production nationale de ciment (BNR, 2017). Ces mesures contribuent non seulement à réduire les déficits commerciaux et à atténuer la tension sur les taux de change, mais aussi à promouvoir le développement industriel et la transformation structurelle à long terme.

1.8. Multiplier les investissements directs étrangers

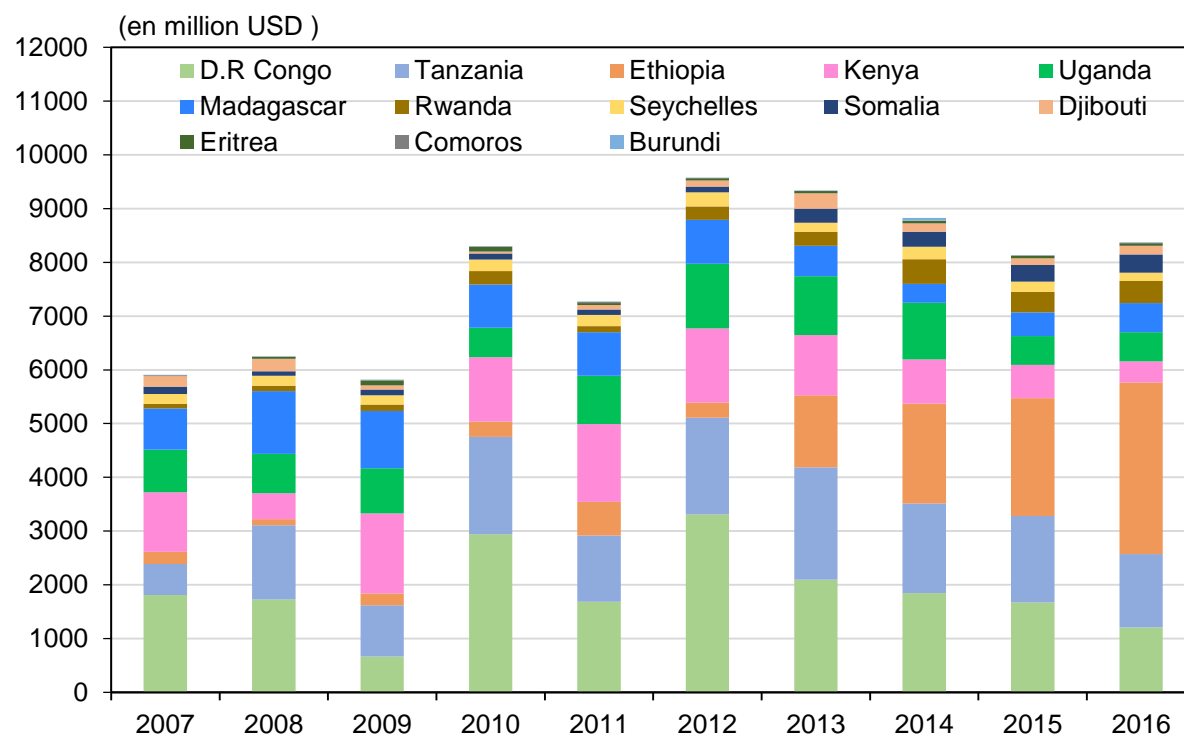
Les IDE sont devenus une source importante de financement extérieur dans un certain nombre de pays. La part du stock intérieur d'IED en pourcentage du PIB a rapidement augmenté au cours de la dernière décennie, les Seychelles et Djibouti se situant à environ 200% et 100% respectivement. Dans le même temps, les entrées d'IDE ont contribué de manière significative à la formation brute de capital fixe, en particulier pour des pays tels que les Seychelles, Djibouti, Madagascar et la RD Congo (Figure 21).

Figure 21: Investissement direct étranger, moyenne de 2012-2016



Source: UNCATD (2017b).

Au cours de la dernière décennie, les entrées d'IDE en Afrique de l'Est ont été très volatiles. Les entrées d'IDE dans la région ont stagné pendant la crise financière mondiale et ont augmenté considérablement par la suite, compte tenu de la perspective macroéconomique prometteuse. Les entrées d'IDE ont culminé en 2012 et diminué régulièrement jusqu'en 2015, en partie à cause de la baisse des prix des matières premières au cours de la même période qui a pesé sur les ressources, en cherchant des investissements. Alors que les entrées d'IDE en Afrique ont continué de baisser en 2016, ceux vers l'Afrique de l'Est ont légèrement rebondi pour atteindre environ 8,4 milliards de dollars, principalement en raison de l'augmentation importante des entrées d'IDE en Éthiopie. Les évolutions détaillées par pays montrent que les quatre grands bénéficiaires des IDE (RD Congo, Tanzanie, Kenya et Ouganda) ont enregistré un déclin visible des entrées d'IDE ces dernières années, contrairement à la forte augmentation en Éthiopie et au Rwanda (Figure 22). La croissance rapide des entrées d'IDE en Éthiopie pourrait être attribuée aux efforts du gouvernement dans l'amélioration du cadre juridique et des capacités institutionnelles (par exemple, la création de la Commission éthiopienne des investissements) ainsi que le développement des parcs industriels.

Figure 22: Entrées au titre des investissements directs étrangers en Afrique de l'Est

Source: UNCATD (2017b).

En ce qui concerne la source des entrées d'IDE, les économies avancées ont évolué vers des économies en développement similaires au changement de partenaire commercial. La part du stock intérieur d'IED en Afrique en provenance de l'UE et des États-Unis a progressivement diminué, tandis que celle de la Chine a augmenté considérablement au fil des ans. En effet, la Chine et l'Inde ont été classées comme les 4^e et 7^e pays qui investissent le plus en Afrique en 2015 (UNCTAD, 2017b).

En Afrique de l'Est, le boom des entrées d'IDE en provenance de la Chine a été remarquable. Les investissements chinois se concentraient auparavant sur des pays riches en ressources tels que l'Algérie, le Nigeria et l'Afrique du Sud, et les sorties d'IDE vers l'Afrique de l'Est ont commencé à augmenter rapidement après la crise financière mondiale. Selon le Ministère du Commerce de la République populaire de Chine, les sorties d'IDE de la Chine vers l'Afrique de l'Est ont plus que doublé, passant de moins de 100 millions de dollars en 2007 à environ 1,2 milliard de dollars en 2015, représentant plus de 40% des sorties d'IDE chinois en Afrique en 2015 comparé à près de 6% en 2007. En ce qui concerne les principaux bénéficiaires, la RD Congo et le Kenya ont été les destinations d'environ la moitié des sorties d'IDE de la Chine vers l'Afrique de l'Est entre 2007 et 2015, alors que la Tanzanie et l'Éthiopie représentaient 30%. Pour l'ensemble de la région, la Chine a été à l'origine d'environ 16% des flux des entrées d'IDE en Afrique de l'Est en 2015.

Les sorties d'IDE de la Chine vers l'Afrique de l'Est ont plus que doublé, passant de moins de 100 millions de dollars en 2007 à environ 1,2 milliard de dollars en 2015, représentant plus de 40% des sorties d'IDE chinois en Afrique en 2015.

Sur une note positive, les IDE chinois en Afrique sont plutôt diversifiés, avec des investissements croissants dans le secteur manufacturier.³³ Attirer les investissements étrangers dans le secteur manufacturier pourrait aider à introduire de nouvelles technologies, promouvoir les transferts de connaissances et de compétences, ainsi qu'améliorer la capacité de production, accélérant ainsi la transformation structurelle et stimulant la productivité.³⁴ À cet égard, les pays de la région ont activement lancé différentes stratégies. Comme indiqué dans l'encadré 2, l'Éthiopie s'est engagée à attirer des IDE dans le cadre de la mise en œuvre de sa vision du développement industriel. Des zones économiques spéciales ont également été établies dans divers pays dans le but d'attirer des IDE et de promouvoir les exportations. Ces initiatives offrent généralement des incitations généreuses telles

Les IDE ne sont pas qu'un simple transfert de capital et de technologie, mais également la manière dont les coûts et les avantages pourraient mieux s'aligner et compléter les stratégies de développement plus générales.

que l'exonération fiscale, les exemptions de droits d'importation et les baux fonciers favorables pour encourager les investissements étrangers. Afin de s'assurer que les subventions gouvernementales seraient payantes plutôt que de saper les recettes fiscales ou de se retrouver dans une course vers le bas régionale dans un contexte de concurrence accrue pour les IDE, les coûts et les bénéfices devraient être équilibrés. À cette fin, les gouvernements pourraient accorder des subventions assorties de conditions claires et de clauses de temporisation afin de réduire le risque de mauvaise sélection des bénéficiaires et de promotion des

entreprises tributaires de l'aide à faible productivité. En outre, un suivi régulier des politiques et une évaluation des résultats sont essentiels pour améliorer la conception et la mise en œuvre des politiques à la lumière des objectifs de développement. Du point de vue de la politique nationale, les IDE ne sont pas qu'un simple transfert de capital et de technologie, mais également la manière dont les coûts et les avantages pourraient mieux s'aligner et compléter les stratégies de développement plus générales.

³³ Selon un rapport récent de McKinsey & Company, les entreprises chinoises opèrent dans de nombreux secteurs de l'économie africaine, dont environ un tiers dans le secteur manufacturier, un quart dans les services et environ un cinquième dans le commerce, la construction et l'immobilier. En revanche, les statistiques du Bureau d'analyse économique des États-Unis montrent que les investissements étrangers en provenance des États-Unis ont été fortement orientés vers le secteur minier. En 2014, environ 80% de la valeur ajoutée et 90% des bénéfices des filiales en Afrique provenaient du secteur minier.

³⁴ Cela dit, l'impact des IDE sur le développement économique doit être considéré dans le cadre des structures économiques nationales existantes. Par exemple, la production de nouvelles filiales à l'étranger peut constituer un avantage, mais il y aurait des coûts de contrepartie si cela déplace les entreprises locales existantes (UNCTAD, 2005).

2. Développements sociaux

2.1. Aperçu du développement humain

L'indice de développement humain (IDH), qui intègre trois dimensions fondamentales du développement humain (santé, éducation et niveau de vie), donne un aperçu de la performance régionale sur une période prolongée. Bien que la région de l'Afrique de l'Est soit demeurée à un faible niveau de développement humain en 2015, tous les pays de la région étant classés dans le quintile inférieur (à l'exception des Seychelles), des progrès impressionnants ont été accomplis au cours de la dernière décennie. En moyenne, les gens de la région vivent plus longtemps, reçoivent une meilleure éducation et jouissent d'une meilleure qualité de vie. Plus précisément, le Burundi a enregistré la plus forte augmentation de la valeur de l'IDH au cours de la dernière décennie, mais était très faible au départ. Au cours de la même période, la croissance de l'IDH en Éthiopie et au Rwanda a également été remarquable, à plus de 20%, principalement grâce à la croissance économique rapide et à l'amélioration significative de l'éducation (Tableau 11).

Tableau 11: Indice de développement humain et ses composantes

Classement de l'IDH (2015)	Pays	Valeur de l'IDH		Espérance de vie à la naissance (années)		Scolarisation moyenne (années)		Années de scolarisation escomptées (années)		Revenu national brut par habitant (2011 PPP\$)	
		2005	2015	2005	2015	2005	2015	2005	2015	2005	2015
63	Seychelles	0,728	0,782	72,3	73,3	7,7	9,4	13,1	14,1	16 568	23 886
146	Kenya	0,483	0,555	53,6	62,2	5,8	6,3	9,7	11,1	2 267	2 881
151	Tanzanie	0,446	0,531	55,6	65,5	4,8	5,8	7,6	8,9	1 798	2 467
158	Madagascar	0,478	0,512	61,2	65,5	5,6	6,1	9,0	10,3	1 372	1 320
159	Rwanda	0,404	0,498	54,9	64,7	2,8	3,8	9,3	10,8	1 008	1 617
160	Comores	0,451	0,498	60,1	63,6	3,1	4,8	9,9	11,1	1 368	1 335
163	Ouganda	0,434	0,493	51,8	59,2	4,4	5,7	10,6	10,0	1 211	1 670
172	Djibouti	0,405	0,473	58,0	62,3	3,7	4,1	4,3	6,3	2 169	3 216
174	Éthiopie	0,346	0,448	56,3	64,6	1,9	2,6	6,6	8,4	734	1 523
176	R.D. Congo	0,364	0,435	53,7	59,1	4,3	6,1	7,5	9,8	577	680
179	Érythrée	0,405	0,420	58,6	64,2	3,7	3,9	5,3	5,0	1 528	1 490
181	Sud Soudan		0,418	51,2	56,1		4,8		4,9		1 882
184	Burundi	0,290	0,404	52,7	57,1	2,3	3,0	5,9	10,6	381	691

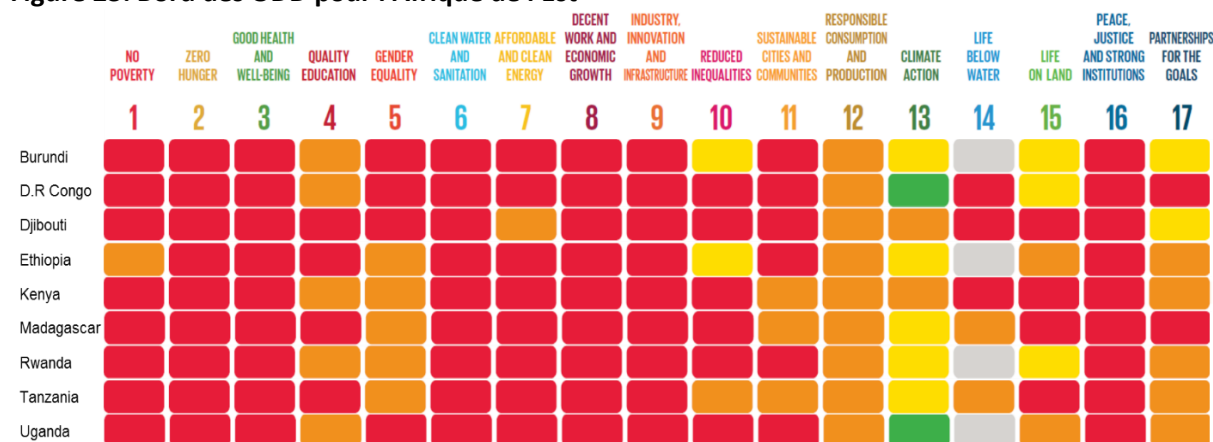
Source: PNUD (2016).

Pour une évaluation plus complète des progrès du développement, le bord des ODD met en évidence les progrès accomplis dans la réalisation des 17 ODD, aidant ainsi les pays à identifier les priorités pour une action rapide. S'appuyant sur les succès des Objectifs du Millénaire pour le Développement, les 17 ODD ont été adoptés par tous les États membres des Nations Unies en 2015, qui constitue un programme universel de développement durable alliant développement économique, inclusion sociale et durabilité environnementale. Figure 23 résume la performance de la région. Malgré les progrès considérables réalisés dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement, la région doit encore faire face à des défis quasi généraux pour atteindre les ODD. Plus précisément, la plupart des pays rencontrent des défis majeurs pour mettre fin à l'extrême pauvreté (ODD 1) et la faim (ODD 2), œuvrer pour la santé (ODD 3), l'accès aux infrastructures de base (ODD 6-9), la paix,

Malgré les progrès considérables réalisés en termes de développement humain au cours de la dernière décennie, la région doit encore faire face à des défis quasi généraux pour atteindre les ODD.

la sécurité et les institutions (ODD 16), tout en améliorant la consommation et la production durables (ODD 12), le changement climatique (ODD 13) et l'écosystème terrestre (ODD 15).

Figure 23: Bord des ODD pour l'Afrique de l'Est



Remarque: Le vert indique la réalisation de l'ODD, le rouge met en exergue les principaux défis, tandis que le jaune et l'orange indiquent que des défis importants subsistent.

Source: Bertelsmann Stiftung et Sustainable Development Solutions Network (2017).

En plus de l'image globale que présente le bord de l'IDH et des ODD, les sections suivantes expliquent plus en détail trois développements sociaux récents (sécheresse et insécurité alimentaire, crise des réfugiés et épidémies de maladies transmissibles).

2.2. Sécheresse et insécurité alimentaire

La région a été confrontée à de graves problèmes d'insécurité alimentaire, exacerbés par les épisodes successifs de sécheresse de 2016 et 2017 qui ont entraîné d'importants échecs de la saison de culture et des pertes en bétail.³⁵ Depuis mai 2017, le nombre de personnes en phase 3 (crise), 4 (urgence) et 5 (famine) du système intégré de classification par phases (IPC) a considérablement augmenté pour atteindre plus de 31 millions (Figure 24).³⁶ En proportion de la population, les ratios étaient les plus élevés au Soudan du Sud³⁷ et en Somalie, avec environ 46% et

La région a été confrontée à de graves problèmes d'insécurité alimentaire, avec plus de 31 million de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire

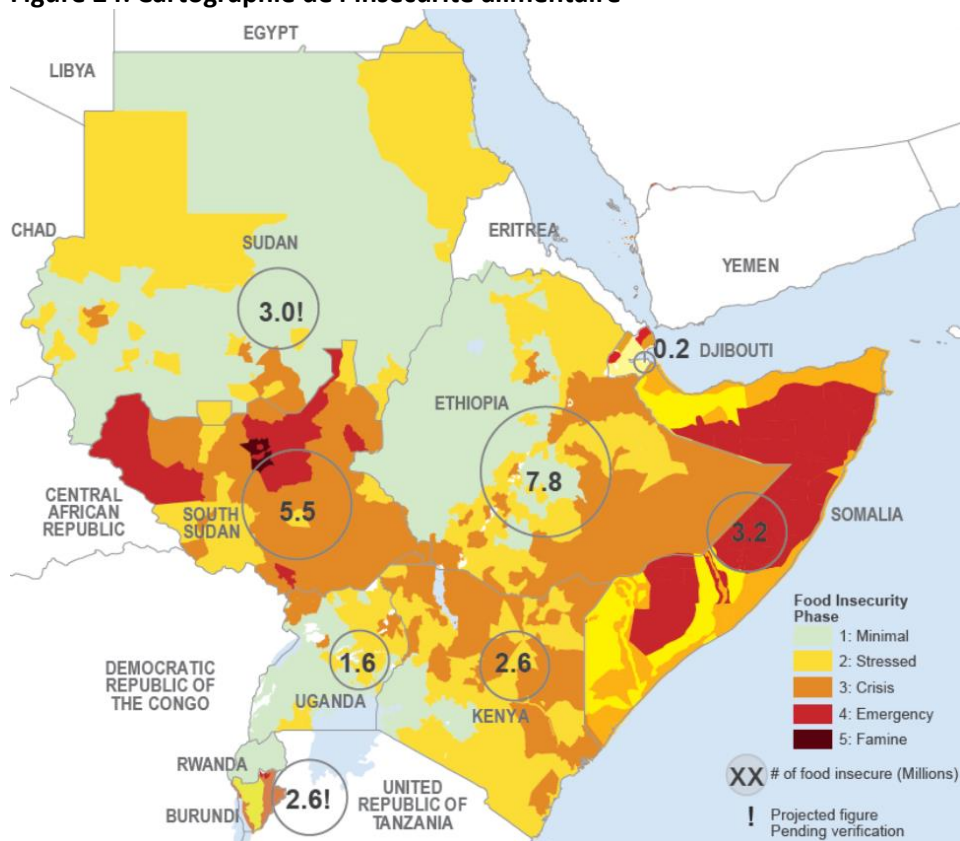
³⁵ L'autosuffisance alimentaire est un objectif clé de l'Afrique. Le Président de la BAD a indiqué que la facture annuelle des importations alimentaires de l'Afrique devrait atteindre 110 milliards de dollars d'ici à 2025, affaiblissant ainsi les économies africaines et décimant ses emplois agricoles et exportateurs du continent (BAD, 2017). Dans le même temps, l'agriculture de subsistance et les cultures de rente couplées à l'élevage des animaux caractérisent la plupart des activités agricoles rurales en Afrique de l'Est et les performances agricoles sont extrêmement vulnérables aux chocs climatiques.

³⁶ Alors que la situation de l'insécurité alimentaire en RD Congo n'est pas présentée sur cette carte, environ 11% de la population rurale totale (7,7 millions) sont classés dans les Phases 3 et 4 du système intégré de classification par phases (IPC) en juin 2017, principalement en raison des conflits intercommunaux (IPC, 2017a). Plusieurs districts de Madagascar sont classés dans la phase de malnutrition « grave » du système intégré de classification par phases (IPC) pour la période allant de mars à mai 2017 (IPC, 2017b).

³⁷ L'insécurité alimentaire au Soudan du Sud a été principalement causée par les conflits et l'insécurité. En février 2017, une famine affectant 90 000 personnes dans les comtés de Leer et Mayendit a été déclarée. Cependant, la famine n'est plus monnaie courante dans les comtés de Leer et Mayendit depuis l'aide humanitaire

23% respectivement. La Somalie, l'Éthiopie et le Kenya, qui représentent environ la moitié de la population souffrant d'insécurité alimentaire, risquent de connaître une autre saison de précipitations inférieures à la moyenne. En particulier, certaines régions de la Somalie font face à un risque élevé de famine.

Figure 24: Cartographie de l'insécurité alimentaire



Source: UNOCHA (2017a).

L'insécurité alimentaire ne représente pas seulement une menace pour la vie ; elle a aussi des conséquences à long terme sur la santé physique et les fonctions cognitives, en particulier chez les enfants. Ces inconvénients du capital humain pourraient entraîner de mauvaises perspectives sur le marché du travail, notamment des salaires plus bas et une pauvreté plus élevée. La prévalence de la sous-alimentation en Afrique de l'Est a atteint environ 34% en 2016, contre 20% en moyenne pour l'Afrique (FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS 2017).³⁸ Dans certaines parties du nord du Kenya, du Soudan du Sud et de la Somalie, le niveau de malnutrition aiguë est inquiétant et dépasse les seuils d'urgence.

multisectorielle immédiate et soutenue fournie à la population touchée en mars 2017. Pourtant, 1,7 million de personnes au Soudan du Sud font encore face à des niveaux de famine qui appellent à l'urgence (IPC, 2017c).

³⁸ En fait, de multiples formes de malnutrition coexistent, les pays connaissant simultanément des taux élevés de dénutrition infantile et d'obésité chez les adultes. Il convient de noter que la couverture de l'Afrique de l'Est est un peu différente ici. Les pays couverts sont le Burundi, les Comores, la Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, Madagascar, le Malawi, les îles Maurice, le Mozambique, le Rwanda, les Seychelles, la Somalie, le Soudan du Sud, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe.

Outre les besoins humanitaires induits, l'impact de la sécheresse aggrave les difficultés à maintenir une croissance économique robuste et des niveaux de prix stables.

la pêche à 1,4% au deuxième trimestre 2017 contre 7,1% au même trimestre en 2016, ainsi qu'une flambée des prix alimentaires (KNBS, 2017b). En outre, la sécheresse pourrait réduire la production d'énergie hydroélectrique, exacerber les problèmes de santé et ralentir les efforts d'éradication de la pauvreté.

Outre les besoins humanitaires induits, l'impact de la sécheresse aggrave les difficultés à maintenir une croissance économique robuste et des niveaux de prix stables³⁹. Par exemple, la production de la plupart des cultures vivrières a enregistré une baisse notable au Kenya, entraînant un net ralentissement de la croissance dans l'agriculture, la sylviculture et

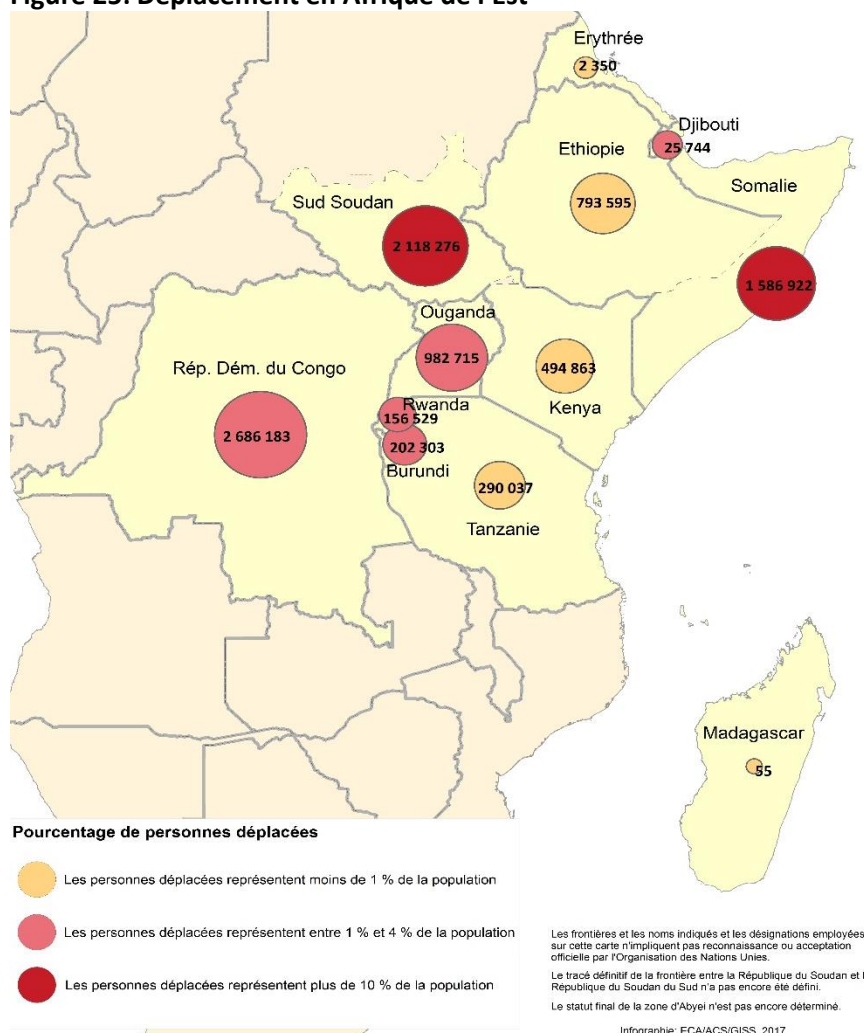
³⁹ Par exemple, les disponibilités de maïs sont généralement inférieures à la moyenne, ce qui se traduit par des prix supérieurs à la moyenne dans la plupart des pays d'Afrique de l'Est (FEWS NET, 2017b).

2.3. Intensification de la crise des réfugiés

L'Afrique de l'Est est l'une des régions du monde qui accueille actuellement le plus grand nombre de réfugiés, de demandeurs d'asile et de personnes déplacées dans leur pays. La crise humanitaire dans la région a été largement provoquée par les conflits, le climat et les catastrophes naturelles (par exemple, la sécheresse) et les chocs économiques. À la fin de l'année 2016, l'on comptait environ 9,3 millions de personnes déplacées dans la région, dont 3,5 millions de réfugiés et de demandeurs d'asile et 5,8 millions de personnes déplacées dans leur pays (HCR, 2017). L'Ouganda et l'Éthiopie accueillent le plus grand nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile, représentant environ la moitié du nombre total régional, tandis que la République démocratique du Congo, le Soudan du Sud et la Somalie comptaient la plupart des déplacés internes (environ 98%). En pourcentage de la population, le pourcentage de personnes déplacées au Soudan du Sud et en Somalie était le plus élevé, soit plus de 10% (Figure 25).

À la fin de l'année 2016, l'on comptait environ 9,3 millions de personnes déplacées dans la région.

Figure 25: Déplacement en Afrique de l'Est



Remarque: Les personnes déplacées comprennent les réfugiés, les demandeurs d'asile et les personnes déplacées dans leur pays.

Sources: UNDESA (2017b) et HCR (2017).

La crise des réfugiés au Soudan du Sud est la plus rapide en Afrique, avec plus de 1,8 million de personnes ayant fui vers l'Ouganda, la RD Congo, l'Éthiopie, le Soudan et le Kenya. Depuis le début du conflit en 2013⁴⁰, plus de deux millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays. Le gouvernement n'a pas ménagé ses efforts pour favoriser la réconciliation grâce à un dialogue national continu.⁴¹ Cependant, ni le cessez-le-feu qui a été unilatéralement déclaré par le gouvernement ni l'accord de paix de 2015 n'ont été largement respectés et mis en œuvre (UNSC, 2017a). Le conflit est alimenté par une situation humanitaire catastrophique liée à des sécheresses récurrentes et à une grave crise économique. Dans le même temps, la situation devient difficile en Ouganda, qui accueille la plus forte proportion de réfugiés sud-soudanais. Au cours de l'année écoulée, 1 800 réfugiés se dirigeaient vers l'Ouganda tous les jours, compte tenu de sa politique progressiste d'ouverture aux réfugiés.⁴² Dans les régions du nord limitrophes du Soudan du Sud, les pressions exercées sur les ressources naturelles, les terres et les services sociaux se sont intensifiées dans un contexte d'insécurité croissante (IRIN News, 2017).

La Somalie progresse vers une stabilité politique et une reprise économique après plus de 25 ans de guerre civile⁴³. Le nouveau plan de développement national adopté en décembre 2016 met l'accent sur le relèvement, la démocratie et la prospérité. Cependant, la situation sécuritaire et humanitaire reste fragile en raison des attaques récurrentes du groupe Al-Shabaab, des affrontements entre clans et de la grave sécheresse qui a frappé le pays début 2017 (CSNU, 2017b). En conséquence, plus de 10% de la population est toujours déplacée à l'intérieur du pays. Les problèmes liés à l'insécurité et à la sécheresse ont également ralenti le programme de retour volontaire des réfugiés somaliens du Kenya.⁴⁴

En ce qui concerne la RD Congo, qui compte le plus grand nombre de personnes déplacées dans la région, la crise multiforme est liée à plus de deux décennies de chocs successifs. Le pays est confronté aux conséquences des conflits armés et des violences intercommunautaires principalement dans les régions du Nord et du Sud Kivu et, plus récemment, dans le Kasai central, ainsi qu'à des épidémies, la malnutrition et l'insécurité alimentaire. Le contexte humanitaire est aggravé par les tensions préélectorales et le ralentissement économique, tandis que l'accès à certaines zones vulnérables s'est révélé très difficile en termes de sécurité et d'infrastructure (UNOCHA, 2017b). Outre les 2,2 millions de personnes déplacées internes, le pays accueille également plus de 450 000 réfugiés, principalement originaires de la République centrafricaine, du Soudan du Sud et du Burundi.

⁴⁰ La crise a éclaté en décembre 2013, après des querelles politiques entre le président Salva Kiir et le Premier Vice-Président de l'époque, Riek Machar. Les troubles politiques ont conduit à des conflits ethniques et à des affrontements entre groupes armés. Les locaux de l'ONU au Soudan du Sud ont été ouverts pour protéger les civils en fuite et protègent maintenant plus de 200 000 déplacés internes dans le cadre de la protection des sites civils par la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS).

⁴¹ L'Autorité intergouvernementale pour le développement tente d'organiser des négociations de paix tandis que le Président ougandais Museveni facilite également les pourparlers de paix. Pendant ce temps, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de créer une force de protection régionale forte de 4 000 hommes chargée de sécuriser la capitale, les routes principales et les locaux de la MINUSS.

⁴² Les réfugiés en Ouganda reçoivent un lopin de terre dans la communauté d'accueil locale, du matériel de construction et des outils pour travailler. Ils ont accès aux mêmes services que les ressortissants ougandais, ont le droit de travailler et de circuler librement. Cette approche est censée réduire la dépendance vis-à-vis de l'aide et favoriser la cohésion sociale avec les communautés locales (UNHCR, 2015).

⁴³ Des élections parlementaires ont eu lieu en 2016 sous un système unique de partage du pouvoir entre les clans. Le nouveau Président Farmajo a été élu en 2017 et un gouvernement inclusif a été formé.

⁴⁴ En 2013, un accord tripartite a été signé entre le HCR et les gouvernements kényan et somalien pour lancer un processus de rapatriement volontaire. Jusqu'à présent, 73 400 réfugiés sont rentrés en Somalie depuis le début du processus.

L'intensification de la crise des réfugiés affecte sérieusement le bien-être des populations de la région et met à rude épreuve les ressources des pays hôtes et le développement économique.

L'intensification de la crise des réfugiés affecte sérieusement le bien-être des populations de la région et met à rude épreuve les ressources des pays hôtes et le développement économique. Fait inquiétant, les besoins humanitaires induits continuent à être sous-financés, le plus grand déficit de financement en Éthiopie, en Somalie, au Soudan du Sud et en République démocratique du Congo s'élevant à plus de 2,8 milliards de dollars en 2017 (FTS, 2017).

2.4. Épidémies de maladies transmissibles : Un signe inquiétant du système de soins de santé amélioré

Grâce à l'amélioration des services de santé de base, les habitants de la région vivent en moyenne plus longtemps et en meilleure santé. Les statistiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS, 2017) montrent que l'espérance de vie et l'espérance de vie en bonne santé à la naissance ont considérablement augmenté.⁴⁵ En particulier, l'Érythrée, le Rwanda et l'Ouganda ont enregistré la plus forte augmentation, les deux chiffres ayant augmenté au fil des ans entre 2000 et 2015.⁴⁶ De plus, le

Les récentes épidémies de maladies transmissibles envoient un signal d'alarme au système de santé.

taux d'incidence et le taux de mortalité des maladies transmissibles ont considérablement diminué. Par exemple, le taux d'incidence du paludisme a baissé de 21% en Afrique entre 2010 et 2015, tandis que le taux de mortalité du paludisme a diminué de 31% (OMS, 2016).⁴⁷ Malgré cette amélioration remarquable, les récentes épidémies de maladies transmissibles dans la région envoient un signal d'alarme au système de santé.

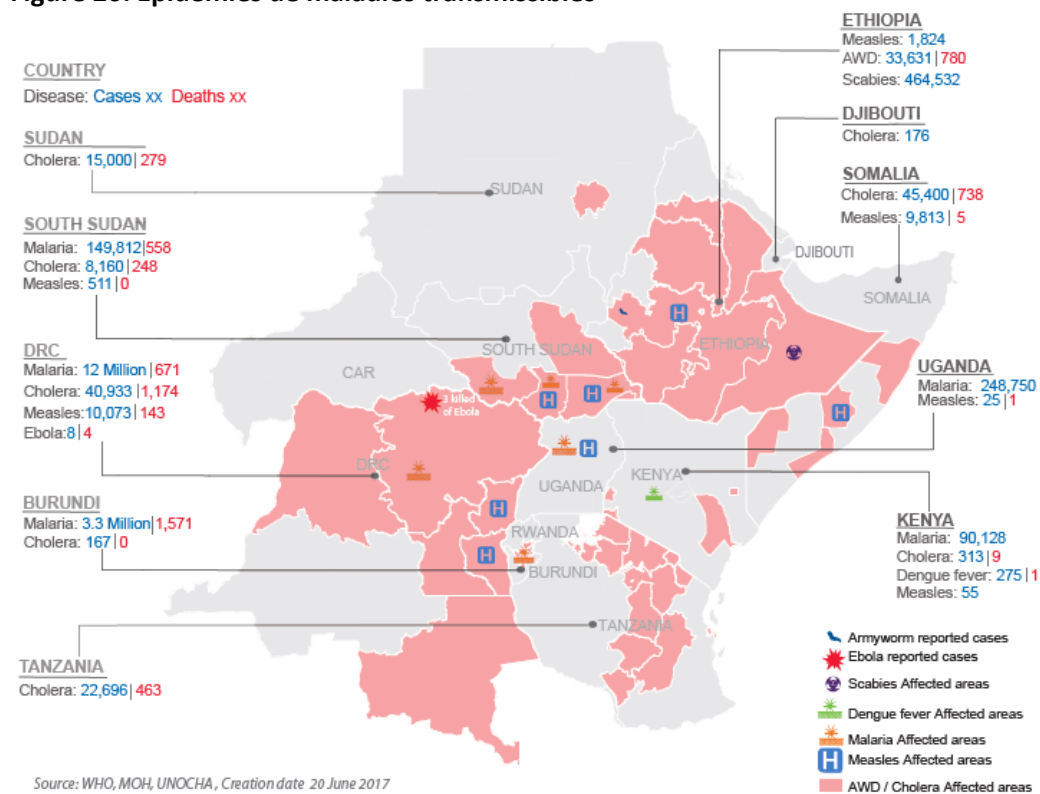
Le Burundi fait face à une épidémie de paludisme depuis 2015, avec environ 17 millions de cas et plus de 7 800 décès signalés. En mars 2017, une épidémie de paludisme a été déclarée. Pendant ce temps, des flambées de choléra ont eu lieu en République démocratique du Congo, en Éthiopie, au Soudan du Sud, au Kenya et en Somalie. Les pénuries d'eau ont encore exacerbé les flambées de choléra en cours en Éthiopie et en Somalie. De plus, plusieurs cas d'Ébola ont été confirmés en République Démocratique du Congo en juin 2017 (Figure 26). Les récentes flambées de maladies transmissibles, combinées au nombre croissant de populations déplacées vulnérables, pourraient avoir des répercussions importantes sur la santé publique dans la région.

⁴⁵ Néanmoins, le fardeau de la maladie a également augmenté, comme en témoigne l'écart grandissant entre l'espérance de vie et l'espérance de vie en bonne santé.

⁴⁶ Étant donné qu'une proportion plus élevée de naissances a été livrée par un prestataire qualifié dans un établissement de santé, la mortalité maternelle a fortement diminué pendant la même période, notamment au Rwanda, en Éthiopie et en Tanzanie, où le ratio était inférieur à 50% (OMS, 2017).

⁴⁷ Pourtant, l'incidence du paludisme et les taux de mortalité au Burundi, au Congo et à Madagascar ont en fait augmenté au cours de la même période, tout comme les taux d'incidence du paludisme au Kenya et au Rwanda.

Figure 26: Épidémies de maladies transmissibles



Source: UNOCHA (2017a).

3. Conclusions

Ce rapport a donné un aperçu des principales évolutions macroéconomiques et sociales en Afrique de l'Est au cours de la période 2016-2017. Dans le but d'ouvrir la voie à des discussions politiques plus approfondies, il a également passé en revue les principaux changements structurels intervenus au cours des 10 à 15 dernières années. Les pays sont comparés à la performance régionale, en soulignant leurs principales réalisations, les défis et les opportunités pour la croissance et le développement futurs. Des exemples d'initiatives réussies dans différents pays ont été donnés afin de promouvoir l'apprentissage par les pairs.

Notre analyse a révélé que la performance économique de l'Afrique de l'Est au cours des deux dernières années s'est affaiblie, principalement en raison de la sécheresse, de la baisse des prix des matières premières et, dans certains cas, de l'instabilité politique et/ou civile. Cependant, par rapport au reste de l'Afrique, la région continue de croître à un bon rythme, principalement en raison de la forte croissance du secteur de la construction et de certaines parties du secteur des services (en particulier les transports et la finance).

Néanmoins, plusieurs problèmes structurels doivent être résolus afin de libérer tout le potentiel de croissance de la région. Premièrement, un secteur manufacturier faible a rendu l'économie régionale moins résiliente. Dans le même temps, une dépendance vis-à-vis de l'expansion du secteur des services pourrait ne pas générer suffisamment d'opportunités d'emploi pour soutenir une croissance inclusive, dans un contexte de croissance démographique et d'urbanisation rapides.

Pour atteindre les objectifs de développement national et atteindre un taux de croissance économique durable sans engendrer de pénurie constante de devises et de problèmes de balance des paiements, l'expansion du secteur manufacturier est cruciale. Le secteur facilite une croissance plus rapide de la productivité, renforce les liens en amont et en aval entre les secteurs et aide à équilibrer les déficits de biens échangeables qui caractérisent les économies régionales. Notre argument n'est cependant pas catégorique et ce rapport souligne qu'il existe des sous-secteurs du secteur des services qui présentent un grand potentiel de création de valeur ajoutée et/ou de création d'emplois (par exemple, le tourisme). En fait, certains pays de la région ont adopté des stratégies explicites de « secteur de services » (par exemple Djibouti dans le commerce et le Rwanda en tant que plaque tournante du secteur des services) avec un succès important. De même, il serait erroné de négliger le rôle que joue le secteur primaire dans la création de revenus plus élevés et la baisse du chômage, par exemple en exploitant mieux et durablement les actifs de l'« économie bleue » de la région. Tous les pays de la région ne devraient donc pas essayer de se spécialiser dans l'industrie manufacturière – nous pensons plutôt qu'il existe un niveau minimal d'industrialisation manufacturière en dessous duquel aucun pays ne devrait se situer.

Tous les pays de la région ne devraient donc pas essayer de se spécialiser dans l'industrie manufacturière – nous pensons plutôt qu'il existe un niveau minimal d'industrialisation manufacturière en dessous duquel aucun pays ne devrait se situer.

Deuxièmement, nous convenons à l'unanimité que le secteur privé de la région est relativement faible. Les raisons en sont complexes, mais dans ce rapport, nous avons identifié une contrainte majeure : le manque d'accès des entreprises au crédit en raison du faible rendement du secteur bancaire en termes de fourniture de financements abordables à long terme aux entreprises. Troisièmement, l'augmentation des déficits budgétaires et les déficits structurels du compte courant ont freiné la croissance et accru la vulnérabilité économique. Quatrièmement, la région demeure peu performante en termes d'exportations. En effet, les exportations sont extrêmement concentrées sur les produits

de base, laissant la région dans les échelons inférieurs des chaînes de valeur mondiales et très vulnérable aux chocs des prix des matières premières. Cela nous rappelle une fois de plus la nécessité de stimuler la performance du secteur manufacturier.

Face à ces défis, le présent rapport recommande aux États membres de (i) mieux exploiter les entrées d'IDE dans le secteur manufacturier pour favoriser une modernisation plus rapide des capacités technologiques; (ii) mettre activement en œuvre des réformes visant à créer un environnement économique prospère, en particulier une meilleure efficacité et accessibilité du secteur financier ; (iii) continuer à investir massivement dans les infrastructures, mais de manière financièrement viable, (iv) réviser les accords commerciaux et développer les chaînes de valeur locales et régionales en améliorant la capacité de production locale, et (v) tirer parti de richesses naturelles jusque-là non exploitées ou sous-exploitées, notamment l'économie bleue qui englobe tout un ensemble de ressources liées à l'eau et d'activités productives.

Références

Abebe, Girum, Magaret McMillan, Michael Serafinelli (2017). *Foreign Direct Investment and Knowledge Diffusion in Poor Locations: Evidence from Ethiopia*. Working paper.

African Development Bank (AfDB) (2017). *Remarks delivered by Akinwumi A. Adesina, President of the African Development Bank at the Centre for Global Development, Washington DC, April 19, 2017*. Available from: <https://www.afdb.org/en/news-and-events/remarks-delivered-by-akinwumi-a-adesina-president-of-the-african-development-bank-at-the-centre-for-global-development-washington-dc-april-19-2017-16933/>

_____ (2016). *The Impact of the Real Exchange Rate Changes on Export Performance in Tanzania and Ethiopia*. Available from: https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Working_Paper_240_-_The_Impact_of_the_Real_Exchange_Rate_Changes_on_Export_Performance_in_Tanzania_and_Ethiopia.pdf

Altenburg, T., & Lütkenhorst, W. (2015). *Industrial Policy in Developing Countries: Failing Markets, Weak States*. Edward Elgar Publishing. Cheltenham, UK.

Bank of Tanzania. *Quarterly Economic Bulletin*. Available from: <http://www.bot.go.tz/Publications/PublicationsAndStatistics.asp#RegularPublications>

Bank of the Republic of Burundi. *Annual Report*. Available from: <https://www.brb.bi/fr/content/rapport-annuel>

Benjamin Mkapa (2016). *The EPA with Europe is bad news for the entire region, even Kenya*. The East African. Available from: <https://www.tralac.org/news/article/10200-the-epa-with-europe-is-bad-news-for-the-entire-region-even-kenya.html>

Bertelsmann Stiftung and Sustainable Development Solutions Network (2017). *SDG Index and Dashboards Report 2017*. Available from: <http://www.sdgindex.org/>

Business Daily (2017). *Agency tips Kenya as top hospitality investment spot*. Available from: <http://www.businessdailyafrica.com/markets/news/Agency-tips-Kenya-as-top-hospitality-investment-spot/3815534-4086762-hjb1b7/index.html>

Central Bank of Djibouti. *Annual Report*. Available from: <http://www.banque-centrale.dj/rubriques/27>

Central Bank of Kenya (CBK) (2017). *Monthly Economic Indicators, May 2017*. Available from: https://www.centralbank.go.ke/uploads/monthly_economic_indicators/1130783645_MEI%20May%202017.pdf

Central Bank of Madagascar. *Annual Report*. Available from: http://www.banque-centrale.mg/index.php?id=m6_4

Central Bank of Seychelles. *Annual Report*. Available from: <http://www.cbs.sc/Publications/annualreport.jsp>

Central Bank of the Comoros. *Annual Report*. Available from:
<http://www.banque-comores.km/index.php?page=le-rapport-annuel>

Central Bank of the D.R Congo. *Annual Report*. Available from:
http://www.bcc.cd/index.php?option=com_content&view=article&id=159:rapport-annuel-&catid=56:rapport-annuel&Itemid=87

CUTS International (2011). *EAC-EU Trade Negotiations: Bringing Equitable Agriculture Development to the Forefront*. Available from: http://www.cuts-geneva.org/pdf/PB5-EPAs_Policy_Brief.pdf

Deloitte (2015). *Deloitte on Africa: African Construction Trends Report 2014*. Available from:
https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/za/Documents/manufacturing/za_africa_construction_trends_2015_10032015.pdf

European Commission (EC) (2017). *The Economic Impact of the EU - East African Community Economic Partnership Agreement*. Available from:
http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2017/february/tradoc_155363.02%20Economic%20Impact%20of%20the%20EU%20-%20EAC%20EPA.pdf

Famine Early Warning System Network (FEWS NET) (2017a). *Assistance needs remain high due to drought, conflict in East Africa*. Available from: <http://www.fews.net/east-africa/key-message-update/september-2017>

_____ (2017b). *September 2017 Global Price Watch*. Available from:
<http://www.fews.net/global/price-watch/september-2017>

Fedderke JW and Z Bogetic (2009). *Infrastructure and Growth in South Africa: Direct and Indirect Productivity Impacts of 19 Infrastructure Measures*. *World Development* 37(9): 1522-1539

Financial Tracking Service (FTS) (2017). *Humanitarian Aim Contributions*. Available from:
<https://fts.unocha.org/> (Accessed 29 September 2017)

Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) (2017). *Special Alert No. 339: East Africa*. Available from: <http://www.fao.org/3/a-i7537e.pdf>

Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), the International Fund for Agricultural Development (IFAD), the United Nations Children's Fund (UNICEF), the World Food Programme (WFP), and the World Health Organization (WHO) (2017). *The State of Food Security and Nutrition in the World 2017. Building resilience for peace and food security*. Available from:
<http://www.fao.org/3/a-i7695e.pdf>

Forum on China–Africa Cooperation (2016). *Address by Director-General Lin Songtian at the 5th Meeting of China-Africa Think Tanks Forum*. Available from:
<http://www.focac.org/eng/zxxx/t1356307.htm>

Fosu, Augustin (1990). *Exports and Economic Growth: The African Case*. *World Development* 18(6):831-5

_____ (1996). *Primary Exports and Economic growth in Developing Countries*. *World Economy* 19(4):466-475

Global Infrastructure Hub (2017). *Global Infrastructure Outlook*. Available from: <https://tigerspike-github.s3.amazonaws.com/umbraco/media/1529/global-infrastructure-outlook-24-july-2017.pdf>

Harvard Center for International Development (CID) (2017). *The Atlas of Economic Complexity*. Available from: <http://atlas.cid.harvard.edu/rankings/> (Accessed 29 September 2017)

Hulten CR, E Bennathan and S Srinivasan (2006). *Infrastructure, Externalities, and Economic Development: A Study of the Indian Manufacturing Industry*. The World Bank Economic Review 20(2): 291-308

Integrated Food Security Phase Classification (IPC) (2017a). *Democratic Republic of the Congo (DRC): Current Acute Food Insecurity Overview June 2017 - December 2017*. Available from: <http://www.ipcinfo.org/ipcinfo-detail-forms/ipcinfo-map-detail/en/c/1029391/>

_____ (2017b). *Madagascar: Acute Malnutrition Situation March - May 2017 and Projection for June - September 2017*. Available from: <http://www.ipcinfo.org/ipcinfo-detail-forms/ipcinfo-map-detail/en/c/1037767/>

_____ (2017c). *South Sudan: Current (May 2017) and Projected (June-July 2017) Acute Food Insecurity*. Available from: <http://www.ipcinfo.org/ipcinfo-detail-forms/ipcinfo-map-detail/en/c/897035/>

International Energy Agency (IEA) (2014). *Africa Energy Outlook: A Focus Report on Energy Prospects in Sub-Saharan Africa*. Available from: <https://www.icafrica.org/fileadmin/documents/Knowledge/Energy/AfricaEnergyOutlook-IEA.pdf>

International Monetary Fund (IMF) (2017a). *World Economic Outlook Database, April 2017 Edition*. Available from: <https://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2017/01/weodata/index.aspx> (Accessed 29 September 2017)

_____ (2017b). *Regional Economic Outlook, sub-Saharan Africa, May 2017*. Available from: <https://www.imf.org/en/Publications/REO/SSA/Issues/2017/05/03/sreo0517>

_____ (2017c). *Debt Sustainability Analysis*. Available from: <https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/lic.aspx> (Accessed 29 September 2017)

_____ (2017d). *Djibouti 2016 Article IV Consultation*. Available from: <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2017/04/06/Djibouti-2016-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-44807>

_____ (2017e). *South Sudan 2016 Article IV Consultation*. Available from: <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2017/03/23/South-Sudan-2016-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-44757>

_____ (2017f). *International Financial Statistics*. Available from: <http://data.imf.org/?sk=4C514D48-B6BA-49ED-8AB9-52B0C1A0179B&slid=1409151240976> (Accessed 29 September 2017)

_____ (2017g). *Direction of Trade Statistics*. Available from: <http://data.imf.org/?sk=9D6028D4-F14A-464C-A2F2-59B2CD424B85> (Accessed 29 September 2017)

_____ (2017h). *IMF Primary Commodity Prices*. Available from: <http://www.imf.org/external/np/res/commod/index.aspx> (Accessed 29 September 2017)

_____ (2017i). *Annual Report on Exchange Arrangements and Exchange Restrictions*. Available from: <https://www.imf.org/en/Publications/Search?series=Annual%20Report%20on%20Exchange%20Arrangements%20and%20Exchange%20Restrictions> (Accessed 29 September 2017)

_____ (2016). *Regional Economic Outlook, sub-Saharan Africa, October 2016*. Available from: <https://www.imf.org/en/Publications/REO/SSA/Issues/2017/02/01/Multispeed-Growth>

IRIN News (2017). *Is a model refugee policy in Africa doomed?*. Available from: <http://www.irinnews.org/analysis/2016/06/13/model-refugee-policy-africa-doomed>

Kenya National Bureau of Statistics (KNBS) (2017a). *Economic Survey*. Available from: <https://www.knbs.or.ke/publications/> (Accessed 29 September 2017)

_____ (2017b). *Quarterly Gross Domestic Product Report Second Quarter 2017*. Available from: <https://www.knbs.or.ke/download/quarterly-gross-domestic-product-report-second-quarter-2017/>

Martins, Pedro (2015). *Sub-Regional Perspectives on Structural Change*. Credit Research Paper, No 15/03. Available from: <http://www.nottingham.ac.uk/credit/documents/papers/2015/15-03.pdf>

McKinsey & Company (2017). *Dance of the Lions and Dragons: How are Africa and China engaging, and how will the partnership evolve?* Available from: <http://www.mckinsey.com/Global-Themes/Middle-East-and-Africa/The-closest-look-yet-at-Chinese-economic-engagement-in-Africa>

Ministry of Commerce of People's Republic of China (2016). *2015 Statistical Bulletin of China's Outward Foreign Direct Investment*.

Ministry of Finance and Economic Cooperation of the Federal Democratic Republic of Ethiopia (MOFEC). *The Growth and Transformation Plan*. Available from: <http://www.mofed.gov.et/web/guest/-/gtp-main-document-vol-1?inheritRedirect=true>

Ministry of Finance and Economic Planning of the Republic of Rwanda (MINECOFIN) (2012). *Rwanda Vision 2020 Revised 2012*. Available from: http://www.minecofin.gov.rw/fileadmin/templates/documents/NDPR/Vision_2020_.pdf

Ministry of Finance and Planning of the United Republic of Tanzania (MOF) (2017). *Speech by the Minister for Finance and Planning, Hon. Dr. Philip I. Mpango (MP), Presenting to the National Assembly, The Estimates of Government Revenue and Expenditure for 2017/18*. Available from: http://www.mof.go.tz/mofdocs/msemaji/BUDGET%20SPEECH%202017_2018.pdf

_____ (2016) *National Five Year Development Plan 2016/17 - 2020/21*. Available from: [http://www.mit.go.tz/uploads/files/National%20Five%20Year%20Development%20Plan%202016-17_2020-21%20\(1\).pdf](http://www.mit.go.tz/uploads/files/National%20Five%20Year%20Development%20Plan%202016-17_2020-21%20(1).pdf)

_____ (1999). *The Tanzania Development Vision 2025*. Available from: <http://www.mof.go.tz/mofdocs/overarch/vision2025.htm>

Mo Ibrahim Foundation (2017). *The 2016 Ibrahim Index of African Governance*. Available from: <http://mo.ibrahim.foundation/iag/downloads/>

National Bank of Ethiopia. *Quarterly Bulletin*. Available from: <https://www.nbe.gov.et/publications/quarterlybulletin.html> (Accessed 29 September 2017)

National Bank of Rwanda (BNR) (2017). *Monetary Policy and Financial Stability Statement, 30th August 2017*. Available from: https://www.bnr.rw/fileadmin/AllDepartment/MonetaryPolicy/upload/FinancialStatement/AnnualFinancialStatements/MPFSS_2017_4_Print_Final.pdf

National Development and Reform Commission of the People's Republic of China (NDRC) (2015). *Vision and Actions on Jointly Building Silk Road Economic Belt and 21st-Century Maritime Silk Road*. Available from: http://en.ndrc.gov.cn/newsrelease/201503/t20150330_669367.html

National Institute of Statistics of Rwanda. *GDP National Accounts*. Available from: <http://www.statistics.gov.rw/statistical-publications/subject/gdp-calendar-year-publications> (Accessed 29 September 2017)

Nubukpo, K., & Tinel, B. (2016). *Franc CFA: retour sur une monnaie controversée*. (No. halshs-01408487). HAL. Available from: <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01408487/>

R Hausmann, CA Hidalgo, S Bustos, M Coscia, S Chung, J Jimenez, A Simoes, M Yildirim (2011). *The Atlas of Economic Complexity*. Puritan Press. Cambridge MA.

Rwanda Development Board (RDB) (2014). *Rwanda introduces MICE to bolster the tourism industry*. Available from: <http://www.rdb.rw/news-pages/news-details/article/rwanda-introduces-mice-to-bolster-the-tourism-industry.html>

SEATINI (2016). *SEATINI-Uganda's statement on the EAC-EU EPA The inherent dangers for the EAC signing the EAC-EU EPA: Some proposals on the way forward*. Available from: <http://www.seatiniuganda.org/publications/downloads/121-seatini-statement-on-epas-inherent-dangers-and-way-forward/file.html>

Slavov, S. T. (2013). *De jure versus de facto exchange rate regimes in sub-Saharan Africa*. *Journal of African Economies*, 22(5), 732-756.

Stiftung Asienhaus (2017). *Two Belts, One Road? The role of Africa in China's Belts & Road initiative*. Available from: https://www.asienhaus.de/uploads/tx_news/Blickwechsel_OBOR-Afrika_01.pdf

The Commission on Growth and Development (2008). *The Growth Report: Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development*. Available from: <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/6507/449860PUB0Box3101OFFICIAL0USE0ONLY1.pdf>

The East African (2017). *IMF now faults region's budget preparation*. Available from: <http://www.theeastafrican.co.ke/business/IMF-faults-region-budget-preparation-/2560-4105516-wq9tjy/index.html>

The East African Community (EAC) (2016). *East African Community Common Market Scorecard 2016*. Available from: http://www.eac.int/sites/default/files/docs/ifc_report_2016_1st_march_web_0.pdf

The International Congress and Convention Association (ICCA) (2017). *The International Congress and Convention Association Statistics Report 2016*. Available from: <https://www.iccaworld.org/knowledge/benefit.cfm?benefitid=4036>

The United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat) (2016). *World Cities Report 2016*. Available from: <http://wcr.unhabitat.org/main-report/>

The United States Department of Commerce (2017). *AGOA Statistics*. Available from: <https://agoa.info/> (Accessed 29 September 2017)

Uganda Bureau of Statistics. *Annual GDP*. Available from: <http://www.ubos.org/statistics/macroeconomic/annual-gdp> (Accessed 29 September 2017)

Kenya Vision 2030. Available from: <http://www.vision2030.go.ke/>

UNCTADStat. United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD). Available from: <http://unctadstat.unctad.org/EN/> (Accessed 29 September 2017)

UNdata. Available from: <http://data.un.org/> (Accessed 29 September 2017)

United Nations COMTRADE Database (UN Comtrade). Available from: <https://comtrade.un.org/> (Accessed 29 September 2017)

United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) (2017a). *Economic Development in Africa Report 2017: Tourism for Transformative and Inclusive Growth*. Available from: <http://unctad.org/en/pages/PublicationWebflyer.aspx?publicationid=1778>

_____ (2017b). *World Investment Report 2017*. Available from: http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/wir2017_en.pdf

_____ (2005). *Economic Development in Africa Report 2005: Rethinking the Role of Foreign Direct Investment*. Available from: <http://unctad.org/en/pages/PublicationArchive.aspx?publicationid=49>

United Nations Department of Economic and Social Affairs (UNDESA) (2017a). *World Economic Situation and Prospects as of mid-2017*. Available from: <https://www.un.org/development/desa/dpad/publication/world-economic-situation-and-prospects-as-of-mid-2017/>

_____ (2017b). *World Population Prospects: The 2017 Revision*. Available from: https://esa.un.org/unpd/wpp/Publications/Files/WPP2017_KeyFindings.pdf

United Nations Development Programme (UNDP) (2016). *Human Development Data (1990-2015)*. Available from: <http://hdr.undp.org/en/data>

United Nations Economic Commission for Africa (UNECA) (2017a). *An ABC of Industrialisation in Uganda: Achievements, Bottlenecks and Challenges*. Available from: <https://www.uneca.org/publications/abc-industrialisation-uganda-achievements-bottlenecks-and-challenges>

_____ (2017b). *Economic Report on Africa 2017: Urbanization and Industrialization for Africa's Transformation*. Available from <https://www.uneca.org/publications/economic-report-africa-2017>

_____ (2017c). *Analysis of the Impact of the EAC-EU Economic Partnership Agreement on the EAC Economies*.

_____ (2017d). *Promoting Infrastructure Development for Africa's Industrialization*. Draft report.

_____ (2016a). *Africa's Blue Economy: A policy handbook*. Available from: https://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/blueeco-policy-handbook_en.pdf

_____ (2016b). *Economic Report on Africa 2016: Greening Africa's Industrialization*. Available from: <https://www.uneca.org/publications/economic-report-africa-2016>

_____ (2015). *Economic Report on Africa 2015: Industrializing Through Trade*. Available from: <https://www.uneca.org/publications/economic-report-africa-2015>

_____ (2014). *Economic Report on Africa 2014: Dynamic Industrial Policy in Africa: Innovative Institutions, Effective Processes and Flexible Mechanisms*. Available from: <https://www.uneca.org/publications/economic-report-africa-2014>

_____ (2013a). *Economic Report on Africa 2013: Making the Most of Africa's Commodities: Industrializing for Growth, Jobs and Economic Transformation*. Available from: <https://www.uneca.org/publications/economic-report-africa-2013>

_____ (2013b). *The African Growth and Opportunity Act: An Empirical Analysis of the Possibilities Post-2015*. Available from: <https://www.uneca.org/publications/african-growth-and-opportunity-act>

United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) (2017). *Competitive Industrial Performance 2017*. Available from: <http://stat.unido.org/> (Accessed 29 September 2017)

_____ (2015). Jojo Jacob and Simone Sasso. *Foreign Direct Investment and Technology Spillovers in Low and Middle Income Countries: A Comparative Cross Sectoral Analysis*. Available from: http://www.unido.org/fileadmin/user_media/Services/PSD/WP_2015_07_FDI.pdf

_____ (2010). Isaksson, A. *Telecommunications and Industrial Development*. Working Paper 14/2009. Available from: http://www.unido.org/fileadmin/user_media/Publications/Research_and_statistics/Branch_publications/Research_and_Policy/Files/Working_Papers/2009/WP%2014%20Telecommunications%20and%20Industrial%20Development.pdf

United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA) (2017a). *Regional Outlook for the Horn of Africa and Great Lakes, April – June 2017*. Available from: http://hornofafrica.unocha.org/assets/apr-june_regional_outlook_draft_doc_6july2017_pdf.pdf

_____ (2017b). *Plan de Réponse Humanitaire, Janvier 2017 - Décembre 2019, République démocratique du Congo*. Available from: https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/DRC_HRP_2017.pdf

United Nations Refugees Agency (UNHCR) (2017). *Population Statistics*. Available from: http://popstats.unhcr.org/en/overview#_ga=2.161706559.2033656387.1506516961-817331659.1506516961 (Accessed 29 September 2017)

_____ (2015). *Uganda hosts record 500,000 refugees and asylum-seekers*. Available from: <http://www.unhcr.org/567414b26.html>

United Nations Security Council (UNSC) (2017a). *Report of the Secretary-General on South Sudan*. Available from: http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2017/784

_____ (2017b). *Report of the Secretary-General on Somalia*. Available from: http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2017/751

U.S Bureau of Economic Analysis. *Worldwide Activities of U.S. Multinational Enterprises: Preliminary Results From the 2014 Benchmark Survey*. Available from: <https://www.bea.gov/international/usdia2014p.htm> (Accessed 29 September 2017)

World Bank (2017a). *Logistics Performance Index*. Available from: <https://lpi.worldbank.org/international/global>

_____ (2017b). *World Development Indicators*. Available from: <https://data.worldbank.org/indicator/IC.EXP.COST.CD> (Accessed 29 September 2017)

_____ (2017c). *Doing Business 2017: Equal Opportunity for All*. Available from: <http://www.doingbusiness.org/reports/global-reports/doing-business-2017>

World Economic Forum (WEF). *The Travel & Tourism Competitiveness Report*. Available from: <https://www.weforum.org/reports/the-travel-tourism-competitiveness-report-2017>

World Travel & Tourism Council (WTTC) (2017). Available from: <https://tool.wttc.org/> (Accessed 29 September 2017)

World Health Organization (WHO) (2017). *Global Health Observatory data repository*. Available from: <http://apps.who.int/gho/data/node.main> (Accessed 29 September 2017)

_____ (2016). *World Malaria Report 2016*. Available from: <http://www.who.int/malaria/media/world-malaria-report-2016/en/>

Xinhua News Agency. *News on Belt and Road Initiative*. Available from: <http://www.xinhuanet.com/silkroad/english/index.htm>